

**DECRET N° 2004-632 DU 11 NOVEMBRE 2004**

Portant transmission à l'Assemblée Nationale du  
Projet de loi uniforme portant régime juridique et  
fiscal harmonisé applicable au projet du  
Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République  
du Bénin.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ,  
CHEF DE L'ETAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution  
de la République du Bénin ;
- Vu** la Proclamation le 03 avril 2001 par la Cour Constitutionnelle  
des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 mars 2001 ;
- Vu** le décret n° 2003-209 du 12 juin 2003 portant composition du  
Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2004-151 du 29 mars 2004 portant attributions organisation et  
fonctionnement du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique ;
- Vu** l'avis de la Cour Suprême en date du 19 octobre 2004 ;
- Sur** proposition du Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 27 octobre 2004 ;

**DECRETE :**

Le projet de loi uniforme portant régime juridique et fiscal harmonisé  
applicable au projet du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République du Bénin  
ci-joint, sera présenté à l'Assemblée Nationale par le Ministre des Mines, de  
l'Energie et de l'Hydraulique qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en  
soutenir la discussion

# EXPOSE DES MOTIFS RELATIF AU PROJET DE LOI UNIFORME RELATIF AU GAZODUC DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET

Le projet de loi relative au gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (GAO) a été élaboré en application de l'article III. 2 du Traité signé à Dakar le 31 janvier 2003 entre le Bénin, le Ghana, le Nigeria et le Togo. Cette loi uniforme pour les Etats parties au Traité précité vise à déterminer les règles et modalités susceptibles d'assurer la mise en œuvre du Traité précité et du Contrat de Projet International.

Le GAO est un projet régional d'infrastructure énergétique qui a pour objet la construction, l'exploitation et la maintenance d'un gazoduc en vue du transport de gaz naturel de Escravos-Lagos (Nigeria) vers les marchés du Bénin, du Togo et du Ghana.

Le marché initial (de base) de gaz est une centrale d'électricité à Takoradi au Ghana et les deux centrales existantes de la CEB à Cotonou et à Lomé qui utilisent actuellement du carburant liquide et qui souhaitent à l'avenir utiliser du gaz naturel. Il est prévu une croissance importante du marché du gaz avec de nouveaux projets de production d'électricité notamment au Ghana. Il est également prévu que sur le long terme les industries existantes dans la région, comme les usines de ciment ou de clinker ainsi que les industries nouvelles dépendront du gaz naturel pour la production de l'énergie nécessaire à leur exploitation.

Dans sa conception actuelle, le GAO sera un gazoduc principalement offshore, débutant près de Lagos et se terminant à Tokaradi, à l'Ouest du Ghana. Des embranchements intermédiaires pour Cotonou, Lomé et Téma sont également envisagés. Un schéma du GAO figure en annexe.

Un gazoduc onshore existant (l'Escravos-Lagos-Pipeline, ELP) qui appartient uniquement au Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) sera utilisé pour d'abord transporter le gaz de l'usine de production, à l'ouest du Delta du Niger, jusqu'à Lagos où il entrera dans le nouveau gazoduc.

Le coût de développement du GAO est estimé entre 450 et 500 millions US\$.

Le GAO sera conçu, construit et exploité par un consortium de six entreprises (le **Groupe Commercial**) mandatées par les gouvernements du Bénin, du Ghana, du Nigeria et du Togo pour développer le Projet. La quote-part de chaque participant dans le consortium est:

Chevron (Nigeria):	36.7%	NNPC (Nigeria):	25.0%
Shell (Nigeria):	18.0%	VRA (Ghana):	16.3%
SoBeGaz (Bénin):	2.0%	SoToGaz (Togo):	2.0%

Le consortium prendra la forme d'une société de droit des Bermudes, la "West African Pipeline Company" ou WAPCo (la **Société**).

Cette société signataire du Contrat de Projet International avec les Etats sera propriétaire du GAO. Elle interviendra seulement en tant que transporteur du gaz.

Pour le moment, seul le gaz produit par le Nigéria sera transporté par le GAO. Une autre société, détenue par les sociétés Nigériennes de production de gaz (elles mêmes détenues par NNPC, Shell et Chevron), sera formée pour commercialiser le gaz des sociétés de production (**N-Gas**) et interviendra en qualité de chargeur de gaz sur le GAO.

Dans le futur, il n'est pas exclu que d'autres vendeurs de gaz puissent charger du gaz, d'origine Nigérienne ou autre sur le GAO.

## II HISTORIQUE DU PROJET

Le 5 septembre 1995, les quatre Etats initiateurs du projet ont signé à Lagos un protocole d'accord en matière d'approvisionnement et de transport de gaz naturel. En application de cet accord, une étude de faisabilité a été réalisée et a conclu à la faisabilité du Projet.

Dans un deuxième protocole signé à Cotonou le 11 août 1999 entre les Etats et le Groupe commercial (composé de Chevron Nigeria Limited, du Ghana National Petroleum Corporation, du Nigeria National Petroleum Corporation, du The Shell Petroleum Development Company of Nigeria Limited, de la Société Béninoise de Gaz S.A, et de la Société Togolaise de Gaz S.A.) , le Groupe Commercial a été mandaté pour être le promoteur du Projet.

Les Etats ont réitéré leur souhait de faire construire le GAO et d'en confier la construction et l'exploitation au Groupe Commercial dans un accord intergouvernemental signé entre les quatre Etats le 4 février 2000 à Abuja (RF du Nigeria).

A la suite de cet accord, les Etats et le Groupe Commercial ont mis en place des équipes de négociation en vue d'aboutir à un accord. Les Etats ont constitué un Comité Directeur Ministériel composé des Ministres de l'Energie ou du Pétrole de chacun des Etats et mis en place un Comité de Pilotage du projet pour mener les négociations avec l'équipe de projet mise en place par le Groupe Commercial.

Les travaux du Comité de Pilotage et de l'équipe de projet du Groupe Commercial synthétisés dans un accord de principe qui devait constituer la trame d'un accord de projet définissant les relations contractuelles entre les Etats et la Société, ont abouti à la signature par les Chefs d'Etat des quatre pays du Traité Relatif Au Projet de Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest, à Dakar le 31 janvier 2003, puis à la signature à Cotonou le 22 mai 2003 du Contrat de Projet International Relatif au Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest.

### **III INTERET DU PROJET DE GAZODUC DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Le Projet présente de nombreux intérêts pour le Bénin et pour la région, à savoir:

1. Une énergie électrique au moindre coût pour le Bénin, le Ghana, et le Togo;
2. Un nouveau marché pour le gaz Nigérian;
3. Des ressources naturelles mieux utilisées, en réduisant de façon conséquente la combustion de gaz associé à la production du pétrole;
4. Des recettes fiscales importantes par l'application et la répartition entre les Etats d'une imposition commune du résultat de la GAO;
5. L'impulsion économique donnée au secteur de sous-traitance industrielle par la construction du GAO;
6. Un environnement plus propre, en remplaçant les carburants polluants par le gaz naturel;
7. Une infrastructure unique, réduisant substantiellement les coûts de l'énergie pour les industries locales et pouvant de ce fait servir de catalyseur pour les investissements étrangers dans de nouvelles entreprises ouest africaines;
8. Le renforcement de la coopération régionale et de l'intégration économique, notamment en raison du rôle central de la CEDEAO dans la conception du Projet;

### **IV ARTICULATION DU PROJET DE LOI UNIFORME**

Une loi uniforme se justifie par la complexité du projet de gazoduc, qui fait intervenir les systèmes juridiques et fiscaux des quatre pays participants et des promoteurs. Il a été jugé inutilement complexe et impraticable de soumettre le projet à quatre régimes de droit et quatre système fiscaux différents. Les négociateurs du projet, tant du côté des Etats que du côté des promoteurs, ont considéré que le seul moyen de doter le projet de la stabilité juridique et fiscale nécessaire était de le doter d'un régime juridique et fiscal unique et harmonisé.

Ce régime juridique et fiscal, pour être effectivement applicable à l'intérieur de chacun des pays signataires du Traité relatif au Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest, doit être transposé dans chacun d'eux au moyen d'une loi spécifique dans son application mais « uniforme » dans sa conception. Le Traité du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest prévoit en effet que chaque pays signataire prend, en ce qui le concerne, les dispositions législatives de nature à rendre le régime unique et harmonisé applicable dans son droit interne. Cependant, les lois de chaque pays sont conçues pour rendre applicable dans chaque pays un régime juridique et fiscal identique.

La loi a été envisagée comme l'instrument privilégié de transposition car le régime unique et harmonisé contient des dispositions fiscales originales, qui n'existent pas dans les codes des impôts et des investissements d'aucun des pays participants et qui, en vertu de la compétence exclusive du législateur en matière fiscale, ne peuvent être édictées que par lui.

La loi a également été considérée nécessaire en raison de l'inadéquation de la législation existante dans les pays signataires. Les dispositions en vigueur en matière de gazoducs, lorsqu'elles existent, sont inadaptées à un projet de gazoduc transfrontalier. A titre d'exemple, les dispositions en vigueur au Bénin et au Togo ne permettent pas à un exploitant de gazoduc, qui n'est pas par ailleurs producteur d'hydrocarbure et concessionnaire d'un « titre pétrolier » dans le pays, de demander une autorisation d'exploitation. Or, dans le projet la société WAPCo est constituée dans le but exclusif d'exploiter une activité de transport de gaz, et non de production de gaz. Le régime d'autorisation existant est donc inadapté et des mesures législatives spécifiquement conçues pour le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest se sont avérées nécessaires.

Une dernière particularité de cette loi doit être soulignée. Les grandes disparités dans les systèmes juridiques et fiscaux du Bénin et du Togo d'une part et de ceux du Ghana et du Nigéria d'autre part ne permettraient pas d'envisager des projets de loi absolument identiques. Les règles, et même les concepts, juridiques et fiscaux des pays dits de tradition civiliste (Bénin et Togo) étant radicalement différents de ceux des pays dits de tradition de *common law* (Nigéria et Ghana), la « loi uniforme » ne pouvait pas être la même, car elle est destinée à s'insérer dans un système juridique existant. A titre d'exemple, les droits et obligations de la société en matière d'acquisitions foncières sont envisagées différemment au Bénin et au Togo, où il existe une théorie du domaine public. Or, le « domaine public » n'existe pas en tant que tel au Nigéria et au Ghana où les règles de transfert ou d'utilisation des biens publics se rapprochent beaucoup plus de celles applicables aux biens privés. Ces différences justifiaient des projets de loi relativement différents dans la forme d'un pays à l'autre, car ils sont censés s'intégrer à des systèmes qui ont leur propre logique. L'impératif d'harmonisation est cependant respecté car le but recherché dans chacun des projets est le même, à savoir celui de créer les mêmes droits et obligations, bien qu'ils soient formulés différemment.

Au Bénin et au Togo, les systèmes juridiques étant relativement similaires, il a été envisagé de proposer aux législateurs de ces deux pays une loi uniforme.

Le texte comprend 63 articles repartis en 12 chapitres ainsi qu'une Annexe contenant les dispositions fiscales

Le chapitre I est consacré aux dispositions générales à aux définitions des termes juridiques et techniques utilisés dans le reste du texte;

Le chapitre II édicte des dispositions particulières concernant l'immatriculation locale des sociétés, chargeurs et acheteurs, le régime des sociétés étrangères et les règles d'établissement des comptes sociaux et rapports financiers des sociétés intervenant dans le projet.

Le chapitre III est consacré à l'Autorité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest créée en vertu de l'article IV du Traité relatif au gazoduc de l'Afrique de l'Ouest signé à Dakar le 31 janvier 2003. Il définit les modalités pratiques permettant à la structure d'exercer correctement sa mission. Il règle les questions de la délégation de pouvoir et de contrôle, de la portée des autorisations et des actions de l'autorité, de même que le problème de son financement.

Le chapitre IV traite du régime des autorisations et concerne les conditions et modalités de délivrance des permis de transport de gaz, la portée des permis de transport, leurs transferts, suspension et révocation, de même que les questions de transit, d'importation et d'exportation du gaz naturel.

Le chapitre V concerne le règlement du GAO, un acte réglementaire prévu pour compléter la présente loi et qui édictera des dispositions concernant les normes et procédures relatives à la conception, à la construction du gazoduc, aux essais et à sa mise en service, à son exploitation, à l'entretien du réseau, aux exigences et pratiques en matière de santé, de sécurité et de protection environnementale applicables au réseau. L'adoption et la modification éventuelle de ce règlement, qui doit rester conforme au Traité de Dakar et qui est identique aux règlements des autres pays membres du Traité, relève de la compétence du ministre compétent désigné par le gouvernement.

Le chapitre VI et l'Annexe de la loi prévoient un régime fiscal spécial commun aux quatre Etats parties au Traité. Ces dispositions sont le reflet du régime de faveur fiscale qui a été négocié par les Etats à l'annexe 8 du Contrat de Projet International.

Le chapitre VII prévoit un mécanisme de règlement des litiges de même que le régime des immunités d'exécution.

Le chapitre VIII est consacré aux règles applicables en matière domaniale et immobilière, notamment en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, les droits d'occupation du domaine public, les transferts de parcelles relevant du domaine public ou du domaine privé de l'Etat et des collectivités territoriales et le régime applicable aux terrains privés.

Le chapitre IX réaffirme la stabilité du régime harmonisé tel que prévu à l'annexe 8 du Contrat de Projet International.

Le chapitre X fixe les règles de détermination des responsabilités en cas de dégradation de l'environnement.

Le chapitre XI prévoit dispositions diverses concernant le libre accès au GAO, l'électricité et les télécommunications, la nature juridique du contrat, le régime de la concurrence, la propriété du gazoduc et l'assurance de la responsabilité civile.

Le chapitre XII est consacré aux dispositions finales et indique les dispositions législatives qui ne s'appliqueront pas au GAO.

Eu égard aux considérations ci-dessus énumérées, nous avons l'honneur Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs les honorables Députés, de soumettre à l'appréciation de votre Auguste Assemblée, pour examen et adoption le projet portant loi uniforme relatif au projet Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République du Bénin. .

Fait à Cotonou, le 11 novembre 2004

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

**Mathieu KEREKOU.-**

Le Ministre des Mines, de  
l'Energie et de l'Hydraulique,

**Kamarou FASSASSI.-**

**AMPLIATIONS** : PR 6 AN 85 CC 2 CS 2 CES 2 HACC 2 MFE 4  
MMEH 4 JO 1.

# PROJET DE LOI UNIFORME PORTANT REGIME JURIDIQUE ET FISCAL HARMONISE APPLICABLE AU PROJET DU GAZODUC DE L'AFRIQUE DE L'OUEST EN REPUBLIQUE DU BENIN

## CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES

### *Article 1<sup>er</sup> - Objet*

La présente loi a pour objet d'introduire dans l'ordre législatif de la République du Bénin, le régime juridique et fiscal, harmonisé, applicable aux activités de construction et d'exploitation du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest conformément au Traité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest signé le 31 janvier 2003 à Dakar entre la République du Bénin, la République du Ghana, la République Fédérale du Nigeria et la République Togolaise.

### *Article 1 - Champ d'application*

Les dispositions de la présente loi et de son annexe portant régime fiscal harmonisé ne s'appliquent qu'aux seules activités exercées par la Société, ou l'une de ses filiales, dans le cadre ou en relation avec la construction ou l'exploitation du Réseau de Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que les activités que la Société et l'Autorité du GAO ont convenu de ranger au nombre des Activités du GAO.

### *Article 2 - Exclusions du champ d'application*

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux activités de distribution de gaz, transporté par le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest, exercées au Bénin, ainsi qu'à toute autre activité dont il a été convenu entre la Société et l'Autorité du GAO qu'elle devrait être exclue du champ d'application.

### *Article 3 - Définitions*

Aux termes de la présente loi, il convient d'entendre par:

*Accords Commerciaux*, les accords énumérés à l'Annexe 5 du Contrat ;

*Acheteur*, un acheteur de Gaz Naturel transporté dans le Réseau de Gazoduc à la demande d'un Chargeur ;

*Actionnaires*,

- (a) l'Affilié de Chevron Nigeria Limited qui détient des actions de la Société ;
- (b) l'Affilié de The Shell Petroleum Development Company of Nigeria Limited qui détient des actions de la Société ;
- (c) Nigerian National Petroleum Corporation ;
- (d) l'Affilié de The Volta River Authority qui détient des actions de la Société ;

et, s'ils exercent leurs options d'achat d'actions de la Société ;

- (e) la Société Béninoise de Gaz S.A. ; et
- (f) la Société Togolaise de Gaz S.A. ;

ainsi que les ayants droit de toutes les entités précitées, chacune d'elles étant désignée comme un *Actionnaire* ;

**Activités du GAO**, l'une quelconque des activités exercées par la Société ou l'une de ses filiales pour autant :

- (a) qu'elle soit exercée dans le cadre et en relation avec l'exploitation du Réseau de Gazoduc ou pour en permettre le développement ; ou
- (b) que la Société et l'Autorité du GAO aient convenu qu'elle était au nombre des Activités du GAO.

Le terme Activité du GAO est en tout état de cause exclusif :

- (d) des activités de distribution locales de gaz au Bénin ;
- (e) des activités dont la Société et l'Autorité du GAO ont convenu qu'elles n'étaient pas des Activités du GAO.

**Activités liées au Projet**, les activités exercées dans un ou plusieurs Etats signataires par une Société du GAO, les Actionnaires ou les Entreprises du Projet dans le cadre de la mise en œuvre du Projet ;

**Affiliée** signifie à l'égard d'une personne (physique ou morale), toute autre personne (physique ou morale) ou groupement de personnes agissant de concert qui,

- (i) directement ou indirectement par une chaîne d'entités ou personnes intermédiaires, contrôle ladite première personne ;
- (ii) est contrôlée par cette dernière ; ou
- (iii) est contrôlée par une même entité que cette dernière, ou
- (iv) qui dispose, directement ou indirectement, du pouvoir de diriger, d'orienter ou d'influencer la gestion économique et légale de cette personne, soit en raison de la détention de capital ou de droits de vote, soit par l'effet de dispositions contractuelles ou légales, ou par tout autre moyen ;

**Autorisation de Mise en Service**, l'autorisation accordée conformément à l'Article 31 de la présente loi ;

**Autorisations liées au Projet** signifie tous les droits, permis, licences, agréments, autorisations, exemptions et décisions issue d'une autorisation (y compris celles et ceux dont le détail est listé dans le Plan Autorisé de Développement du Gazoduc) nécessaires à une Société du GAO ou aux Entreprises du Projet soit :

- a. pour assurer la réussite de la mise en œuvre de ce Projet ;
- b. pour respecter les engagements pris dans le cadre des Accords Commerciaux ;

- c. pour l'exercice de tous droits dont dispose la Société aux termes du Contrat ce qui inclut les Permis de Transport pour le Gazoduc ;

**Autorités Administratives**, signifie chaque Etat signataire, son gouvernement et toutes les émanations de ce dernier quel que soit leur niveau, ce qui inclut les administrations et services de l'Etat à l'échelon central, régional et local, ainsi que toute entité disposant d'un pouvoir d'imposition de même que les antennes ou subdivisions, ou en tout état de cause toute structure directement ou indirectement contrôlée par un Etat ou l'une ou plusieurs de ses Autorités Administratives au sens qui précède ;

**Autorité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest ou Autorité du GAO**, signifie l'organisation ainsi dénommée telle que constituée par le Traité du GAO ;

**Bénin** désigne, selon le contexte, soit la République du Bénin, soit le territoire de la République du Bénin ;

**Chargeur**, toute personne physique ou morale qui a conclu un Contrat de Transport de Gaz avec la Société ;

**Code d'Accès**, le dispositif contractuel définissant les conditions, exigences et modalités requises pour permettre l'accès des Chargeurs au Réseau de Gazoduc ;

**Comité Directeur**, l'organisme de direction ainsi dénommé institué aux termes du Protocole d'Accord arrêté entre les Etats signataires en Matières d'Approvisionnement et de Transport le 5 septembre 1995 concernant le développement du projet de Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest ;

**Comité des Ministres**, le comité ainsi dénommé tel qu'institué par le Traité du GAO ;

**Contrat (ou le Contrat)**, désigne l'accord international signé entre les Etats et la Société le 22 mai 2003 ;

**Contrat de Transport de Gaz**, désigne un accord conclu entre une personne (physique ou morale) et la Société aux fins que cette dernière transporte du Gaz Naturel pour le compte de cette personne au moyen du Réseau de Gazoduc ;

**Date d'Engagement à Réaliser les Travaux** est fixée au jour suivant celui au cours duquel l'ensemble des conditions fixées à l'Annexe 4 du Contrat est rempli ou lorsque l'une d'entre elles n'est pas remplie si la Société y a expressément et définitivement renoncé ;

**Dollars US ou \$US**, la monnaie légale des États-Unis d'Amérique ;

**Droits attachés au Projet**, tous les droits et dispositions spécifiques garantis à la Société par le Contrat, notamment le droit pour la Société de bénéficier des Autorisations nécessaires au développement et à la mise en œuvre du Projet ;

**ELPS**, le Réseau de Gazoduc Escravos-Lagos ;

**Emprise**, toute bande terrestre ou maritime (comprenant le lit de la mer) d'une largeur conforme à celle prescrite par le Programme Approuvé de Développement du Gazoduc s'étendant de chaque côté du tracé du Gazoduc prévu par le même Programme ;

**Entreprises Contractantes en Relation avec le Projet (ou Entreprise du Projet)**, toute entreprise, entrepreneur individuel, sous-traitant, conseils, agents indépendants, intermédiaires engagés (ou rendant des services) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet ou de sa réalisation ;

**Etats signataires**, le Bénin, le Ghana, le Nigeria et le Togo, chacun d'entre eux étant un **Etat signataire** ;

**Etude d'Impact Environnemental**, l'étude d'impact environnemental devant être conduite et préparée par la Société conformément à l'Article 19(1) du Contrat ;

**Gaz Naturel**, tous les hydrocarbures (ou mélanges d'hydrocarbures et d'autres gaz) qui, à une température de 60 degrés Fahrenheit et à la pression atmosphérique, sont essentiellement à l'état gazeux ;

**Ghana**, selon le contexte, soit la République du Ghana, soit le territoire de la République du Ghana ;

**Parties**, le Bénin, le Ghana, le Nigeria, le Togo et la Société (et **Partie** désigne l'un d'entre eux) ;

**Permis de Transport**, le permis de transport accordé à la Société conformément à l'Article 21 de la présente loi et l'autorisant notamment à construire et exploiter le GAO ;

**Personne Assujettie**, une Société du GAO ou toute autre personne (y compris les Entreprises du Projet, Acheteurs, Vendeurs et Chargeurs) visée par le Régime Fiscal Harmonisé ;

**Plan de Gestion Environnemental**, le plan de gestion environnemental devant être préparé par la Société conformément à l'Article 19(2) du Contrat ;

**Principes Comptables**, les normes comptables internationales (*IAS*) appliquées sur la base d'une comptabilité d'engagement, les produits et charges étant imputés sur l'exercice comptable pendant lequel ils ont été acquis ou engagés (sans égard pour la date exacte de décaissement ou d'encaissement), et les charges étant réputées avoir été engagées, s'agissant de biens corporels, dans l'exercice comptable du transfert de propriété et dans le cas de services dans l'exercice comptable de l'exécution des services ;

**Procédure de Règlement des Litiges**, la procédure de règlement des litiges définie à l'Article 42 du Contrat ;

**Programme (ou Plan) de Développement du Gazoduc**, le programme de développement du Réseau de Gazoduc devant être préparé conformément à l'Article 18 et à l'Annexe 17 du Contrat ;

**Programme (ou Plan) de Développement du Gazoduc Approuvé**, le Programme de Développement du Gazoduc approuvé par l'Autorité du GAO conformément à l'Article 18(5) du Contrat, tel qu'éventuellement modifié conformément à l'Article 18(6) du Contrat ;

**Projet** désigne l'ensemble des études faites concernant les contraintes techniques, la faisabilité technique et commerciale, le financement, la construction, le droit de propriété, l'exploitation future et la maintenance du Réseau de Gazoduc ;

**Régime de Concurrence**, le régime régissant les questions de droit de la concurrence, tel que prévu à l'Article 58 de la présente loi;

**Régime Fiscal Harmonisé**, le régime fiscal défini à l'annexe de la présente loi ;

**Règlement de Procédure**, les règlements de procédure établis par les Ministres Compétents conformément à l'Article VI du Traité du GAO ;

**Règlement du GAO**, le règlement régissant la construction et l'exploitation du Réseau de Gazoduc, prévu par le Chapitre V de la présente loi ;

**Réseau de Gazoduc** désigne le réseau de gazoducs partant du point de jonction avec ELPS à Alagbado près de Lagos, Nigeria, traversant le Bénin et le Togo et aboutissant à un terminus initialement prévu dans la région de Tokaradi, Ghana, qui sera conçu, construit, exploité et entretenu par la Société aux termes du Contrat, ainsi que les installations accessoires permanentes nécessaires à la construction et à l'exploitation du réseau (y compris les stations de compression, les stations de comptage, les stations de vannes, les points d'interconnexion et les embranchements pour Cotonou, Lomé et Tema, les stations de lancement et de réception de racleurs, et les systèmes SCADA), et comprend toute extension ou expansion dudit réseau ;

**Service(s) Technique(s)** désigne(nt) :

- (a) au Bénin, le Ministère de l'Energie ;
- (b) au Ghana, le *Ministry of Energy* ;
- (c) au Nigeria, le *Ministry of Petroleum Resources* ; et
- (d) au Togo, le Ministère de l'Energie ;

**Société du GAO**, la Société et toute filiale détenue à 100% par la Société qui est déclarée à l'Autorité du GAO et aux Administrations Fiscales conformément à l'Article 29(3) du Contrat ;

**Spécifications Techniques Convenues** désigne les spécifications techniques définies à l'Annexe 9 du Contrat ;

**Togo**, soit la République Togolaise, soit le territoire de la République Togolaise, selon le contexte ;

**Traité du GAO**, le Traité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest signé a Dakar le 31 janvier 2003 par la République du Bénin, la République du Ghana, la République Fédérale du Nigéria et la République Togolaise portant régime juridique et fiscal applicable au Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest ;

**Travaux**, les travaux liés à la conception, la construction, la finalisation, les essais préalables, et la mise en service du Réseau de Gazoduc (y compris toute extension de ce dernier) ;

**Tribunal du GAO**, le tribunal de ce nom créé conformément a l'Article VI.4(1) du Traité du GAO ;

**Vendeur**, le vendeur du Gaz Naturel qui sera transporté dans une partie ou dans l'ensemble du Réseau de Gazoduc et vendu à un Chargeur.

## **CHAPITRE II DROIT DES SOCIETES**

### **SECTION 1 IMMATRICULATION LOCALE**

#### ***Article 4 - La Société***

(1) A titre dérogatoire et conformément aux dispositions de l'Article 120 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, la Société peut exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Bénin sous la forme d'une succursale et est dispensée de l'obligation prévue à ce même article d'apporter cette succursale dans les deux ans de sa création à une société de droit immatriculée au Bénin.

(2) Dans le cas où la Société exerce des activités autres que les Activités du GAO ou les Activités liées au Projet, la Société pourra être obligée d'immatriculer une filiale pour ces activités, conformément à l'Article 120 de l'Acte Uniforme OHADA précité, étant entendu que l'exercice par la société des Droits attachés au Projet, la délivrance du Permis de Transport et autres Autorisations liées au Projet, la création d'un établissement stable ou d'un lieu d'activité commerciale, ou tout acte de mise en œuvre du Projet ne pourront en aucun cas à eux seuls obliger la Société à immatriculer une filiale de droit béninois.

(3) A la requête de la Société, le Ministre chargé du Commerce délivre les autorisations nécessaires ainsi qu'il est dit à l'Article 120 de l'acte uniforme de l'OHADA précité.

#### ***Article 5 - Chargeurs et Acheteurs***

Tout Chargeur ou Acheteur qui, sur le territoire de la République Du Bénin, acquiert du Gaz Naturel transporté sur le Réseau de Gazoduc ou qui conclut avec la Société un contrat pour le transport de Gaz Naturel sur le Réseau de Gazoduc ou qui conclut avec tout tiers un contrat pour le transport de Gaz Naturel sur d'autres gazoducs ou canalisations en vue de le livrer sur le Réseau de Gazoduc, peut le faire sans être obligé d'immatriculer une filiale ou une succursale au Bénin.

#### ***Article 6 - Autres personnes***

Toute personne, qu'elle agisse pour son compte ou pour le compte d'un tiers, qui sur le territoire de la République Du Bénin, offre à la vente ou vend du Gaz Naturel destiné à être acheminé par le Réseau de Gazoduc ou fournit du Gaz Naturel par le Réseau de Gazoduc, peut le faire sans être obligé d'immatriculer une succursale ou une filiale au Bénin.

### **SECTION 2 REGIME DES SOCIETES ETRANGERES**

#### ***Article 7 - Immatriculation***

(1) Sans préjudice de l'Article 4(1) de la présente loi, la Société peut s'établir légalement sur le territoire de la République du Bénin en immatriculant une succursale locale au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

#### ***Article 8 - Documents à fournir en vue de l'immatriculation***

La Société peut immatriculer une succursale au Bénin en fournissant les documents et éléments suivants au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (avec le nombre de copie demandé par ledit registre) :

- (a) le nom de la Société ;
- (b) la nationalité, le numéro d'immatriculation et la désignation du registre dans le pays d'origine ;
- (c) l'adresse du siège social dans le pays d'origine ;
- (d) une copie des statuts ;
- (e) une liste détaillée des administrateurs et dirigeants ;
- (f) le montant de son capital autorisé (ainsi que de son capital libéré) ;
- (g) l'adresse de tout bureau ou lieu d'activité de la Société sur le territoire de la République du Bénin; et
- (h) le nom et l'adresse de toutes les personnes résidentes au Bénin auprès desquelles la Société a élu domicile aux fins de toute notification liée à l'activité de sa succursale.

#### ***Article 9 - Formalités de publicité***

Lorsqu'elle est immatriculée conformément à l'Article 7 de la présente loi, la Société n'est pas tenue aux obligations de publicité applicables aux sociétés ou succursales immatriculées au Bénin, sous réserve des obligations suivantes :

- (a) la Société doit faire publier au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier tout changement de l'une quelconque des informations visées à l'Article 8 de la présente loi dans les vingt-huit (28) jours de la survenance dudit changement ; et
- (b) la Société doit, dans les six (6) mois de la fin de chaque Exercice Fiscal, déposer au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier les états financiers certifiés préparés conformément à l'Article 13 de la présente loi.

#### ***Article 10 - Opérations sur le Capital de la Société et des Actionnaires***

(1) Toutes dispositions légales ou réglementaires applicables aux sociétés béninoise ou aux sociétés tombant sous le coup de la législation béninoise et qui concernent la propriété du capital des sociétés ou les opérations sur le capital des sociétés ne s'appliqueront pas à la propriété du capital ou aux opérations sur le capital de la Société, de ses Actionnaires ou des Affiliés de ceux-ci.

(2) Sauf dispositions contraires de la présente loi, les changements intervenus dans le capital de la Société, des Actionnaires ou des Affiliés de ceux-ci ne pourront pas, être subordonnés à l'autorisation préalable du gouvernement ou d'une Autorité Administrative ni entraîner la révocation ou la suspension d'une Autorisation liées au Projet ou d'un Droit du Projet ou en modifier les termes ou conditions.

### ***Article 11 - Sûretés et inscriptions***

(1) Les sûretés légales, conventionnelles ou judiciaires prévues par l'Acte Uniforme OHADA sur les Sûretés peuvent être constituées, à titre définitif ou conservatoire, sur les biens et droits immobiliers ou mobiliers, corporels ou incorporels de la Société situés au Bénin.

(2) Le Permis de Transport peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions et suivant les modalités prévues à l'Article 28 de la présente loi.

(3) Le titre de propriété du Réseau de Gazoduc ainsi que les hypothèques et autres sûretés portant sur les droits et biens immobiliers de la Société situés au Bénin, dont notamment les hypothèques sur la portion du Réseau de Gazoduc situé sur le territoire de la République du Bénin, sont inscrits auprès de la Direction des Domaines et de la Conservation de la Propriété Foncière du Bénin à la demande de la Société ou de ses cessionnaires ou ayants droit.

(4) Les sûretés sur les biens ou droits mobiliers de la Société situés au Bénin sont inscrits au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier à la demande de la Société ou de ses cessionnaires ou ayants droit.

### **SECTION 3 INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE**

#### ***Article 12 - Etats financiers de la Société***

La Société doit, dans les six (6) mois de la fin de chaque Exercice Fiscal, déposer au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier ses états financiers. Les états financiers déposés par la Société sont établis conformément aux Principes Comptables.

#### ***Article 13 - Etats financiers de succursale***

La Société n'est pas tenue d'établir ou de déposer des états financiers au titre de l'activité de ses succursales ou établissements situés au Bénin. Cependant, les états financiers de la Société prévus à l'Article 12 de la présente loi donneront toute information utile sur la nature des activités de la Société au Bénin.

#### ***Article 14 - Dénomination des comptes***

La Société, en tant que société étrangère, n'est pas tenue d'établir ses états financiers dans la monnaie nationale ou dans la langue officielle de la République du Bénin.

## **CHAPITRE III L'AUTORITE DU GAO**

#### ***Article 15 - Personnalité morale***

L'Autorité du GAO jouit sur le territoire de la République du Bénin, de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle a la capacité d'y détenir un patrimoine, d'y bénéficier de droits et d'en jouir, d'y contracter des obligations et d'ester en justice devant les tribunaux de la République du Bénin.

#### ***Article 16 - Compétence et pouvoirs***

(1) L'Autorité du GAO a compétence exclusive pour exercer sur le territoire de la République du Bénin les fonctions qui lui sont dévolues en vertu du Traité du GAO et du Règlement du GAO. Ses décisions auront la même force obligatoire que celle antérieurement

attachée aux décisions des Autorités Administratives à la compétence desquelles, celle de l'Autorité du GAO est substituée.

(2) En tant que de besoin, les ministres concernés par les domaines de compétence de l'Autorité du GAO lui transfèrent par arrêté les pouvoirs nécessaires pour lui permettre d'effectivement exercer les fonctions qui lui sont conférées aux termes du Traité du GAO et du Règlement du GAO.

(3) Le Comité Directeur exerce les fonctions de l'Autorité du GAO jusqu'à ce que le ministre concerné ait transféré lesdits pouvoirs à l'Autorité du GAO.

#### ***Article 17 - Contrôle de l'Autorité du GAO***

Conformément au Traité du GAO, l'Autorité du GAO exerce ses fonctions sur le territoire de la République du Bénin sous le contrôle du Comité des Ministres constitué conformément au Traité du GAO et lui rend compte de son activité.

#### ***Article 18 - Portée des autorisations et des actions de l'Autorité du GAO***

(1) La Société, ainsi que tout Acheteur, Vendeur, Chargeur ou autre personne intéressée, peuvent opposer les décisions de l'Autorité du GAO à toutes Autorités Administratives et à tout autre tiers intéressé et se prévaloir de leur force obligatoire dès lors qu'elle sont prises par l'Autorité du GAO dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par le Traité du GAO et/ou le Règlement du GAO.

(2) Le gouvernement prend toutes les mesures nécessaires pour faire respecter par l'ensemble des Autorités Administratives sous son autorité, les décisions de l'Autorité du GAO prises conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par le Traité du GAO et/ou le Règlement du GAO.

#### ***Article 19 - Financement de l'Autorité du GAO***

Le gouvernement prend les mesures nécessaires en vue de s'assurer du financement des activités de l'Autorité du GAO conformément au Traité du GAO et au Contrat ou qu'il considère nécessaire pour apporter son soutien aux activités de l'Autorité du GAO.

## **CHAPITRE IV REGIME D'AUTORISATION**

### **SECTION 1 PERMIS DE TRANSPORT**

#### ***Article 20 - Obligation de détention du Permis de Transport***

La construction et l'exploitation du Réseau de Gazoduc font l'objet d'un Permis de Transport délivré aux termes des dispositions du présent Chapitre.

#### ***Article 21 - Délivrance du Permis de Transport***

Le Ministre Compétent délivre à la Société un Permis de Transport autorisant son titulaire à construire et exploiter le Réseau de Gazoduc sur le territoire de la République du Bénin.

### ***Article 22 - Demande de Permis de Transport***

(1) La demande de Permis de Transport est établie par écrit et adressée au Ministre Compétent. Elle est formée par la Société et indique le nom de ses administrateurs et dirigeants et est accompagnée des pièces de nature à établir que les conditions de délivrance du Permis de Transport prévues à l'Article 23 de la présente loi sont réunies.

(2) La demande de Permis de Transport est instruite dans le cadre de la procédure d'approbation du Programme de Développement du Gazoduc prévue aux termes du Contrat.

### ***Article 23 - Délivrance du Permis de Transport sous conditions***

(1) Le Permis de Transport est délivré par le Ministre Compétent dès lors que le Programme de Développement du Gazoduc est approuvé conformément aux termes du Contrat.

(2) Le Ministre Compétent peut assortir la délivrance du Permis de Transport de toutes conditions figurant au Programme de Développement du Gazoduc Approuvé.

### ***Article 24 - Modification des conditions du Permis de Transport***

Le Ministre Compétent ne peut modifier les conditions du Permis de Transport que conformément aux modifications apportées par les Parties au Programme de Développement du Gazoduc Approuvé.

### ***Article 25 - Durée du Permis de Transport***

Sous réserve des cas de révocation prévus à l'Article 29 de la présente loi, le Permis de Transport est valable pour une durée de vingt-cinq (25) ans.

### ***Article 26 - Renouvellement du Permis de Transport***

Un Permis de Transport peut être renouvelé par le Ministre Compétent pour une durée de dix (10) ans si son titulaire en fait la demande au plus tard six (6) mois avant la date d'expiration du Permis de Transport.

### ***Article 27 - Droits conférés par le Permis de Transport***

(1) Sous réserve des dispositions de la présente loi et des conditions éventuellement prévues dans le Programme de Développement de Gazoduc Approuvé ou dans le Permis de Transport, le Permis de Transport confère à la Société les droits suivants:

- (a) le droit de passage et le droit d'occupation de l'Emprise pour les besoins de la construction, exploitation et maintenance du Réseau de Gazoduc;
- (b) le droit de concevoir, construire, tester, mettre en service, entretenir, maintenir, exploiter et utiliser généralement disposer commercialement du Réseau de Gazoduc;
- (c) le droit de construire, maintenir et exploiter sur ou aux abords de l'Emprise toutes autres installations qui seraient nécessaires ou utiles pour la construction, la maintenance ou l'exploitation du Réseau de Gazoduc, y compris les routes, lignes de téléphone, câbles de fibre optique, câbles de transmission électrique, stations de compression, installations de stockage, et toutes autres installations identifiées dans le

Programme de Développement du Gazoduc comme faisant partie du Réseau de Gazoduc;

- (d) le droit d'excaver, déblayer et remblayer, pour les besoins de la construction du Réseau de Gazoduc, tous gravats, sable, argile, pierre ou substance similaire se trouvant à la surface ou sous la surface de l'Emprise, sans autorisation supplémentaire, ni contrepartie financière;
- (e) le droit de couper et enlever les arbres, arbustes et autres obstacles naturels se trouvant sur ou sous l'Emprise sans autorisation supplémentaire ni contrepartie financière;
- (f) le droit d'utiliser, d'aménager et le cas échéant dévier les eaux souterraines et les sources non-exploitées, ni réservées situées sous l'Emprise sans autorisation supplémentaire ni contrepartie financière;
- (g) le droit de franchir ou empiéter sur l'emprise de toute route ou chemin, cours ou plan d'eau, réseaux et tranchées de câblage électrique ou téléphonique, réseaux d'alimentation d'eau et d'évacuation des eaux usées ou toute autre emprise ou installation destinée au passage de canalisation ou ouvrages d'utilité publique;
- (h) le droit d'entreprendre tous les travaux de défrichement de corridor, nivellement ou terrassement, d'essartage, de forage dirigé, de tunnelage, l'édification de ponts temporaires, le creusement de tranchée et en général tous les travaux d'aménagement nécessaire à la construction, exploitation ou maintenance du Réseau de Gazoduc;
- (i) le droit d'effectuer des tests hydrostatiques et de procéder à l'épandage des eaux;
- (j) le droit de passage, d'occupation et d'usage temporaire de tout terrain situé en dehors de l'Emprise qui, suivant le Programme de Développement du Gazoduc Approuvé ou suivant l'autorisation de l'Autorité du GAO, sont nécessaires à la construction, réparation, maintenance ou remplacement de tout ou partie du Réseau de Gazoduc;
- (k) le droit d'établir, pendant la construction, les essais, la mise en service ou la maintenance du Réseau de Gazoduc, une zone de protection autour des travaux à l'intérieur de laquelle aucune personne ne pourra, sans l'autorisation expresse du titulaire du Permis de Transport ou de l'Autorité du GAO conformément au Règlement du GAO:
  - (i) accéder ou occuper la zone dans laquelle se déroule les Travaux de construction, les essais, la mise en service ou la maintenance;
  - (ii) engager de travaux, ou procéder à des carottages ou des excavations, sur ou sous la zone de protection qui sont susceptibles de nuire à la construction, aux essais, la mise en service, l'exploitation ou la maintenance du Réseau de Gazoduc.

(2) Le Permis de Transport et les droits qu'il confère à son titulaire et aux Entreprises du Projet ainsi que toutes les autres Autorisations liées au Projet sont opposables aux Autorités Administratives et aux tiers.

### *Article 28 - Transfert du Permis de Transport*

(1) Le transfert du Permis de Transport à un tiers peut être réalisé dans les conditions suivantes :

- (a) en cas d'accord entre le titulaire du Permis de Transport et un tiers cessionnaire;
- (b) en cas de transmission de l'universalité du patrimoine du titulaire du Permis de Transport à un tiers en raison d'une fusion, scission ou autre restructuration;
- (c) en cas de transfert à un tiers des droits du titulaire du Permis de Transport aux termes du Contrat, en application de l'Article 47(2) du Contrat ou autrement;
- (d) en cas de réalisation d'un nantissement constitué sur le Permis de Transport conformément au paragraphe (3) ci-dessous

(2) Un permis de transport délivré conformément au présent Chapitre ne peut être transféré qu'avec l'accord préalable du Ministre Compétent. Dans les cas de transfert visés aux sous-paragraphes (1)(b), (1)(c) ou (1)(d) du paragraphe (1) ci-dessus, le Ministre Compétent approuvera ledit transfert si le titulaire du permis fournit les éléments de nature à établir la capacité technique et financière du bénéficiaire du transfert à respecter les obligations imposées par le permis de transport. Si le Ministre Compétent approuve le transfert, il prendra les mesures et donnera les instructions nécessaires pour faire établir le Permis de Transport au nom du bénéficiaire du transfert.

(3) Le permis de transport délivré aux termes du présent Chapitre peut faire l'objet d'un nantissement constitué par son titulaire pour sûreté de ses obligations envers un tiers, y compris des obligations envers des non-résidents. L'acte de nantissement est établi sous seing privé. Le nantissement est réalisé par le bénéficiaire (ou tout agent, mandataire, représentant ou autre personne agissant au nom ou pour le compte du bénéficiaire) dès notification au titulaire du Permis de Transport et au Ministre Compétent d'une notification de réalisation. L'acte de nantissement prévoit les conditions de sa réalisation. Sous réserve de l'autorisation préalable du Ministre Compétent prévue au paragraphe (2) ci-dessus, la réalisation du nantissement emportera transfert du Permis de Transport au profit du bénéficiaire du nantissement (ou tout agent, mandataire, représentant ou autre personne agissant au nom ou pour le compte du bénéficiaire).

(4) Les droits du titulaire du Permis de Transport, du bénéficiaire du transfert du Permis de Transport ou du bénéficiaire d'un nantissement constitué sur le Permis de Transport seront opposables aux tiers dès la date de leur publication conformément à l'Article 30 de la présente loi et bénéficieront en conséquence, dès cette date, d'un droit de préférence et un droit de suite opposables à tous autres transferts, nantissemments, constitution de sûretés ou de droits de tiers qui seraient constitués ou publiés ultérieurement.

(5) Sous réserve de l'accord du Ministre Compétent conformément au présent article, le transfert d'un permis de transport accordé aux termes du présent Chapitre, à la suite de la réalisation d'un nantissement ou autrement, emportera de plein droit, le transfert, au profit du nouveau titulaire du Permis de Transport, de tous les droits conférés par le Permis de Transport.

### ***Article 29 - Suspension et Révocation du Permis de Transport***

(1) Dans le cas où le titulaire du Permis de Transport enfreint gravement les obligations mises à sa charge par le Permis de Transport, le Ministre Compétent peut décider, dans les conditions prévues ci-après aux § (3) et suivants du présent article, de suspendre le Permis de Transport pour une période définie.

(2) Dans le cas où le titulaire du Permis de Transport abandonne définitivement le Réseau de Gazoduc ou dans le cas où il viole des obligations du Permis de Transport prescrites sous peine de révocation, le Ministre Compétent peut décider, dans les conditions prévues ci-après aux § (3) et suivants du présent article, de révoquer le Permis de Transport.

(3) Dans le cas où le Ministre Compétent considère qu'il existe une cause de suspension ou de révocation du Permis de Transport, il adresse une notification en ce sens au titulaire du Permis de Transport. La notification indique les mesures envisagées par le Ministre Compétent et énonce les manquements, les circonstances ou raisons motivant la mesure envisagée.

(4) Le titulaire du Permis de Transport dispose d'un délai de 30 jours à compter de la notification visée au paragraphe (3) ci-dessus pour fournir tous éléments utiles en réponse aux griefs allégués contre lui et faire ses observations sur les mesures envisagées contre lui.

(5) Si les manquements invoqués par le Ministre Compétent peuvent être interrompus et si des remises en état ou réparations matérielles sont possibles, le titulaire du Permis de Transport dispose d'un délai de 60 jours courant à compter de la notification visée au paragraphe (3) ci-dessus pour mettre un terme aux manquements qui lui sont reprochés ou prendre les mesures de remise en état ou de réparation qui s'imposent.

(6) Les mesures envisagées par le Ministre Compétent ne peuvent être mises à exécution qu'à l'expiration des délais visés aux paragraphes (4) et (5) ci-dessus, dans la mesure où le titulaire du Permis de Transport n'a pas contesté la mesure envisagée, n'a pas apporté d'élément satisfaisant au soutien de sa contestation de la mesure, n'a pas mis un terme aux manquements qui lui sont reprochés ou n'a pas pris les mesures de remise en état ou de réparation qui s'imposent.

(7) Si le Ministre Compétent décide d'ordonner la suspension ou la révocation du Permis de Transport, le Ministre Compétent prend par voie d'arrêté et après avis conforme de l'Autorité du GAO, une décision motivée de suspension ou de révocation du Permis de Transport. L'arrêté de suspension ou de révocation du Permis de Transport est notifiée au titulaire du Permis de Transport. La décision de suspension ou de révocation prend effet au jour de la réception de sa notification par le titulaire du Permis de Transport ou à toute autre date indiquée dans la notification.

(8) La révocation du Permis de Transport emporte de plein droit la déchéance des droits conférés par le Permis de Transport à son titulaire et prévus à l'Article 27 de la présente loi.

(9) Le titulaire du Permis de Transport peut contester la décision de révocation ou de suspension en mettant en oeuvre la Procédure de Règlement des Litiges prévue au Contrat. La décision rendue au terme de ladite Procédure de Règlement des Litiges s'imposera au Ministre Compétent.

### ***Article 30 - Publicité du Permis de Transport***

Le Permis de Transport, ainsi que les avis relatifs à son attribution, modification, transfert, nantissement, suspension ou révocation, sont publiés dans un journal d'annonces légales.

### ***Article 31 - Autorisation de Mise en Service***

La mise en service du Réseau de Gazoduc ou de toute nouvelle partie du Réseau de Gazoduc par la Société est subordonnée à la délivrance par l'Autorité du GAO d'une Autorisation de

Mise en Service. Conformément au Traité du GAO, l'Autorité du GAO est habilitée à accorder l'Autorisation de Mise en Service. La Société et l'Autorité du GAO appliqueront les procédures de dépôt et d'instruction de la demande d'Autorisation de Mise en Service prévues au Règlement du GAO.

### ***Article 32 - Restrictions applicables aux tiers***

Nul ne pourra, sans autorisation expresse du titulaire du Permis de Transport ou de l'Autorité du GAO, conformément au Règlement du GAO:

- (a) pénétrer sur ou occuper la zone de sécurité établie par la Société pendant la construction, les essais, la mise en service ou la maintenance du Réseau de Gazoduc;
- (b) engager de travaux, de carottage ou d'excavations sur ou sous la zone de protection ou sur l'Emprise qui sont susceptibles de nuire à la construction, aux essais, la mise en service, l'exploitation ou la maintenance du Réseau de Gazoduc.

## **SECTION 2 AUTRES LICENCES ET PERMIS**

### ***Article 33 - Transit, importation et exportation de Gaz Naturel***

Les Acheteurs, Vendeurs, Chargeurs ou la Société qui exportent du Gaz Naturel à partir du territoire de la République du Bénin au moyen du Réseau de Gazoduc, ou le font transiter par le territoire de la République du Bénin au moyen du Réseau de Gazoduc, ou l'importent sur le territoire de la République du Bénin au moyen du Réseau de Gazoduc, ne sont pas tenus d'obtenir de permis d'exportation ou d'importation, licence, autorisation de transit ou autre autorisation.

### ***Article 34 - Transactions concernant le Gaz Naturel transporté : Chargeurs et Acheteurs***

Les Chargeurs ou Acheteurs qui acquièrent du Gaz Naturel au Bénin pour l'acheminer sur le Réseau de Gazoduc, ou qui l'expédient par le Réseau de Gazoduc, ou au moyen d'autres gazoducs reliés au Réseau de Gazoduc, ne sont pas tenus d'obtenir de permis, licence ou autre forme d'autorisation au Bénin en raison de cette seule acquisition ou de son expédition.

### ***Article 35 - Transactions concernant le Gaz Naturel transporté: autre personnes***

Toute personne, qu'elle agisse pour son compte ou pour le compte d'un tiers, qui offre à la vente ou vend du Gaz Naturel destiné à être acheminé par le Réseau de Gazoduc ou qui le fournit au moyen du Réseau de Gazoduc, n'est pas tenue d'obtenir de permis, licence ou autre forme d'autorisation au Bénin en raison de cette seule offre, commercialisation ou fourniture.

### ***Article 36 - Limitations d'urgence***

L'acheminement du Gaz Naturel à travers le territoire ou les frontières territoriales est libre, sauf cas d'urgence nationale déclarée conformément à l'Article 101 de la Constitution. Toute limitation ainsi imposée devra être levée dès que cessera la situation d'urgence qui l'a motivée.

### ***Article 37 - Absence d'autres autorisations***

Les permis, licences, agréments ou autorisations nécessaires à la construction et à l'exploitation du Réseau de Gazoduc sont limitativement prévus dans la présente loi.

## CHAPITRE V LE REGLEMENT DU GAO

### *Article 38 - Adoption du Règlement du GAO*

Le Ministre Compétent fixe par arrêté le Règlement du GAO.

### *Article 39 - Contenu du Règlement du GAO*

- (1) Le Règlement du GAO doit être conforme au Contrat, aux Spécifications Techniques Convenues, aux normes techniques internationalement reconnues et aux meilleures pratiques reconnues applicables aux gazoducs à haute pression.
- (2) Le Règlement du GAO ne définit pas les normes de protection de l'environnement qui seront appliquées par le Réseau de Gazoduc et mises en œuvre dans la construction et l'exploitation du Réseau de Gazoduc, ni les procédures applicables à l'obtention des autorisations en matière d'environnement. Ces normes et procédures resteront régies par la loi n. 98-030 du 12 février 1999 portant loi-cadre sur l'environnement en République du Bénin et ses décrets d'application.
- (3) Le Règlement du GAO comprendra, notamment, des dispositions concernant :
  - (a) Les normes et procédures relatives à la conception et à la construction du Réseau de Gazoduc, élaborées à partir des Spécifications Techniques Convenues;
  - (b) Les normes et procédures relatives aux essais et à la mise en service du Réseau de Gazoduc, élaborées à partir des Spécifications Techniques Convenues;
  - (c) Les normes et procédures relatives à l'exploitation et à l'entretien du Réseau de Gazoduc, y compris la réparation, les essais et la vérification du Réseau de Gazoduc (pour la corrosion interne et externe), élaborées à partir des Spécifications Techniques Convenues;
  - (d) Les normes et procédures de mesure à utiliser pour le Réseau de Gazoduc ;
  - (e) Les exigences et pratiques en matière de santé et de sécurité applicables au Réseau de Gazoduc ;
  - (f) Les conditions d'exploitation environnementale, y compris la détection, la réparation et le traitement des fuites et des rejets ;
  - (g) Les qualifications et expériences requises pour le personnel et les sociétés d'exploitation ;
  - (h) Les exigences d'information périodique à l'Autorité du GAO ;
  - (i) Les droits d'inspection à accorder à l'Autorité du GAO ;
  - (j) Un régime traitant des pénalités imposées à la Société pour certaines violations du Règlement du GAO pendant l'exploitation du Réseau de Gazoduc et pour les Cas de Défaillance de la Société (tels que définis dans le Contrat) qui se prolongeraient dans le temps;

- (k) La procédure de traitement des situations d'urgence, y compris les circonstances dans lesquelles la Société peut être contrainte de suspendre ses opérations en raison de la présence d'un risque pour la santé, la sécurité ou l'environnement ;
  - (l) Les procédures de cessation et/ou de reprise de l'exploitation du Réseau de Gazoduc, y compris les procédures d'abandon.
  - (m) la procédure d'audiences et enquêtes publiques de l'Autorité du GAO, dans la mesure où elle ne serait pas prévue dans le Règlement de Procédure;
  - (n) la procédure relative aux recours engagés devant le Comité des Ministres et la Commission de Révision Fiscale, et la procédure relative aux appels devant le Tribunal du GAO conformément au Traité du GAO, dans la mesure où ces procédures ne seraient pas prévues dans le Règlement de Procédure,
- (4) Le Règlement du GAO prévoira que:
- (a) Les dessins, plans et modèles, et autres documents techniques conçus ou préparés par la Société pour les besoins du Projet ainsi que tout plan de fabrication ou construction du Réseau de Gazoduc qui ont été approuvés par le Comité Directeur ou ses délégués avant la constitution et l'habilitation de l'Autorité du GAO seront réputés avoir été approuvés par l'Autorité du GAO;
  - (b) Tout acte ou initiative (autre que celles identifiées au paragraphe (a) ci-dessus) pris conformément au Contrat par le Comité Directeur ou ses délégués avant la constitution ou l'habilitation de l'Autorité du GAO et qui relève de la compétence de l'Autorité du GAO seront réputés avoir été pris par l'Autorité du GAO;
  - (c) Les dessins, plans et modèles, et autres documents techniques conçus ou préparés par la Société pour les besoins du Projet ainsi que tout plan de fabrication ou construction du Réseau de Gazoduc qui ont été approuvés par l'Autorité du GAO ou ses délégués (ou réputés avoir été ainsi approuvés conformément au paragraphe (a) ci-dessus) avant l'entrée en vigueur du Règlement du GAO (ces approbations étant prévues aux termes du Règlement du GAO) seront réputés avoir été approuvés conformément au Règlement du GAO au moment de leur entrée en vigueur;et
  - (d) Tous actes ou initiatives de l'Autorité du GAO (ou réputés tels par application du paragraphe (b) ci-dessus) prévus aux termes du Règlement du GAO qui ont été pris avant l'entrée en vigueur du Règlement du GAO seront réputés avoir été accomplis conformément au Règlement du GAO au moment de leur entrée en vigueur.

#### ***Article 40 - Harmonisation des règlements***

Le Règlement du GAO pris par le Ministre Compétent conformément à la présente loi et toutes modifications ou ajouts ultérieurs audit règlement doivent être compatibles avec le Règlement du GAO adopté au Togo, Ghana et Nigeria et conformes au Traité du GAO et à la présente loi.

#### ***Article 41 - Administration et mise en œuvre du Règlement du GAO***

L'Autorité du GAO a compétence exclusive pour mettre en œuvre et contrôler l'application du Règlement du GAO sur toute l'étendue du territoire de la République du Bénin.

#### ***Article 42 - Exclusivité du Règlement du GAO***

En ce qui concerne les matières visées à l'Article 39 de la présente loi, le Règlement du GAO est le seul règlement applicable au Réseau de Gazoduc et à la Société, à l'exclusion de toute autre réglementation qui aurait vocation à s'appliquer au Réseau de Gazoduc ou à la Société dans les matières concernées par le Règlement du GAO.

#### ***Article 43 - Pouvoir de modifier et de compléter le Règlement du GAO***

Le Ministre Compétent peut modifier ou compléter le Règlement du GAO dans la mesure compatible avec la présente loi et les obligations des Etats Parties aux termes du Traité du GAO.

### **CHAPITRE VI DISPOSITIONS FISCALES ET FINANCIERES**

#### ***Article 44 - Régime Fiscal Harmonisé***

Le régime fiscal harmonisé relatif à l'impôt sur les bénéfices de la Société, à la TVA et aux droits de douanes et autres impôts devant être acquittés par la Société est applicable sur le territoire de la République du Bénin conformément aux dispositions fiscales et financières prévues à l'annexe de la présente loi.

### **CHAPITRE VII REGLEMENT DES LITIGES ET IMMUNITES**

#### ***Article 45 - Arbitrage et immunité de juridiction***

Tout différend né entre l'Etat du Bénin et la Société de l'application ou de l'interprétation du Contrat est soumis à l'arbitrage conformément au Règlement du Centre International de Règlement des Différends en matière d'Investissement (CIRDI) ; si le CIRDI estime que le différend ne ressort pas de sa compétence, ledit différend sera soumis à arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Centre des Nations Unies pour le Droit du Commerce International.

#### ***Article 46 - Immunité d'exécution***

(1) Sous réserve des exceptions prévues au paragraphe (2) ci-dessous, la République du Bénin reconnaît toute sentence arbitrale rendue conformément à l'Article 45 comme exécutoire sur son territoire et prendra toutes mesures nécessaires pour l'exécution de la dite sentence sans opposer son immunité d'exécution.

(2) La République du Bénin pourra opposer à toute poursuite au titre d'une sentence arbitrale rendue conformément à l'Article 45 son immunité d'exécution sur tout bien :

- (a) utilisé par une mission diplomatique ou consulaire,
- (b) affecté à un usage militaire ou se trouvant sous le contrôle d'une autorité militaire ou d'un organisme de défense,
- (c) ou situé sur le territoire de la République du Bénin et réservé à un usage public ou administratif. De même, la République du Bénin pourra valablement opposer son immunité d'exécution contre toute poursuite sur les comptes licites ouverts au nom de la République du Bénin dans des institutions financières nationales ou étrangères, établis en vertu d'accords obligatoires entre l'un ou l'autre des Etats Parties et ses prêteurs, administrés par des agents payeurs, et exclusivement réservés à la gestion de la dette de la République du Bénin envers ces prêteurs.

## **CHAPITRE VIII**

### **DISPOSITIONS EN MATIERE DOMANIALE ET IMMOBILIERE**

#### **SECTION 1 DISPOSITIONS EN MATIERE DOMANIALE ET IMMOBILIERE**

##### ***Article 47 - Déclaration d'utilité publique***

(1) Conformément à la présente loi ainsi qu'au Permis de Transport délivré en vertu de l'Article 21 de la présente loi, le gouvernement déclare d'utilité publique l'Emprise et l'ensemble de l'espace terrestre et marin situé sur le territoire de la République du Bénin que le Programme de Développement du Gazoduc Approuvé a identifié comme étant nécessaire pour la construction, la pose, l'exploitation et la maintenance du Réseau de Gazoduc.

(2) L'Etat et les collectivités territoriales s'engagent à maintenir l'affectation de l'Emprise pendant toute la durée du Permis de Transport.

##### ***Article 48 - Droits d'occupation du domaine public de l'Etat ou des collectivités territoriales***

(1) Le Permis de Transport emporte l'autorisation d'occuper le domaine public sous gestion de l'Etat du Bénin ou de ses collectivités territoriales pour les parcelles du domaine public situées sur l'Emprise ou identifiées dans le Programme de Développement du Gazoduc Approuvé comme étant nécessaires à la pose, construction, exploitation et maintenance du Réseau de Gazoduc.

(2) Le Permis de Transport permet à son titulaire d'occuper et d'utiliser le domaine public pour l'ensemble des occupations, usages, destinations et affectations prévues au Programme de Développement du Gazoduc Approuvé.

(3) Les droits d'occupation du titulaire du Permis de Transport ne peuvent être suspendus, révoqués ou modifiés qu'en cas de suspension, révocation ou modification du Permis de Transport, et dans les conditions applicables à la suspension, révocation ou modification du Permis de Transport.

##### ***Article 49 - Transferts de parcelles relevant du domaine public de l'Etat ou des collectivités territoriales***

(1) Dans la mesure où le Programme de Développement du Gazoduc Approuvé prévoit le transfert d'une parcelle relevant du domaine public, notamment pour les besoins de

l'édification de stations de compression ou autres immeubles, les Autorités Administratives concernées, sur le plan national ou local, prennent les dispositions nécessaires, y compris des mesures de déclassement, pour permettre le transfert à titre gratuit desdites parcelles du domaine public au titulaire du Permis de Transport.

(2) Le Ministre Compétent pour le Bénin coordonne les actions prévues au §1 ci-dessus et prend les mesures nécessaires à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

#### ***Article 50 - Parcelles relevant du domaine privé de l'Etat ou des collectivités territoriales***

(1) Les parcelles relevant du domaine privé de l'Etat du Bénin ou de ses collectivités locales identifiées dans le Programme de Développement du Gazoduc Approuvé comme étant nécessaire à la pose, construction, exploitation et maintenance du Réseau de Gazoduc font l'objet d'une servitude d'utilité publique de transport au profit de la Société pour les besoins du Réseau de Gazoduc.

(2) Le Permis de Transport constitue, pour les parcelles concernées, servitude d'utilité publique. La servitude d'utilité publique reste en vigueur pour une durée égale à la durée du Permis de Transport. La servitude d'utilité publique ne comporte aucune charge ou condition incompatible avec le Contrat.

#### ***Article 51 - Terrains privés***

(1) Dans le cas où la Société et le propriétaire d'un terrain nécessaire à la construction du Réseau de Gazoduc ne parviennent pas à un accord dans les délais spécifiés au Programme de Développement du Gazoduc Approuvé, la Société peut requérir la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation, sur la base de la déclaration d'utilité publique prévue dans la présente loi, aux fins de faire acquérir par l'Etat des droits de pleine propriété ou de servitudes d'utilité publique, suivant ce qui est préconisé dans le Programme de Développement du Gazoduc Approuvé.

(2) Sous réserve des aménagements suivants, les procédures d'indemnisation des propriétaires expropriés prévues par la loi sont applicables aux expropriations diligentées par l'Etat pour le compte de la Société:

- (a) sur demande de la Société, l'indemnité d'expropriation fixée par le juge judiciaire compétent sera payée après consignation préalable par la Société des sommes correspondantes auprès du service des Domaines. L'Etat transfèrera la propriété ou la servitude à la Société sur déblocage de la consignation;
- (b) la Société pourra demander à l'Etat de contester le montant de l'indemnité d'expropriation fixée par le juge judiciaire compétent;
- (c) en cas de contestation par le propriétaire exproprié de l'indemnité d'expropriation fixé par le juge judiciaire compétent, ce dernier pourra autoriser la prise de possession de la parcelle concernée sur constitution par l'Etat d'une garantie à déterminer par ledit juge et à consigner auprès d'un séquestre désigné par les parties et la Société. La Société pourra demander à l'Etat de lui transférer la possession du terrain en consignation le montant de la garantie.

(3) La Société (ou ses ayants droits) pourra revendre (ou hypothéquer ou disposer de quelque manière que ce soit) le terrain exproprié dans le cas où il n'est plus nécessaire pour le

Projet. Le droit de revente de la Société pourra s'exercer sous réserve d'offrir à l'Etat une option préférentielle sur l'achat dudit bien à un prix déterminé d'un commun accord.

## **CHAPITRE IX STABILITE**

### ***Article 52 - Stabilité du Régime Fiscal Harmonisé***

Le Gouvernement est tenu de veiller au respect du Traité du GAO, de la présente loi et du Contrat par toutes les Autorités Administratives sous son contrôle pendant toute la durée du Contrat.

## **CHAPITRE X ENVIRONNEMENT**

### ***Article 53 - Société***

(1) La Société, ses Actionnaires, ses Affiliées, les Entreprises du Projet et les établissements de crédit ou institutions financières ayant participé au financement du Projet ne sont pas responsables des dommages causés à l'environnement qui ne sont pas directement la conséquence de l'exercice des Activités liées au Projet.

(2) Tout dommage à l'environnement ou toute autre situation de fait révélée par l'Etude d'Impact Environnemental, en l'état où ils existent antérieurement à la Date d'Engagement à Réaliser les Travaux, sont réputés avoir existé avant le début des Activités liées au Projet et ne pas avoir été causé par elles.

### ***Article 54 - Acheteurs, Vendeurs et Chargeurs***

Les Acheteurs, Vendeurs ou Chargeurs ne pourront être tenus pour responsables des dommages à l'environnement que dans la mesure où ils résulteraient exclusivement de leurs propres activités.

## **CHAPITRE XI DISPOSITIONS DIVERSES**

### ***Article 55 - Libre accès***

Le Ministre compétent pourra, dès réception d'une notification de l'Autorité du GAO en application de l'Article IV 2.(1)(a)(xiii) du Traité du GAO, imposer le Code d'Accès par voie de règlement.

### ***Article 56 - Electricité/Télécommunications***

- (1) La Société peut construire, détenir la propriété et exploiter :
- (a) une centrale électrique telle que prévue par le Programme de Développement du Gazoduc Approuvé faisant partie du Réseau de Gazoduc ; et
  - (b) les installations de communication prévues par le Programme de Développement du Gazoduc Approuvé.

### *Article 57 - Régime administratif*

(1) En raison de son caractère international et commercial, le Contrat est expressément régi par le droit privé et ne peut en aucun cas recevoir la qualification de contrat administratif. En conséquence :

- (a) Le Réseau de Gazoduc et les autres biens corporels et incorporels qui lui sont affectés appartiennent exclusivement à la Société ou à ses ayants droit et échappent à la qualification et au régime des biens publics, des ouvrages publics, du domaine public artificiel et des biens de reprise ou de retour, et ce nonobstant toute déclaration d'intérêt public ou toute désignation de service public dont le Projet fait ou pourrait faire l'objet ; et
- (b) L'Etat du Bénin ne pourra en aucun cas se prévaloir de ses prérogatives de puissance publique afin de décider, imposer, exiger ou faire valoir de manière unilatérale, sauf dans la mesure expressément prévue par le Contrat :
  - (i) la modification unilatérale de toute disposition du Contrat ;
  - (ii) la suspension unilatérale de l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat ;
  - (iii) la suspension unilatérale de l'exécution des droits consentis à la Société aux termes du Contrat ;
  - (iv) la résiliation unilatérale du Contrat ;
  - (v) des obligations non prévues par le Contrat ;
  - (vi) la reprise de possession, la réquisition ou le placement sous administration du Réseau de Gazoduc ou de tout autre bien de la Société par voie de mise sous séquestre, mise en régie ou déchéance ;
  - (vii) la pratique par la Société de tarifs uniformes ;
  - (viii) tout développement ou extension de la capacité du Réseau de Gazoduc ainsi que de tout nouvel investissement non prévu par le Programme de Développement de Gazoduc Approuvé ou le fait d'autoriser l'accès à tous consommateurs non visés par le Programme de Développement de Gazoduc Approuvé ;
  - (ix) des droits de propriété sur toute partie du Réseau de Gazoduc pendant la durée du Contrat et au delà, conformément à la théorie des biens de retour, biens de reprise ou du domaine public artificiel ;
  - (x) la révocation de tout droit de la Société d'occuper, utiliser ou traverser le domaine public du Bénin;
  - (xi) le droit d'engager des procédures contre la Société ou le droit d'exiger de la Société qu'elle engage une procédure à son encontre devant les Tribunaux administratifs sous sa juridiction ; ou

- (xii) le droit d'ordonner à la Société de continuer l'exploitation du gazoduc (directement ou à travers un opérateur substitué) après abandon, si le Ministère de l'Energie estime que ceci est dans l'intérêt général.

#### ***Article 58 - Concurrence***

(1) Sous réserve du paragraphe 2 ci-après, aucune des circonstances suivantes ne sera de nature à constituer une infraction à l'Ordonnance n.20/PR/MFAEP du 5 juillet 1967 portant réglementation des prix et stocks en République du Bénin et de la loi n.90-005 du 15 mai 1990 fixant les conditions d'exercice des activités de commerce en République du Bénin, ou à toute autre lois ou réglementation applicable au Bénin concernant le contrôle des ententes restrictives de concurrence:

- (a) tout acte juridique ou matériel accompli par la Société en application du Contrat ; ou
- (b) le fait pour un Acheteur ou un Chargeur d'acquérir du Gaz Naturel dans un Etat Partie aux fins de le transporter sur le Réseau de Gazoduc, ou qui de toute autre manière charge du Gaz Naturel sur le Réseau de Gazoduc, ou qui charge du Gaz Naturel sur d'autres canalisations pour l'acheminer vers le Réseau de Gazoduc ; ou
- (c) le fait pour un Chargeur ou Vendeur d'offrir à la vente ou de vendre dans un Etat Partie du Gaz Naturel livré en dehors du Réseau de Gazoduc, ou de livrer du Gaz Naturel dans un Etat Partie au moyen du Réseau de Gazoduc ; ou
- (d) tout acte juridique ou matériel accompli par un Actionnaire pour les besoins de la constitution de la Société ; ou
- (e) tout acte juridique ou matériel accompli par un actionnaire ou membre de tout groupe ou consortium pour la constitution de la société d'un Acheteur, Vendeur ou Chargeur.

(2) Sous réserve de ce qui est expressément autorisé aux termes du Contrat ou du Code d'Accès, le présent article ne peut autoriser une discrimination infondée contre des Acheteurs ou Chargeurs ou la commission par la Société, un Acheteur, un Vendeur ou un Chargeur d'actes constitutifs de pratiques discriminatoires, de restriction de concurrence ou d'un autre comportement qui constituerait un abus de position dominante en droit de la concurrence.

#### ***Article 59 - Propriété du Réseau de Gazoduc***

Le Réseau de Gazoduc, lorsqu'il aura été construit conformément aux termes du Permis de Transport, restera la propriété de la Société nonobstant toute suspension, révocation, ou arrivée à terme du Permis de Transport. Aucun tiers ne pourra acquérir des droits réels sur le Réseau de Gazoduc en raison uniquement de l'emplacement de celui-ci par rapport à la propriété du tiers.

#### ***Article 60 - Assurance***

Les Sociétés du GAO, les Chargeurs et les Entreprises de Projet pourront souscrire, dans la République du Bénin ou à l'étranger, une assurance garantissant leur responsabilité civile dans le cadre du Projet.

## CHAPITRE XII

### DEROGATIONS, NON-APPLICATION DE LOIS EXISTANTES ET DISPOSITIONS FINALES

#### *Article 61 - Non-application de lois existantes*

(1) Les lois et règlements suivants ne s'appliqueront pas à la Société ou à toute personne en raison de sa participation au Projet, à quelque titre que ce soit:

- (a) le Code Pétrolier (Ordonnance n.73-33 du 13 avril 1973 et Ordonnance n.73-34 du 13 avril 1973);
- (b) le Code des Investissements du Bénin du 9 mai 1990 (dans la mesure où il est incompatible avec le Régime Fiscal Harmonisé);
- (c) l'Article 26 du Code du Travail;
- (d) Décret portant modalité d'importation et de distribution des produits pétroliers et de leurs dérivés n.95-139 du 03 Mai 1995;
- (e) Ordonnance n.20/PR/MFAEP du 05 Juillet 1967 portant réglementation des prix et stocks en République du Bénin; et
- (f) Loi n. 90-005 du 15 Mai 1990 fixant les conditions d'exercice des activités du Commerce en République du Bénin.

(2) Les lois de la République du Bénin qui ne sont pas spécifiquement mentionnées ci-dessus seront réputées inapplicables au Projet dès lors qu'elles sont irréconciliables avec lui ou la présente loi.

#### *Article 62 - Dispositions Finales*

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

## ANNEXE

### REGIME FISCAL HARMONISE

#### SECTION 1 DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

##### *Article 1 -Définitions*

Les termes utilisés dans la présente annexe auront les significations qui leur sont données aux termes de l'Article 3 de la présente loi, étant entendu que les termes de nature fiscale employés dans la présente annexe auront la signification qui leur est donnée ci-après :

##### *Administrations Fiscales* (ou *Administration Fiscale*) :

- (a) au Bénin, la Direction Générale des Impôts ;
- (b) au Ghana :
  - (i) en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée, le Value Added Tax Service ;
  - (ii) en matière de droits de douane et accises, le Customs, Excise and Preventive Service ; ou
  - (iii) en matière d'Impôt sur le Revenu (et/ou sur les Bénéfices) ou de tout autre matière fiscale, The Internal Revenue Service ;
- (c) au Nigeria :
  - (i) en matière d'Impôt sur le Revenu (et/ou sur le Bénéfice) et de la taxe sur la valeur ajoutée, le Federal Internal Revenue Service ; ou
  - (ii) en matière de droits de douane et d'accises, le Board of Customs and Excise ;  
et
- (d) au Togo, la Direction Générale des Impôts ;  
ou les services administratifs qui leur auront succédé.

*Autres Déductions Purement Fiscales*, l'ensemble des déductions de nature fiscale autorisées et instituées par l'Article 7 de la présente Annexe;

*Avis d'Imposition*, l'avis d'imposition visé à l'Article 9(16) de la présente loi ;

*Charge de Capacité*, désigne la composante du Tarif de transport correspondant à l'engagement de la Société de réserver une capacité prédéterminée de transport de Gaz Naturel à disposition des utilisateurs du Réseau de Gazoduc ;

*Commission de Révision Fiscale*, la commission ainsi dénommée créée en application du Traité du GAO ;

*Compte d'Actif Immobilisé* (ou *Compte d'Actifs Immobilisés*), désigne le compte défini à l'Article 7(8) de la présente Annexe;

**Créance sur le Bénin**, la créance sur l'Etat du Bénin visée à l'Article 4(2)(a) de la présente Annexe;

**Date de Début des Obligations Fiscales de la Société**, signifie le premier jour où une Charge de Capacité est due en vertu d'un Contrat de Transport de Gaz ;

**Date Ultime d'Emission d'Avis d'Imposition**, la date ultime visée à l'Article 9(17) de la présente Annexe ;

**Décision Finale d'Investissement** désigne la date à laquelle la Société a pris la décision d'investir dans le Projet et de le mettre en œuvre ;

**Déclarations de Résultat Fiscal**, désigne les déclarations fiscales annuelles prévues par l'Article 9(10) de la présente Annexe;

**Déductions Fiscales sur Eléments d'Actif Immobilisé** signifie les déductions purement fiscales telles que définies à l'Article 7(11) de la présente Annexe ;

**Déficits Reportables**, les déficits fiscaux reportables dans le cadre de l'Article 7(7) de la présente Annexe;

**Dépenses**, a la signification qui lui est donnée à l'Article 6(1) de la présente Annexe;

**Dépenses Déductibles**, les Dépenses fiscalement déductibles telles que visées à l'Article 6(4) de la présente Annexe ;

**Dépenses Non-Déductibles**, les Dépenses fiscalement non déductibles telles que visées à l'Article 6(5) de la présente Annexe;

**Dépenses de Construction**, les Dépenses qui seront engagées par la Société pour (ou en matière de) :

- (a) la construction du Réseau de Gazoduc tant sur terre qu'en mer y compris celles relatives à l'édification d'embranchements supplémentaires, des stations de compression, de régulation ou de comptage ;
- (b) l'acquisition d'assises foncières (dès lors qu'elles ne sont pas incluses dans les dépenses ci-dessus) ;
- (c) l'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- (d) les fournitures et dépenses extérieures ;
- (e) l'environnement, ce qui inclut le suivi de l'Etude d'Impact Environnemental et la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnemental ;
- (f) l'assurance et le contrôle qualité ;
- (g) les assurances en matière de construction ;
- (h) la création de bureaux dans les Etats signataires ; et
- (i) les activités commerciales et les services juridiques relatifs aux éléments listés ci-dessus ;

**Dépenses d'Acquisition d'Elements d'Actif Immobilisé**, désigne les Dépenses visées à Article 7(14) de la présente Annexe;

**Dettes ou Endettement**, toute obligation réelle (existante ou à venir, assortie de sûretés ou non) entraînant le paiement ou le remboursement de sommes d'argent, à l'exclusion des obligations simplement éventuelles, du passif circulant ou de celui lié à l'exploitation courante ;

**Exercice Fiscal** chaque année calendaire d'imposition commençant le 1<sup>er</sup> janvier et se terminant le 31 décembre ;

**Frais Administratifs pour Services Rendus**, les frais, commissions et autres redevances qui sont imposés ou facturés pour les services, biens ou droits fournis ou accordés par l'Etat du Bénin ou l'une de ses Autorités Administratives ;

**Frais d'Etablissement Eligibles**, les frais d'établissement que les Etats Parties et la Société ont identifié à l'Annexe 16 du Contrat ;

**Groupe Consolidé**, le groupe consolidé visé à l'Article 9(22) de la présente Annexe;

**Groupe de T.V.A.**, le groupe constitué au Bénin aux fins de la liquidation et du paiement de la TVA tel que visé à l'Article 17(1) de la présente Annexe;

**Immobilisation ou Actif Immobilisé**, les actifs visés à l'Article 7(15) de la présente Annexe;

**Impôt ou Impôts**, tout impôt, prélèvement, taxe, droit, droit de douane, contribution (telles que contributions sociales, ou d'assurance maladie ou chômage qui sont obligatoires) retenues à la source, ou autres charges similaires, payable au Trésor Public de la République du Bénin ou auprès de ses Autorités Administratives ou imposé par cet Etat ou ses Autorités Administratives à l'exclusion des Frais Administratifs pour Services Rendus (sauf lorsqu'ils ont la nature d'Impôts au sens de l'Article 21 de la présente Annexe) ;

**Impôts Mineurs**, les Impôts autres que l'Impôt sur les Bénéfices, la T.V.A., les retenues à la source d'impôt sur le Revenu ou sur les Bénéfices et les droits de douane ;

**Impôt sur les Bénéfices**, l'impôt exigible sur les résultats nets de la Sociétés (ou du Groupe Consolidé) tel que visé par les dispositions de la présente Annexe;

**Indice d'Inflation**, le *United States Consumer Price Index for All Urban Consumers* mensuel (dans toutes ses composantes d'origine américaine) tel que régulièrement publié par le *United States Bureau of Labor Statistics*, ou tout autre indice qui lui est substitué en application de l'Article 49 du Contrat ;

**Intérêt(s)**, tous les produits d'une Dette (autres que le remboursement du principal de la Dette), y compris, afin de lever toute ambiguïté, les escomptes, les frais et les charges y attachés ;

**Liste des Biens Exonérés**, la liste fixée d'un commun accord par la Société et par l'Autorité du GAO conformément à l'Article 29(13) du Contrat, y compris toutes les modifications éventuellement apportées à cette liste ;

**Lois Fiscales**, les lois, en vigueur dans un Etat signataire, s'appliquant au Projet et régissant les matières fiscales prévues au Régime Fiscal Harmonisé (y compris, dans la mesure où elle s'applique, la présente loi) ;

**Majorations Forfaitaires**, les pénalités et sanctions financières visées à l'Article 68(1) de la présente loi ;

**Notification**, la notification visée suivant le cas à Article 29(1) ou Article 29(2) de la présente Annexe;

**Pénalités Forfaitaires TVA**, les pénalités forfaitaires en matière de TVA visées à l'Article 28(1) de la présente Annexe ;

**Pénalités de Mauvaise Foi**, les pénalités de mauvaise foi visées à l'Article 26(1) ou Article 26(2) de la présente Annexe;

**Pénalités Forfaitaires Supplémentaires**, les pénalités visées à l'Article 25(3) de la présente Annexe;

**Période d'Exemption Fiscale**, la période d'exemption de paiement de l'Impôt sur les Bénéfices visée à l'Article 8(1) de la présente Annexe;

**Plus-Value Nette Globale (ou Balance Globale Négative)**, la somme nette visée à l'Article 7(10) de la présente Annexe;

**Pourcentage de Répartition**, le pourcentage de répartition visé à l'Article 9(2) de la présente Annexe;

**Produit**, les produits d'exploitation et revenus de la Société visés à l'Article 6(1) de la présente Annexe;

**Produits de Cession (ou Montant des Produits de Cession)**, les produits de cession visés à l'Article 7(18) de la présente Annexe;

**Produits Imposables du GAO**, sous réserve des exclusions visées à l'Article 6(3) de la présente Annexe, les produits visés à l'Article 6(2) du même texte ;

**Régime Fiscal de Droit Commun**, l'ensemble de la législation fiscale, de la réglementation fiscale ou assimilée, les circulaires d'application administratives, les instructions administratives, les principes d'interprétation et d'application des lois fiscales et toute autre norme fiscale applicable ou opposable (tels qu'éventuellement amendés, modifiés ou entrés en vigueur) à l'exclusion expresse des lois portant Régime Fiscal Harmonisé (ou de toute autre loi modifiant, aménageant ou affectant celui-ci) ;

**Régularisation**, la régularisation des acomptes visés à l'Article 11(4) de la présente Annexe;

**Régularisation Complémentaire**, la régularisation complémentaire des acomptes visée à l'Article 11(5) de la présente Annexe;

**Résultat Imposable**, le résultat imposable de la Société visé à l'Article 5 de la présente Annexe;

**Services Capitalisables**, les prestations de services visés à l'Article 7(16) de la présente Annexe;

**Tarif** désigne la composante du prix du Gaz Naturel correspondant au transport de Gaz Naturel dans le Réseau de Gazoduc, dont notamment les Charges de Capacité et les Charges d'Utilisation ;

**Taux Applicable**, un taux d'Intérêt de 15 % avec capitalisation annuelle ;

**Titres**, des actions, titres de créance ou autres valeurs mobilières ;

**T.V.A.**, la taxe sur la valeur ajoutée visée à l'Article 15 de la présente Annexe;

## **Article 2 Sociétés du GAO**

(1) La présente Section définit les principes et règles relatifs à l'assujettissement, au calcul et aux modalités d'établissement des Impôts applicables à la Société du fait des seules Activités du GAO (étant observé que le terme "Société" inclut également chacune des Sociétés du GAO considérée comme une succursale de la Société en vertu de l'Article 9(23) de la présente Annexe).

(2) Pour les besoins de la présente Section, toute créance acquise et toute dépense engagée par l'une quelconque des Sociétés du GAO dans le cadre des Activités du GAO est réputée constituer une créance acquise ou une dépense engagée de la Société et cette dernière sera en conséquence imposé à l'Impôt sur les Bénéfices sur le Résultat Imposable correspondant. Ainsi seule la Société sera assujettie à l'Impôt sur les Bénéfices à raison des activités constituant des Activités du GAO que celles ci soient exercées par la Société elle même ou par toute autre Société du GAO.

(3) Aucune Société du GAO n'entre, à raison des Activités du GAO qu'elle exerce et des revenus correspondants, dans le champ d'application du Régime Fiscal de Droit Commun en vigueur dans la République du Bénin sauf disposition contraire de la présente Section.

(4) La Société est tenue d'accomplir les obligations fiscales déclaratives prévues dans la présente Section au regard de l'Impôt sur les Bénéfices, et d'acquitter les cotisations correspondantes auprès des Administrations Fiscales de chacun des Etats signataires, et par la suite de l'Administration Fiscale de la République du Bénin. L'Autorité du GAO participe, dans les conditions exposées dans la présente Section, à la détermination du montant global d'Impôt sur les Bénéfices dont la Société est redevable.

(5) L'Impôt dont la Société est redevable est déterminé au titre de chaque Exercice Fiscal.

## **Article 3 - Autres personnes**

(1) La présente Section définit également les principes et règles relatifs à l'assujettissement et au calcul des Impôts dus par les Acheteurs, Vendeurs, Chargeurs et Entreprises du Projet.

(2) Le Régime Fiscal de Droit Commun en vigueur au Bénin qui devrait normalement s'appliquer aux personnes visées ci-dessus à raison de leurs activités liées au GAO telles que décrites dans la présente Section est modifié dans la limite des dispositions de ladite Section.

(3) En conséquence, le Régime Fiscal de Droit Commun en vigueur au Bénin ne s'applique à ces Autres Personnes que lorsque ses dispositions ne sont pas contraires à celles définies dans la présente Section.

(4) Si l'une quelconque des Sociétés du GAO participe à une action, transaction ou accord contractuel (que cette Société soit ou non directement partie à l'accord ou à la série d'accords

concernés) dont il est établi que le principal objectif est d'obtenir une exonération, une prorogation d'exonération, ou une restitution du montant de l'Impôt sur les Bénéfices spécifique institué par la présente Section, ou lui permette d'échapper à cet impôt, d'en réduire le montant ou estimation, la quotité de l'exonération, restitution ou réduction d'impôt dont la Société pourra effectivement bénéficier sera limitée à celui résultant de sa situation si une telle action, transaction ou accord contractuel n'avait pas été mis en oeuvre.

## SECTION 2 IMPOT SUR LES BENEFICES

### *Article 4 - Dispositions générales*

(1) Sous réserve des principes et des règles définis dans la présente Section (et particulièrement à l'Article 8 ci-après), la Société a l'obligation d'acquitter auprès de l'Administration Fiscale de la République du Bénin, au titre de chaque Exercice Fiscal, un impôt sur les Bénéfices liquidé au taux de 35% et assis sur le Résultat Imposable attribuable à la République du Bénin pour ce même Exercice Fiscal. Le Résultat Imposable attribuable à la République du Bénin, est déterminé en appliquant aux éléments constitutifs du Résultat Imposable global (Produits Imposables, Dépenses Déductibles, Autres Déductions ou imputations fiscales) de la clé de répartition adoptée entre les Etats signataires et ce en conformité avec les dispositions qui suivent.

(2) Dans le cadre de la liquidation de la cotisation d'Impôt sur les Bénéfices qu'elle doit acquitter au titre de chaque Exercice Fiscal auprès de la République du Bénin, la Société peut solliciter l'imputation de certaines créances à titre de crédit d'impôt dans les conditions qui suivent :

- (a) pour les besoins du présent paragraphe, le terme *Créance sur le Bénin* recouvre :
- (i) toute somme reconnue due à la Société par le Bénin à l'issue de la Procédure de Règlement des Litiges visée à l'Article 36(4) du Contrat ;
  - (ii) toute somme due par le Bénin à la Société dont le montant résulte de l'application des dispositions fiscales prévues par la présente Loi (et notamment de celles résultant des dispositions de l'Article 16(3) et Article 16(5), de l'Article 23(2) ou de l'Article 23(3) de la présente Annexe, mais en tout état de cause de toute autre disposition) et dont la quotité n'est plus susceptible d'être contestée dans le cadre de la procédure de recours prévue par la Section 7 de la présente Annexe soit en raison de la prescription acquisitive, soit pour toute autre raison, ou qu'il soit établi que le Bénin a renoncé à tout recours à cet égard ;
  - (iii) toute somme réputée due par le Bénin à la Société aux termes des Sous-paragraphes (c) ou (d)(i) et (ii) ci-dessous ;
  - (iv) toute somme dont le montant a été arrêté dans le cadre du Sous-paragraphe (d) (iii) ci-dessous ;
  - (v) tout intérêt de retard sur les sommes visées ci-dessus liquidé conformément à l'Article 44(3) du Contrat et/ou l'Article 12(2) de la présente Annexe.
- (b) Lorsque la Société revendique le fait que la République du Bénin lui doit une ou des sommes d'argent dans le cadre de l'application des dispositions du régime fiscal harmonisé résultant de la présente loi (qu'il s'agisse des dispositions des Article 11(4)

ou Article 11(6), de l'Article 16(3) ou Article 16(5), de l'Article 23(2) ou de l'Article 23(3) ou de toute autre disposition ou des intérêts de retard résultant de l'Article 12(2), ci-dessous) et que cette ou ces sommes sont toujours susceptibles d'être contestées dans le cadre de la procédure de recours déjà citée sans qu'il soit établi que le Bénin ait renoncé à un tel recours ; la Société a la faculté de notifier à l'Autorité du GAO et à l'Administration Fiscale du Bénin sa demande d'option en précisant à cet égard la nature, le fondement, et la quotité de ce qu'elle estime être sa (ou ses) créance(s);

- (c) Si l'Etat du Bénin conteste devoir à la Société tout ou partie de la créance visée au sous-paragraphe (a) ci-dessus, il a alors la faculté de saisir le Tribunal du GAO dans les trente (30) jours de la réception de la notification précitée, d'une demande tendant à faire rejeter la créance ou à en réduire le montant. Si l'Etat du Bénin n'exerce pas ce recours ou ne l'exerce que pour une fraction de la somme dont l'imputation est sollicitée par la Société, les sommes de ce fait non contestées par l'Etat du Bénin seront réputées constituer une créance certaine, définitive, liquide et exigible de la Société sur la République du Bénin, au sens du sous-paragraphe (a) ci-dessus.
- (d) Si l'Etat du Bénin, conformément aux dispositions du sous-paragraphe (c) ci-dessus, conteste tout ou partie de la créance devant le Tribunal du GAO et qu'à l'issue de cette procédure :
- (i) le Tribunal du GAO rejette intégralement la requête, la totalité du montant dont la Société a sollicité l'imputation dans le cadre de la notification visée au sous-paragraphe (b) ci-dessus devra être considérée comme due et constituera une Créance sur le Bénin;
  - (ii) le Tribunal du GAO rejette partiellement la requête précitée, la fraction du montant dont la Société a sollicité l'imputation dans le cadre de la notification visée au sous-paragraphe (b) ci-dessus, équivalente au montant ainsi rejeté par le Tribunal ; devra être considérée comme due, et constituera une Créance sur le Bénin;
  - (iii) le Tribunal du GAO admet que l'Etat du Bénin doit effectivement certaines sommes à la Société, le montant correspondant devra être considéré comme constituant une Créance sur le Bénin au sens du sous-paragraphe (a) ci dessus.
- (e) La Société a la faculté, sur option expresse de sa part jointe à toute Déclaration de Résultat Fiscal annuelle, de considérer que sa Créance sur le Bénin, déterminée conformément aux dispositions qui précèdent, constitue un crédit d'impôt imputable sur l'Impôt sur les Bénéfices exigible au titre de l'Exercice Fiscal faisant l'objet de la Déclaration de Résultat Fiscal précitée. Le montant de l'Impôt sur les Bénéfices exigible pour l'Exercice Fiscal au titre duquel l'option visée ci-dessus est exercée, est réduit à due concurrence du montant de la Créance du Bénin pour lequel ladite option est exercée.

### ***Article 5 - Résultat Imposable***

***Le Résultat Imposable*** de la Société au Bénin est égal à la différence entre :

- les Produits Imposables du GAO et la somme :
- des Dépenses Déductibles,

- des Déductions Fiscales sur Eléments d'Actif Immobilisé,
- des Déficit Fiscaux Reportables, à raison de leurs montants attribuables au Bénin pour l'Exercice Fiscal considéré.

### **Article 6 - Produits Imposables du GAO et Dépenses Déductibles**

#### *Produits et Dépenses*

(1) Pour les besoins de la présente Section :

(a) le terme **Produits** désigne toute recette ou gain ayant la nature d'un revenu tel que déterminé par application des Principes Comptables et, pour éviter toute ambiguïté, le terme "Produits" inclut en tout état de cause, toute somme perçue :

- au titre d'indemnités d'assurances,
- à la suite de décisions judiciaires ou de sentences arbitrales,
- au titre de dépens judiciaires,
- en qualité de loyers et de remboursement de frais annexes,
- au titre du prix de cession (ou d'échange) d'usine, de locaux industriels et commerciaux, d'installations, de matériels, outillages, équipements ou fournitures,
- en contrepartie de la cession ou de la concession d'un droit de propriété intellectuelle,

dans la mesure où ces sommes sont traitées comme des Produits au sens des Principes Comptables.

(b) le terme **Dépenses** désigne tout montant ou somme matériellement ou effectivement encouru ou supporté par la Société (que ce montant ou cette somme soit la contrepartie d'une charge d'exploitation ou de l'acquisition d'un élément d'actif immobilisé).

#### *Produits Imposables du GAO*

(2) Sous réserve des dispositions de l'Article 6(3) ci-après, le montant des Produits Imposables du GAO est constitué pour chaque Exercice Fiscal par la somme des éléments suivants :

- (a) les créances acquises par la Société durant ledit Exercice Fiscal au titre des opérations de transport de gaz qui constituent des activités définies comme des « Activités du GAO »,
- (b) les Produits Financiers courus durant le même exercice, générés par les créances que possède la Société,
- (c) tous autres Produits accessoires aux Activités du GAO acquis durant l'exercice,
- (d) toute Balance globale entre deux exercices fiscaux de état global des éléments d'actif immobilisé (telle que visée à l'Article 7(10) ci-après).

- (3) Le terme "**Produits Imposables du GAO**" n'inclut pas :
- (a) Les créances acquises relatives au prix de cession de tout élément d'actif immobilisé (à l'exception toutefois du produit net visé à l'Article 6(2) ci-dessus) ;
  - (b) Les créances acquises comptabilisées au titre de la redevance dénommée « Redevance de l'Autorité du GAO » instituée et perçue par la Société au profit de l'Autorité du GAO (et tout acompte exigible à ce titre) ;
  - (c) tout dividende perçu (ou acquis) d'une autre Société du GAO ;
  - (d) toute créance acquise par la Société sur les Etats signataires du Contrat, ou dus par ces derniers à celle-ci à l'exception toutefois des sommes acquises ou dues qui constituent un remboursement ou un dédommagement afférent à des Produits Imposables du GAO que la Société n'a pu percevoir ;
  - (e) tout Intérêt couru avant la Date de Début des Obligations Fiscales de la Société.

#### *Dépenses Déductibles*

(4) Le terme **Dépenses Déductibles** désigne, pour un Exercice Fiscal donné toutes les dépenses (autres que celles qui sont non-déductibles) totalement, exclusivement et nécessairement engagées durant cette même période pour les besoins et dans le cadre de la réalisation des Produits Imposables du GAO (y compris les produits courus afférents à toute dette contractée par la Société). Il est entendu qu'une dépense sera considérée comme « nécessairement engagée » si la Société considère, au moment même de son engagement, qu'encourir cette dépense est un acte de gestion normal et approprié aux fins de permettre de faciliter, développer ou accroître les Activités du GAO ou ses revenus. Pour éviter toute ambiguïté, il est précisé que les dépenses ne cessent pas d'être traitées comme des Dépenses Déductibles du seul fait qu'elles ont été engagées dans le cadre de transactions entre entités apparentées. Pour les besoins de la présente Section, une Dépense Déductible sera considérée comme engagée au moment et dans la mesure où il est normal et approprié de l'enregistrer au plan des Principes Comptables en raison de la survenance certaine de la dette correspondante (ou dans le cas de coûts exposés par des Actionnaires ou leurs entités apparentées lorsqu'ils sont enregistrés dans leur propre comptabilité en vertu des principes comptables qui leur sont personnellement applicables).

#### (5) **Dépenses Non-Déductibles**

Le terme **Dépenses Non-Déductibles** désigne :

- (a) Les Intérêts payés par la Société dans la mesure où :
  - (i) le ratio moyen d'Endettement global par rapport aux Capitaux Propres calculé au niveau du Groupe Consolidé excède pour un Exercice Fiscal la proportion 70/30 (par suite lorsque ce ratio est dépassé, la répartition des Intérêts constatée entre Dépense Déductible et Dépense Non Déductible est opérée respectivement par application à ces mêmes Intérêts constatés
    - du rapport dette plafonnée résultant de l'application du ratio 70/30 sur dette globale constatée (lorsqu'il s'agit de calculer le montant des Intérêts déductibles) ;

- du rapport dette estimée excessive par rapport au ratio 70/30 sur dette globale constatée (lorsqu'il s'agit de calculer le montant de la Intérêts non déductibles) ;
- (ii) le montant de ces Intérêts est excessif par rapport au rendement commercial normal que produirait un emprunt souscrit entre des parties indépendantes dans des conditions identiques à celui contracté par la Société en ce qui concerne la durée, le terme, les conditions de remboursement et la devise. Si la Société et l'Autorité du GAO s'entendent formellement sur un mécanisme commun d'appréciation du critère de « rendement commercial normal » visé ci-dessus, ou si l'Autorité du GAO a formellement approuvé les conditions de souscription d'une ligne de financement, les intérêts qui satisfont aux conditions résultant de l'application du mécanisme susvisé ou dont les termes ont été approuvés ainsi qu'il précède seront en tout état de cause réputés constituer des Dépenses Déductibles ; ou
- (iii) il est établi que l'objectif principal de l'Endettement auquel ces Intérêts se rapportent est de réduire la charge fiscale de la Société.
- (b) les frais de représentation et les cadeaux d'entreprise, à l'exception des frais d'hôtel et de restauration des salariés ou dirigeants de l'une quelconque des Sociétés du GAO exposés dans tout Etat Signataire ;
  - (c) les honoraires d'avocat ou de conseil juridique et autres coûts de procédures exposés dans le cadre de la résolution des litiges nés de l'application du Contrat ;
  - (d) toute Dépense engagée antérieurement à la Date de Début des Obligations Fiscales de la Société ;
  - (e) toute Dépense déjà prises en compte à titre de Dépense Déductible pour la détermination dans l'un quelconque des Etats signataires d'une imposition sur les gains ou profits nets réalisés par un Actionnaire ou l'un de ses Affiliés ;
  - (f) toute Dépense relative à l'achat de biens ou services auprès d'un Actionnaire ou l'un de ses Affiliés, dans la mesure où la contrepartie convenue pour cette transaction excède celle qui aurait été arrêtée pour une opération similaire entre parties indépendantes agissant dans des conditions de pleine concurrence ;
  - (g) le coût de toute lettre de garantie donnée aux Etats signataires dans le cadre du Contrat par des Actionnaires ou l'un de ses Affiliés ;
  - (h) les amendes et pénalités infligées en application de la législation de tout Etat signataire ; et les indemnités ou dédommagements versés aux employés, sous-traitants et agents indépendants de l'une quelconque des Sociétés du GAO en relation avec les infractions sanctionnées par de telles amendes ou pénalités ;
  - (i) tous frais généraux ou frais de siège exposés par les Actionnaires ou Affiliés et refacturés à toute Société du GAO dans la mesure où leur montant excède 1,5 % du total des Dépenses Déductibles de la Société pour l'Exercice Fiscal concerné (compte non tenu des Dépenses refacturées visées ci-dessus). Le terme « Dépenses refacturées » ne prend pas en compte les factures adressées par les Actionnaires ou Affiliés qui sont la contrepartie de la rémunération de services effectivement rendus ;

- (j) toute dépréciation ou amortissement d'élément d'actif immobilisé enregistrée sur le plan comptable ;
- (k) les Dépenses d'Acquisition d'Eléments d'Actif Immobilisé ou toute somme considérée sur le plan comptable comme un accroissement du prix de revient d'un élément d'actif immobilisé ;
- (l) tout versement effectué par la Société en faveur de l'Autorité du GAO à valoir sur la perception de la « Redevance de l'Autorité du GAO » affectée à cette dernière ;
- (m) tout paiement ou acompte d'Impôt (ou Impôts), ainsi que tout intérêt de retard, majoration ou pénalité dus en raison d'une insuffisance de paiement de cet Impôt (ou Impôts) ou acompte.

#### ***Article 7 - Autres Déductions Purement Fiscales***

(6) Les ***Autres Déductions Purement Fiscales*** dont bénéficie la Société au Bénin correspondent à la fraction attribuable au Bénin :

- des Déficits Reportables (ou restant à reporter),
- des Déductions Fiscales sur Eléments d'Actif Immobilisé

dont l'imputation est sollicitée par la Société sur la Déclaration de Résultat Fiscal déposée au titre de chaque Exercice Fiscal.

#### ***Déficits Reportables***

(7) Si, à l'issue d'un Exercice Fiscal, le montant des Dépenses Déductibles au Bénin est supérieur au montant des Produits Imposables au Bénin, l'excédent des Dépenses ainsi constaté constitue une perte fiscale au Bénin de la Société pour l'Exercice Fiscal considéré. Cette perte est considérée comme un Déficit Reportable en avant imputable sur les Résultats Imposables au Bénin des neuf (9) Exercices Fiscaux suivants dans les conditions exposées au présent Article 7(7) et à l'Article 5 ci-dessus. Le montant du Déficit Reportable ainsi utilisé vient diminuer le montant des Déficits Reportables utilisables au titre des exercices suivants. Dans le cadre d'une telle imputation la Société est réputée utiliser par priorité les Déficits Reportables constatés chronologiquement en partant des exercices fiscaux les plus anciens.

#### ***Déductions fiscales sur actif immobilisé***

(8) L'ensemble des Dépenses énumérées ci-dessous sera capitalisé sous déduction de tout Produit imposable généré avant cette même date (y compris les intérêts acquis durant cette même période) :

- (a) les Frais d'Etablissement Eligibles ;
  - (b) les Dépenses engagées antérieurement à la Date de Début des Obligations Fiscales de la Société, qui auraient pour la Société la nature de Dépenses Déductibles si elles avaient été engagées après cette même date ;
  - (c) les Dépenses réputées non Déductibles uniquement parce qu'elles constituent, conformément à l'Article 6(5)(k) des Dépenses d'Acquisitions d'Éléments d'Actif Immobilisé ou assimilé ;
- à la condition bien entendu que les Dépenses visées au (b) et (c) ci-dessus ne soient pas déjà comprises dans celles visées au (a),

Le montant net des sommes ainsi capitalisées constituera le « Compte d'Actif Immobilisé » à la Date de Début des Obligations Fiscales de la Société.

(9) A la clôture de chaque Exercice Fiscal suivant la Date de Début des Obligations Fiscales de la Société le montant du Compte d'Actif Immobilisé de la Société sera ajusté (i) en y incorporant le montant des Dépenses d'Acquisition d'Éléments d'Actif Immobilisé exposées durant l'exercice concerné (autres que celles intervenues durant le premier exercice, mais antérieurement à la Date de Début des Obligations Fiscales de la Société), (ii) en retranchant le montant global des Produits de Cession d'Éléments d'Actif Immobilisé intervenu au cours du même Exercice Fiscal (sans que cette soustraction puisse conduire à la constatation d'une valeur négative du Compte d'Actif Immobilisé qui ne peut en conséquence être au minimum que nul).

(10) Dans la mesure où le montant global des Produits de Cession d'Éléments d'Actif Immobilisé réalisés au cours d'un Exercice Fiscal excède la valeur du Compte d'Actif Immobilisé à l'ouverture de ce même Exercice Fiscal, majorée des Dépenses d'Acquisition d'Éléments d'Actif Immobilisé intervenues durant cet exercice, (mais bien entendu en ne déduisant pas de ce total le montant des Produits de Cession d'Éléments d'Actif Immobilisé réalisés durant l'exercice) l'excédent ainsi constaté (défini comme une Balance Globale Négative équivalente à un Profit net global ou Plus value nette globale) sera considéré comme un Produit Imposable de la Société au titre de l'Exercice Fiscal considéré. Parallèlement, le Compte d'Actif Immobilisé sera ramené à zéro.

(11) La Société aura la faculté de pratiquer au titre de chaque Exercice Fiscal des Déductions Fiscales sur Éléments d'Actif Immobilisé (ou déductions pour dépréciation purement fiscales) qui ne pourront excéder 25% du montant de la balance de son Compte d'Actif Immobilisé à la clôture de l'exercice concerné (déterminé conformément aux Article 7(9) et Article 7(10) susvisés).

(12) Les Déductions Fiscales sur Éléments d'Actif Immobilisé sollicitées sont imputées sur le Résultat Imposable de l'Exercice Fiscal au titre duquel elles sont calculées et réduisent à due concurrence la valeur du Compte d'Actif Immobilisé à l'ouverture de l'exercice suivant celui où elles ont été imputées ainsi qu'il précède.

(13) Ces Déductions Fiscales sur Element d'Actif Immobilisé ne peuvent être sollicitées, et la Balance du Compte d'Actif Immobilisé ne peut corrélativement être réduite qu'à partir de l'Exercice Fiscal en cours à la date d'achèvement de la Période d'Exemption Fiscale en matière d'Impôts sur les Bénéfices de l'exercice en cause qui suit la date de clôture de cette Période d'Exemption Fiscale (et bien entendu les exercices suivants).

- (14) Le terme *Dépenses d'Acquisition d'Eléments d'Actif Immobilisé* désigne
- (a) le coût d'acquisition, d'amélioration ou rénovation de toute Immobilisation ou élément d'Actif Immobilisé ;
  - (b) le coût des Services Capitalisables

à la condition dans les deux hypothèses susvisées que le montant des Dépenses en cause excède 10.000 US dollars.

(15) Un Actif constitue un Actif Immobilisé (ou une Immobilisation) s'il est acquis pour être exploité durablement dans le cadre même de l'exercice des Activités liées au Projet, et non à des fins lucratives de revente (activité d'achat-revente purement commerciale).

(16) Une prestation de services est un Service Capitalisable si ce service est utilisé par la Société de façon durable et continue dans le cadre même de l'exercice des Activités liées au Projet et non en relation directe avec la fourniture ultérieure de biens ou services par la Société à des fins commerciales.

(17) La Société a l'obligation de tenir un registre libellé en Dollars US dans lequel elle enregistre les Dépenses d'Acquisition d'Elément d'Actif Immobilisé et (ou) la nature de l'Immobilisation au titre de laquelle cette dépense a été engagée.

(18) Lorsqu'une Immobilisation est cédée par la Société (à l'exclusion toutefois des cessions réalisées entre entités membres du Groupe Consolidé visées à l'Article 9(23)(d) de la présente Annexe), les Produits de Cession sont pris en compte au titre de l'Exercice Fiscal durant lequel le transfert de propriété est intervenu. Le terme *Montant des Produits de Cession* désigne le prix de vente perçu ou le montant de toute contrepartie reçue pour chaque immobilisation transférée.

#### **Article 8 - Période d'Exemption Fiscale**

(1) La *Période d'Exemption Fiscale* est la période commençant à la Date de Début des Obligations Fiscales de la Société et se terminant soixante (60) mois plus tard.

(2) La Société sera exonérée du paiement de tout Impôt sur les Bénéfices à raison des Revenus Imposables générés jusqu'au dernier jour de la Période d'Exemption Fiscale.

(3) Si le dernier jour de la Période d'Exemption Fiscale se situe à l'intérieur d'un Exercice Fiscal (c'est à dire en dehors de la date d'ouverture et de clôture dudit exercice) l'Impôt sur les Bénéfices exigible au titre de la période de cet exercice durant laquelle l'exemption ne joue plus, sera déterminé à partir des Produits Imposables du GAO acquis et des Dépenses Déductibles engagées durant l'ensemble de l'exercice concerné affectés du prorata du nombre de jours écoulés depuis la fin de l'exemption jusqu'à la clôture de l'exercice par rapport au nombre total de jours de l'exercice.

(4) Le montant maximal des Déductions Fiscales sur Elément d'Actif Immobilisé imputables au titre de la période d'imposition de l'Exercice Fiscal suivant la date de clôture de l'Exemption fiscale sera calculé dans les mêmes conditions et selon le même prorata.

(5) Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que l'Impôt sur les Bénéfices exigible sur le Résultat Imposable de l'Exercice Fiscal en question sera calculé uniquement par référence aux Produits liés aux Activités du GAO et aux Dépenses Déductibles au prorata de la période

écoulée entre la date de fin de la Période d'Exemption Fiscale et la date de clôture de l'exercice considéré par rapport à la durée totale de l'exercice.

## **Article 9 - Assujettissement à l'Impôt – Obligations déclaratives et contrôle des Déclarations**

### *Assujettissement et liquidation de l'Impôt*

(1) Le Résultat Imposable au Bénin pour chaque Exercice Fiscal est déterminé par différence entre l'ensemble des Produits Imposables du GAO et la somme des Dépenses Déductibles et Déductions Fiscales sur Eléments d'Actif Immobilisé, ces trois éléments étant affectés du Pourcentage de Répartition attribuable au Bénin tel que prévu par l'Article 9(2) ci-dessous (et ce indépendamment de la source territoriale de ces Produits ou Charges).

(2) Le Pourcentage de Répartition applicable au Bénin est déterminé pour chaque Exercice Fiscal selon la formule suivante:

$$PR = 45 \times ((L_S \div L_T) + (RC_S \div RC_T)) + 2,5$$

où:

**PR** représente le Pourcentage de Répartition applicable au Bénin ;

**L<sub>S</sub>** représente la longueur de la portion du Réseau de Gazoduc située au Bénin au 1er janvier de l'Exercice Fiscal concerné et effectivement mise en service (pour les besoins de la présente disposition, cette longueur sera déterminée sur la base du métrage définitif qui sera effectué par la Société après achèvement des travaux et inclura la longueur des embranchements latéraux) ;

**L<sub>T</sub>** représente la longueur totale du Réseau de Gazoduc au 1er janvier de l'Exercice Fiscal concerné et effectivement mise en service (pour les besoins de la présente disposition, cette longueur sera déterminée sur la base du métrage définitif qui sera effectué par la Société après achèvement des travaux et inclura la longueur des embranchements latéraux) ;

**RC<sub>S</sub>** représente la somme des volumes de Capacité Réservée qui ont été contractuellement réservés par les usagers au 1<sup>er</sup> janvier de l'Exercice Fiscal concerné pour le transport, à tout moment, de Gaz Naturel devant être livré au Bénin; et

**RC<sub>T</sub>** représente la somme totale des volumes de Capacité Réservée qui ont été contractuellement réservés par les usagers au 1<sup>er</sup> janvier de l'Exercice Fiscal concerné pour le transport, à tout moment, de Gaz Naturel.

(3) La Société est tenue de notifier, au plus tard le 10 janvier de chaque Exercice Fiscal, à l'Autorité du GAO et à l'Administration Fiscale du Bénin (de même qu'à toute Administration Fiscale des autres Etats signataires) son calcul des quatre Pourcentages de Répartition applicables pour ce même Exercice.

(4) L'Autorité du GAO est alors tenue d'indiquer par écrit à la Société au plus tard le 31 janvier suivant si le calcul proposé par cette dernière est accepté et ce au nom de l'ensemble des Administrations Fiscales des quatre Etats signataires.

(5) Si une telle acceptation a été ainsi donnée, ou si l'Autorité du GAO n'a formulé aucune réserve expresse auprès de la Société à l'expiration du délai précité, les Pourcentages de Répartition fournis par la Société sont alors applicables pour l'exercice en cause.

(6) Si l'Autorité du GAO fait connaître à la Société que l'une ou plusieurs des Administrations Fiscales des Etats signataires ont marqué leur désaccord sur le calcul des Pourcentages de Répartition, ces derniers seront déterminés dans le cadre de la Procédure de Règlement des Litiges. Pendant la durée de cette Procédure de Règlement des Litiges et jusqu'à son règlement définitif, les Pourcentages de Répartition applicables sont ceux arrêtés au titre de l'Exercice Fiscal précédent.

(7) A l'issue de cette même procédure les Etats signataires devront, au titre de l'Exercice Fiscal en litige, procéder entre eux (et le cas échéant entre eux et la Société) à l'ajustement, conformément aux Pourcentages de Répartition définitivement arrêtés, des sommes qui leur ont été versées (ou des sommes que la Société a reçues de leur part).

(8) Le montant des ajustements en cause n'entraînera l'exigibilité d'aucune pénalité ou intérêt de retard (ce qui inclut en tout état de cause toute majoration ou intérêts de retard prévus à l'Article 12(1) et (2) ci-dessous ou toute pénalité instituée par la Section 6 ci-après).

(9) Les Pourcentages de Répartition applicables au titre de tout Exercice Fiscal, ou la méthode de détermination de ces mêmes Pourcentages de Répartition, peuvent être modifiés par accord commun des Etats signataires ratifié par chacun des Ministres Compétents et notifié à la Société avant l'ouverture de l'Exercice Fiscal au titre duquel ils s'appliquent, sous réserve cependant que :

- (a) le total des Pourcentages de Répartition ainsi applicables soit toujours égal à 100% ;
- (b) la méthodologie nouvelle utilisée pour déterminer les Pourcentages de Répartition entre les Etats permette leur calcul effectif et réel au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de l'Exercice concerné ;
- (c) dans l'hypothèse où, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe (b) ci-dessus, la nouvelle méthodologie que les Etats entendent appliquer au titre d'un Exercice Fiscal ne permet pas de calculer les Pourcentages de Répartition au 1<sup>er</sup> janvier dudit exercice, les Pourcentages de Répartition appliqués au titre de l'exercice précédent continuent d'être appliqués pour l'exercice considéré par les Etats.

#### *Déclarations Fiscales de Résultat*

(10) A compter de l'Exercice au cours duquel intervient la Date de Début des Obligations Fiscales, la Société est tenue d'établir et de produire dans les conditions suivantes cinq Déclarations de Résultat Fiscal au titre de chaque Exercice Fiscal (chacune d'entre elles étant définie comme une Déclaration de Résultat Fiscal).

(11) Les Déclarations souscrites comprendront les comptes certifiés de la Société (préparés selon les Principes Comptables, ainsi que les liasses fiscales retraçant les ajustements apportés à ces éléments comptables aux fins de détermination du Résultat Imposable).

(12) Les Déclarations de Résultat Fiscal retraceront les éléments concourant à la détermination du Résultat Imposable de la Société (sans considération de l'Etat signataire auquel ils se rapportent) ainsi que ceux concernant chacune des succursales ou Sociétés du GAO réputées être fiscalement une succursale dans le cadre de l'application de l'Article 9(23)

ci-dessous. Dans cette hypothèse, les Déclarations de Résultat Fiscal seront établies et préparées conformément aux dispositions de ce même article.

(13) Enfin, les Déclarations de Résultat Fiscal (i) retraceront les Produits Imposables du GAO, les Dépenses Déductibles et les Déductions Fiscales sur Eléments d'Actif Immobilisé au titre de l'exercice d'imposition concerné, (ii) établiront la répartition de l'ensemble des éléments concourant à la détermination du Résultat Imposable dans chaque Etat signataire (et par conséquent au Bénin) ainsi que ce même Résultat Imposable et ce en application des Pourcentages de Répartition visés à l'Article 9(1) ci-dessus, (iii) établiront le montant de l'Impôt sur les Bénéfices dû dans chaque Etat signataire (et par conséquent au Bénin) en précisant les modalités de calcul de la somme correspondante (utilisation des Déficit Reportables notamment).

(14) La Société a l'obligation de tenir sa comptabilité, de présenter ses comptes sociaux annuels, d'établir ses Déclarations de Résultat Fiscales, et enfin de déterminer le montant d'Impôt sur les Bénéfices exigible, en Dollars US. Les originaux de ces documents comptables et fiscaux et les pièces justificatives y afférentes doivent être conservés dans les locaux professionnels de la Société situés dans l'un quelconque des Etats signataires.

(15) Les cinq Déclarations de Résultat Fiscal précitées seront respectivement adressées à l'Autorité du GAO et à chacune des Administrations Fiscales des quatre Etats signataires (l'une d'entre elles devant par conséquent être adressée à l'Administration Fiscale du Bénin). Cette obligation doit être accomplie au plus tard à l'expiration d'un délai de six mois décompté à partir de la date de clôture de l'Exercice Fiscal concerné (cette date ultime de déclaration constituant la **Date Limite de Dépôt**).

(16) Les Administrations Fiscales examinent conjointement les Déclarations ainsi souscrites en concertation avec l'Autorité du GAO, et établissent sur la base des informations contenues dans lesdites Déclarations un unique Avis d'Imposition d'Ensemble (dénommé l'**Avis d'Imposition d'Ensemble**). Ce document retrace (i) la détermination du Résultat Imposable de la Société dans chaque Etat Signataire (et donc au Bénin) pour l'Exercice Fiscal, (ii) l'Impôt sur les Bénéfices dû dans chaque Etat (et donc au Bénin) compte tenu de tout crédit d'impôt dont peut bénéficier la Société en application de l'Article 4(2) de la présente Annexe. L'Avis d'Imposition d'ensemble vaut avis d'imposition individuel (l'**Avis d'Imposition**) dans chaque Etat pour le montant qu'il comporte à l'égard de ce même Etat. Ainsi, les éléments contenus en ce qui concerne le Bénin, dans l'Avis d'Imposition d'Ensemble, valent-ils Avis d'Imposition au Bénin.

(17) L'Autorité du GAO est tenue d'adresser à la Société pour le compte de l'Administration Fiscale de chacun des Etats signataires et donc de celle du Bénin, l'Avis d'Imposition d'Ensemble, dans un délai de quatre-vingt dix (90) jours suivant la Date Limite de Dépôt. Toutefois, si la Société n'a pas joint à ses Déclarations de Résultat Fiscal les éléments et pièces de nature à justifier de la normalité des demandes et calculs figurant dans lesdites Déclarations de Résultat Fiscal, l'Autorité du GAO a la faculté, dans un délai de trente (30) jours suivant la Date Limite de Dépôt, de solliciter la production par la Société des documents complémentaires qu'elle juge de nature à emporter sa conviction à cet égard. Dans cette dernière hypothèse, l'envoi de l'Avis d'Imposition d'Ensemble ne peut intervenir postérieurement à la plus tardive des deux dates suivantes : (a) soit à l'issue des quatre-vingt dix jours (90) suivant la Date Limite de Dépôt, (b) soit trente jours (30) après que la Société ait communiqué les informations et documents sollicités (cette date étant dénommée **Date Ultime d'Emission de l'Avis d'Imposition**).

(18) Si la Société n'a pas souscrit de Déclarations de Résultat Fiscal conformes aux dispositions des Articles 52.5 à 52.7 ci-dessus, à l'expiration d'un délai de 12 mois suivant la Date Limite de Dépôt, les Administrations Fiscales des Etats signataires auront la faculté de procéder conjointement (mais pas individuellement) sur la base des informations dont elles disposent à une taxation d'office du résultat d'ensemble en liaison cependant avec l'Autorité du GAO. Dans cette hypothèse elles émettront auprès de la Société un Avis d'Imposition d'Ensemble comprenant les informations visées à l'Article 9(16) ci-dessus. Cet Avis d'Imposition d'Ensemble vaudra Avis d'Imposition de chacun des Etats signataires (et donc du Bénin) dans la limite de la fraction de la taxation d'office qui leur est affectée. Lorsque postérieurement à une taxation d'office établie en conformité avec les dispositions du présent paragraphe, la Société dépose des Déclarations obéissant aux normes fixées par les Article 9(10) à Article 9(15) ci-dessus, ces dernières sont alors examinées et traitées dans le cadre des dispositions exposées dans la présente Section. Lorsqu'elles donnent lieu à l'issue de cet examen à l'émission d'un Avis d'Imposition d'Ensemble, ce dernier se substitue en tous points à la taxation d'office initialement notifiée et à l'Avis d'Imposition correspondant de telle sorte que la procédure visée au présent paragraphe soit éteinte.

(19) Si aucun Avis d'Imposition n'est émis à l'expiration des délais visés à l'Article 9(17) ci-dessus, les impositions dues par la Société à chacun des Etats signataires (et donc au Bénin) seront présumées devoir être liquidées conformément aux énonciations des Déclarations souscrites et cette liquidation présumée vaudra Avis d'Imposition émis par chacun des Etats Signataires.

(20) L'Impôt sur les Bénéfices dû par la Société ne peut être établi qu'en conformité avec les dispositions des Article 9(17) et Article 9(19) ci-dessus et ne saurait être liquidé par un Etat signataire (et donc au Bénin) en vertu d'autres dispositions.

(21) L'émission d'un Avis d'Imposition dans le cadre de l'application des Article 9(17) ou Article 9(19) ne porte pas atteinte à la faculté de le modifier ou de l'amender à l'issue d'un contrôle fiscal opéré conformément aux procédures exposées aux Article 9(28) et Article 9(29) ci-dessous.

#### *Déclarations de Revenus Consolidés*

(22) Dès lors qu'une filiale détenue à 100% par la Société est impliquée dans les Activités du GAO, la Société doit en informer par écrit tant l'Autorité du GAO que les Administrations Fiscales de chaque Etat. La Société et toute filiale dont la situation et les activités ont fait l'objet de la notification susvisée sont donc traitées comme une seule entité consolidée (dénommée le **Groupe Consolidé**) aux fins de la liquidation de l'Impôt sur les Bénéfices dû dans le cadre du présent chapitre pour l'ensemble des membres de ce Groupe Consolidé.

(23) Pour les besoins de la Section 2 de la présente Annexe, chacun des membres du Groupe Consolidé est considéré comme une succursale de la Société aux fins de la détermination des Produits Imposables, des Dépenses Déductibles et Autres Déductions Purement Fiscales et ce à partir de l'Exercice Fiscal durant lequel la notification visée à l'Article 9(22) ci-dessus est intervenue ainsi que pour les exercices suivants ; plus particulièrement :

- (a) tout Produit Imposable des membres du Groupe Consolidé doit être traité comme s'il avait été gagné, acquis, reçu ou généré par la Société ;
- (b) toute Dépense Déductible des membres du Groupe Consolidé doit être traitée comme si elle avait été engagée par la Société ;

- (c) les intentions, l'objet et le but poursuivis par tout membre du Groupe Consolidé sont réputés avoir cette même nature à l'égard de la Société comme si le Groupe Consolidé n'existait pas ;
- (d) tous paiements (et/ou encaissements) entre membres du Groupe Consolidé (en ce, y compris les versements de dividendes), tout prêt, créance ou compte courant entre ces mêmes membres, ainsi que toute acquisition ou cession entre eux doivent être neutralisés ;
- (e) les immobilisations acquises, détenues ou créées par les membres du Groupe Consolidé sont réputées être celles de la Société ;
- (f) toute dette ou créance d'une entité membre du Groupe Consolidé (autres que celles neutralisées visées au paragraphe (d) ci-dessus) est réputée constituer une dette ou créance de la Société ;
- (g) tous biens ou services acquis par, ou fournis à, un membre du Groupe Consolidé (autres que les flux neutralisés visés au paragraphe (d) ci-dessus) sont réputés acquis par, ou fournis à, la Société; tous biens ou services produits par un membre du Groupe Consolidé (autres que les flux de cette nature neutralisés ainsi qu'il précède) sont réputés être des biens ou services produits par la Société ;
- (h) toute opération, transaction ou omission impliquant un membre du Groupe Consolidé est réputé être une opération, transaction ou omission concernant la Société ;
- (i) tout Déficit Reportable qui aurait été généré par un membre du Groupe Consolidé en l'absence d'application des dispositions (a) à (h) exposées ci-dessus est réputé être un Déficit Reportable de la Société ; et
- (j) aucune société membre du Groupe Consolidé autre que la Société n'est assujettie à l'Impôt sur les Bénéfices en raison des Activités du GAO.

(24) La Société est tenue de souscrire des Déclarations de Résultat Fiscal et reçoit un Avis d'Imposition d'Ensemble au nom du Groupe Consolidé dans le cadre de l'application de l'ensemble des dispositions du présent l'Article 9.

#### *Vérifications, Rectifications des déclarations et redressements*

(25) L'Autorité du GAO a le pouvoir, pour le compte et en qualité d'agent des Administrations Fiscales de chaque Etat signataire (et donc de l'Administration Fiscale du Bénin) de solliciter des informations complémentaires auprès de la Société, ainsi que de procéder à la vérification de toute Déclaration, à tout moment dans un délai de six ans à partir de la Date Limite de Dépôt de la Déclaration de Résultat Fiscal concernée.

(26) Aucune Administration Fiscale ne peut entreprendre une vérification fiscale en dehors de ce qui est prévu au paragraphe 17 ci-dessus. Par suite l'Administration Fiscale du Bénin, ne peut procéder à une vérification fiscale qu'en liaison avec l'Autorité du GAO dans le cadre du paragraphe 17 précité.

(27) L'Autorité du GAO est habilitée à agir pour le compte de et en qualité d'agent des Administrations Fiscales de chacun des Etats signataires (et donc de l'Administration Fiscale du Bénin) dans le cadre de la résolution de tout litige concernant un Avis d'Imposition ou des conséquences d'une vérification. Tout accord conclu à cet égard entre l'Autorité du GAO

agissant es qualité et la Société, lie et est opposable à, chacune des Administrations Fiscales des Etats signataires et donc à l'Administration fiscale du Bénin.

(28) La Société du GAO a la faculté de déposer à tout moment durant la période de 6 ans suivant la Date Limite de Dépôt cinq (5) Déclarations rectificatives identiques, concernant un ou plusieurs exercices fiscaux auprès de l'Autorité du GAO et des quatre Administrations Fiscales des Etats signataires ; dans cette hypothèse, les Administrations Fiscales établissent dans le cadre des dispositions de l'Article 9(16) ci-dessus, l'Avis d'Imposition d'Ensemble rectificatif (ou les Avis d'Imposition d'Ensemble s'il y a plusieurs exercices concernés) dans un délai de quatre-vingt dix (90) jours suivant la date de réception de (ou des) Déclarations de Résultat Fiscal rectificatives. Si cette obligation n'est pas accomplie l'Avis d'Imposition d'Ensemble rectificatif est réputé émis conformément à l'Article 9(19) ci-dessus.

(29) L'Autorité du GAO, agissant pour le compte et en lieu et place des Administrations Fiscales a la faculté d'adresser à la Société des Avis d'Imposition rectificatifs lorsqu'elle considère que l'Avis d'Imposition initial était erroné, qu'elle qu'en soit la raison. Toutefois, lorsqu'un tel Avis d'Imposition fait l'objet d'un litige et qu'un accord y mettant un terme est intervenu la teneur de cet accord, sauf en cas de fraude, est opposable à l'Autorité du GAO et aux Administrations Fiscales (et donc à l'Administration Fiscale du Bénin) qui ne peuvent par suite émettre de nouvel avis ne respectant pas les termes de cet accord.

#### ***Article 10 - Devise de paiement de l'Impôt sur les Bénéfices***

Tout paiement relatif à l'Impôt sur les Bénéfices doit être effectué en Dollars US.

#### ***Article 11 - Acomptes***

(1) La Société est tenue d'adresser à l'Autorité du GAO dans les trente (30) jours suivant l'ouverture d'un Exercice Fiscal, une estimation de son Résultat Imposable au titre dudit exercice et de la cotisation d'Impôt sur le Revenu qui en découle (cette obligation doit être accomplie le cas échéant par le Groupe Consolidé constitué dans le cadre de l'Article 9(23) ci-dessus). La Société peut modifier cette estimation à tout moment durant l'exercice considéré par notification adressée à l'Autorité du GAO.

(2) La Société doit acquitter des acomptes d'Impôt sur les Bénéfices au plus tard le 31 mars, 30 juin et 30 septembre de tout Exercice Fiscal. Chaque acompte susvisé est calculé de telle sorte qu'à l'issue du paiement de l'acompte considéré, le montant cumulé déjà acquitté soit au moins égal à 25% de l'Imposition estimative de l'Exercice en cours multiplié par le nombre d'acomptes échus et ce au niveau de chaque Etat signataire (et donc du Bénin). Un acompte final doit en outre être acquitté au plus tard le 31 décembre.

(3) La Société doit acquitter, en même temps qu'elle dépose ses Déclarations de Résultat Fiscal annuelles, le solde d'Impôt sur les Bénéfices éventuellement dû au Bénin en fonction des acomptes déjà versés et du montant de l'Impôt sur les Bénéfices résultant de sa Déclaration de Résultat Fiscal concernant le Bénin.

(4) Si l'Impôt sur les Bénéfices figurant en définitive sur l'Avis d'Imposition qui concerne le Bénin, s'avère inférieur ou supérieur au montant des acomptes versés et du solde visé ci-dessus, la Société ou l'Administration Fiscale du Bénin, selon le cas, est tenue d'effectuer un paiement complémentaire ou une restitution de trop perçu (le paiement correspondant quel qu'en soit le sens est dénommé la Régularisation). Cette régularisation doit intervenir dans les trente (30) jours de l'émission de l'Avis d'Imposition. Les majorations éventuellement dues dans le cadre de l'application de l'Article 12(1) ci-après sont également dues et liquidées à cette même date.

(5) Dans l'hypothèse où la Régularisation doit être effectuée par l'Administration Fiscale du Bénin en faveur de la Société, mais que la Société doit par ailleurs des Majorations à l'Administration Fiscale du Bénin les deux montants sont compensés et seul le solde subsistant, s'il en est, est restitué par à l'Administration Fiscale du Bénin.

(6) Lorsque la cotisation d'Impôt sur les Bénéfices de la Société est modifiée dans le cadre de l'émission d'un Avis d'Imposition Rectificatif (résultant d'un redressement ou d'un rappel) ou à l'issue d'une procédure contentieuse initiée soit par la Société soit par un Etat signataire, le supplément d'imposition ou le dégrèvement en résultant (dénommé la Régularisation Complémentaire) doit être versé (ou restitué) dans les trente jours (30) selon le cas :

- qui suivent la date d'émission de l'Avis d'Imposition Complémentaire,
- ou qui suivent la date à laquelle la décision contentieuse définitive est prononcée par la juridiction concernée,

et ce ensemble avec les intérêts de retard éventuellement dus et liquidés à cette même date.

### ***Article 12 – Majorations et Intérêts de Retard***

(1) Dans l'hypothèse où l'Impôt sur les Bénéfices liquidé au profit du Bénin sur les Déclarations de Résultat Fiscal souscrites au titre d'un Exercice Fiscal donné, excède une somme égale à 1,05 fois le montant total des acomptes versés à ce même Etat au titre dudit Exercice dans le cadre des dispositions de l'Article 11(2) ci-dessus, la Société est tenue d'acquitter auprès de l'Administration Fiscale du Bénin une majoration égale à 10 % de l'excédent constaté ainsi qu'il précède.

(2) Tout paiement tardif des divers Impôts exigibles dans le cadre des dispositions spécifiques de la présente Loi entraîne la liquidation et le paiement d'Intérêts de Retard au taux de 15 % avec capitalisation annuelle (c'est-à-dire au taux dit « Taux Applicable » conformément à la définition contenue dans l'Article 1 de la présente Annexe).

(3) Ces Intérêts sont également applicables dans le même contexte sur toute restitution tardive par l'Administration Fiscale du Bénin de sommes dues à la Société en application de la présente loi.

(4) Toutefois ces Intérêts de retard ne peuvent être exigibles à raison des excédents ou insuffisances de versement d'acomptes constatés dans le cadre de l'Article 11(2) ou Article 11(4) sus-visé.

### ***Article 13 -Retenues à la source d'Impôts et fourniture spontanée d'informations***

#### *Retenues à la source*

(1) Aucune retenue au titre de l'Impôt ou des Impôts n'est exigible au profit du Bénin sur les sommes suivantes :

- (a) les dividendes mis en paiement par la Société (ou ceux mis en paiement par une société membre du Groupe Consolidé et neutralisés conformément à l'Article 9(23) ci-dessus) ;
- (b) sous réserve des dispositions de l'Article 13(2) ci-après, toute somme due par ou au profit de la Société au titre des Intérêts d'un prêt, du remboursement de son principal, ainsi que des frais ou charges accessoires qui lui sont liés (ainsi que de tout paiement de même nature effectué par ou au profit d'une Société membre du Groupe Consolidé qui est neutralisé conformément à l'Article 9(23) ci-dessus) ;
- (c) le rapatriement au siège de la Société des bénéfices ou dotations financières d'un établissement stable de cette dernière localisé au Bénin (ainsi que les paiements de même nature et de même source effectués au profit de Sociétés membres du Groupe Consolidé et neutralisés dans le cadre de l'Article 9(23) ci-dessus) ;
- (d) les sommes relatives à la vente de gaz naturel transporté ou devant être transporté ou consommé au sein du Réseau de Gazoduc ; ou
- (e) les rémunérations perçues par un Chargeur ou par la Société au titre du transport de gaz naturel au travers du Réseau de Gazoduc (ou tout paiement de même nature effectué par ou au profit d'une société membre du Groupe Consolidé et neutralisé conformément à l'Article 9(23) ci-dessus).

(2) Lorsque la Société verse des Intérêts à une personne qui n'est pas un Résident de l'un des Etats signataires en rémunération d'une Dette contractée pour des dépenses autres que le financement (ou le refinancement de cette même Dette) des Travaux de construction, du fonds de roulement ou de tout autre dépense exposée avant la date d'achèvement des Travaux de construction :

- (a) le montant brut des Intérêts versés est assujéti à une retenue à la source de 10 % au titre des impôts dus par le prêteur sur ce revenu ;
- (b) la Société doit à cet égard verser à l'Administration Fiscale du Bénin une fraction de ce prélèvement en proportion du Pourcentage de Répartition applicable pour l'Exercice Fiscal au cours duquel ledit prélèvement est opéré ;
- (c) la retenue versée ainsi qu'il précède est libératoire de tout Impôt sur le Revenu (ou sur les Bénéfices) exigible au Bénin sur ces Intérêts.

(3) Les prestations de services fournies à la Société dans les Etats signataires doivent faire l'objet d'une facturation distincte par le prestataire dans chaque Etat signataire où elles sont rendues (ou d'une ventilation par Etat concerné du montant global facturé).

(4) La Société est à cet égard tenue d'opérer une retenue à la source de 6 % sur le montant ainsi facturé, le prestataire recevant par suite un montant net après imputation du prélèvement effectué.

(5) Ce prélèvement doit être reversé par la Société à l'Etat du Bénin à raison des prestations rendues sur son territoire (et donc facturées ainsi qu'il précède).

(6) Aucune retenue n'est applicable sur les prestations de services qui ne sont pas rendues dans les Etats signataires, ni sur la fourniture à la société de biens et marchandises (quel que soit le lieu de résidence fiscale du fournisseur) et ce, que la fourniture de ces biens soit accessoire ou non à une prestation de service.

(7) Pour les besoins de la présente disposition une prestation de services est réputée rendue et fournie sur le territoire où elle est matériellement exécutée par le prestataire.

(8) Lorsqu'elle s'applique dans le cadre du paragraphe 3 précédent le sort fiscal au Bénin, de cette retenue pour le prestataire est le suivant :

- (a) si le prestataire est un résident du Bénin où par hypothèse le service est rendu, la retenue vaut crédit d'impôt pour la liquidation de l'Impôt sur les Bénéfices (ou sur le Revenu) dû au Bénin par ce résident ; et
- (b) si le prestataire n'est pas un résident du Bénin où par hypothèse le service est rendu, la retenue est libératoire de tout Impôt sur les Bénéfices (ou sur le Revenu) au Bénin.

#### *Fourniture spontanée d'informations*

(9) La Société est tenue de porter spontanément à la connaissance de l'Administration Fiscale du Bénin tout paiement de dividendes ou d'Intérêts qu'elle opère en faveur d'une personne qui, selon les informations dont elle dispose, est résidente du Bénin.

#### *Article 14 - Autres transactions*

(1) Un Acheteur, Vendeur ou Chargeur qui est un Résident d'un Etat autre que les quatre Etats signataires ne peut être assujéti à un Impôt sur les Bénéfices au Bénin que s'il y dispose d'un établissement stable. Dans cette hypothèse les bénéfices imposables au Bénin de cet Acheteur, Vendeur ou Chargeur sont uniquement ceux imputables aux activités exercés au Bénin par cet établissement stable.

(2) Un Acheteur, Vendeur ou Chargeur qui est considéré par deux ou plusieurs Etats signataires comme l'un de ses Résidents est réputé, pour les besoins de la présente disposition, être résident de l'Etat signataire où est situé son siège de direction effective.

(3) Un Acheteur, Vendeur ou Chargeur qui est un Résident d'un Etat signataire autre que le Bénin ne peut être assujéti à l'Impôt sur les Bénéfices que dans cet Etat signataire, à moins qu'il ne dispose d'un établissement stable au Bénin.

(4) Dans cette dernière hypothèse, cet Acheteur, Vendeur, Chargeur peut être assujéti à l'Impôt sur les Bénéfices au Bénin mais seulement à raison des bénéfices imputables aux activités exercées au Bénin par cet établissement stable.

(5) Les bénéfices ainsi imputables à l'établissement stable sont exclusivement imposables au Bénin, et ne peuvent donc être assujéti à l'impôt sur les Bénéfices dans l'Etat signataire dont l'Acheteur, Vendeur, Chargeur est un Résident.

(6) Pour les besoins de la présente disposition, les termes *Résident* et *Etablissement Stable* sont définis ainsi qu'il suit :

- (a) le terme Résident d'un Etat signataire désigne toute personne morale ou entité qui en vertu de la législation de cet Etat, y est assujéti à l'impôt sur le Revenu (ou sur les

Bénéfices) en raison du fait qu'elle y a été constituée et immatriculée, ou qu'elle y dispose de son siège de direction effective. Cette définition n'inclut cependant pas les personnes ou entités qui ne sont assujetties à l'Impôt dans l'Etat concerné qu'à raison des revenus qui y trouvent leur source ou que des actifs qui y sont situés.

- (b) le terme Etablissement Stable signifie toute installation fixe d'affaires durablement située au Bénin au travers de laquelle le Résident d'un Autre Etat signataire ou d'un Etat tiers exerce tout ou partie de son activité d'entreprise.
- (c) Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé qu'une personne ne saurait être considérée :
  - comme Résident d'un Etat signataire
  - ou comme possédant un Etablissement Stable dans un Etat signataire

uniquement du fait que cette personne contrôle ou détient une participation dans une autre personne qui :

- est Résidente dans ce même Etat signataire
- ou qui y possède un Etablissement Stable.

(7) Les définitions des termes **Résident** et **Etablissement Stable** utilisés ci-dessus sont fondées sur la terminologie utilisée à cet égard dans le modèle de Convention des Nations Unies adopté en juin 2001 concernant l'élimination des doubles impositions.

(8) Toute question relative à l'allocation des revenus ou dépenses d'exploitation, ainsi que des bénéfices imputables aux activités d'un établissement stable doit être examinée à la lumière des dispositions de l'article 7 de ladite Convention.

### **SECTION 3 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (T.V.A.)**

#### ***Article 15 - Champ d'application***

(1) Sous réserve des exceptions exposées dans la présente Section les dispositions en vigueur au Bénin en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée sont pleinement applicables aux opérations et Activités liées au Projet. Dans cette Section, toute référence à un Etat signataire inclut les autorités administratives de cet Etat en charge de la T.V.A.

(2) Les livraisons de biens importés au Bénin de même que la fourniture de services en provenance de l'étranger, dans le cadre des besoins nécessaires à la réalisation des Travaux de construction sont exonérés de T.V.A. au Bénin à la condition cependant, s'agissant des livraisons de biens :

- (a) qu'il s'agisse de biens destinées à constituer des installations industrielles, des équipements, des machines ou tous autres matériaux utilisés dans le cadre de la Construction du Réseau de Gazoduc et figurant sur la Liste des Biens Exonérés (ou sur la liste des pièces détachées ou composants de ces mêmes Biens),
- (b) que ces biens aient reçu l'attestation idoine d'exonération dans le cadre du Système de Certification.

- (3) La T.V.A. relative aux livraisons de biens ou à la fourniture de services est liquidée au taux zéro lorsque la dépense en cause concerne l'acquisition d'un Elément d'Actif Immobilisé par la Société. Le fournisseur du bien ou du service peut se fonder sur l'attestation délivrée dans le cadre du Système de Certification aux fins d'appliquer ce taux zéro.
- (4) Les prestations de services rendues au Bénin au bénéfice de la Société par un prestataire n'ayant aucun établissement stable dans les Etats signataires sont assujetties à la T.V.A. au Bénin dans les conditions prévues à cet égard par la Législation en vigueur sauf si elles bénéficient du taux zéro ou de l'exonération visés aux paragraphes précédents du présent article.
- (5) Dans le cas où le prestataire étranger concerné est immatriculé au Bénin pour les besoins de la T.V.A., la Société du G.A.O. bénéficiaire de la prestation (qui est réputée faire partie du Groupe T.V.A. conformément à l'Article 17(1) ci-après) acquitte la Taxe sus-visée directement auprès dudit prestataire en assumant que ce dernier est tenu de la reverser à l'Etat du Bénin.
- (6) Dans les autres cas, la Société du G.A.O. concernée (qui est réputée être membre du Groupe T.V.A. visé à l'Article 17(1) ci-après) auto liquide la T.V.A. exigible (et la prélève sur la somme due au prestataire) et la reverse à l'Etat du Bénin.
- (7) Le Gaz Naturel qui ne fait que transiter par le Bénin, ou qui y est consommé dans le cadre du fonctionnement du Réseau de Gazoduc est exempté de T.V.A. dans ce même Etat.
- (8) Le Gaz Naturel importé au Bénin aux fins d'y être vendu rentre dans le champ d'application de la T.V.A. du Bénin sous réserve à cet égard que le traitement de cette opération soit similaire à celui réservé aux combustibles concurrents.
- (9) La vente de Gaz Naturel au Bénin aux fins d'exportation au travers du réseau de Gazoduc et toute prestation de service accessoire à l'opération de transport de ce gaz rendue au Bénin, sont assujettis dans cet Etat à la T.V.A. au taux zéro.
- (10) Les opérations de transport de Gaz Naturel réalisées au travers du réseau de gazoduc bénéficient d'un taux zéro de Taxe sur la Valeur Ajoutée.
- (11) Aux fins de la présente Section les prestations de services sont réputées rendues à l'endroit où le prestataire les exécute matériellement et effectivement, et les livraisons de biens sont réputées intervenir à l'endroit où le transfert de propriété de ces biens intervient.

#### ***Article 16 - Déclarations et remboursements de T.V.A.***

- (1) La Société a le droit de se faire rembourser la T.V.A. béninoise qu'elle supporte (ou qu'elle est réputée supporter dans le cadre des Article 17(1) et à Article 17(2) qui suivent) à raison des livraisons de biens qui lui sont consenties ou des prestations de services qui lui sont rendues (ou qui sont réputées lui être consenties ou rendues conformément à l'Article 17(1) et Article 17(2) ci-dessous).
- (2) La Société est tenue de souscrire auprès de l'Administration Fiscale du Bénin une déclaration mensuelle de TVA, au plus tard le 15 du mois suivant celui au titre duquel elle est déposée.

(3) L'Etat du Bénin sera tenu de rembourser à la Société le crédit de T.V.A. figurant sur cette déclaration mensuelle (c'est-à-dire la T.V.A. supportée par la Société au titre des livraisons de biens dont elle bénéficie, ou des prestations de services qui lui sont rendues), au plus tard dans les trente (30) jours qui suivent son dépôt. Cette restitution intervient dans la devise (ou les devises) dans laquelle la Société a supporté cette taxe.

(4) Tout crédit de T.V.A. non restitué à la Société à l'expiration du délai de trente (30) jours précité porte Intérêt au Taux Applicable (15 % d'intérêt composé annuel). Cet intérêt court de la date d'expiration du délai précité jusqu'à la date à laquelle la restitution est obtenue, ou jusqu'à la date où la restitution en cause devient un crédit d'impôt effectif imputable sur l'Impôt sur les Bénéfices ainsi qu'il suit.

(5) Si l'Etat du Bénin ne restitue pas le crédit de T.V.A. sus-mentionné, la Société (après avoir effectué toute diligence auprès de l'Administration fiscale du Bénin) a la faculté de considérer que le montant de la restitution de T.V.A. sollicitée (y compris les intérêts sus-visés) vaut crédit d'impôt pour la liquidation de l'Impôt sur les Bénéfices exigible au profit du Bénin et ce, conformément à l'Article 4(2) ci-dessus.

(6) La Créance sur le Bénin née de la restitution de T.V.A. sollicitée, sera réputée éteinte dès qu'elle aura été imputée à titre de crédit d'impôt sur le paiement de l'Impôt sur les Bénéfices exigibles dans ce même Etat.

#### **Article 17 - Groupes de T.V.A.**

(1) La Société doit (si elle ne l'a déjà fait dans le cadre de l'Article 9(22) ci-dessus) notifier par écrit à l'Autorité du G.A.O. le nom et le siège social de toute société du G.A.O. qui est engagée dans l'exercice d'Activités du G.A.O. Copie de cette notification doit être adressée dans le même temps à chacune des Administrations Fiscales des Etats signataires dans lesquels opère ladite Société du G.A.O., et donc, le cas échéant, à l'Administration Fiscale du Bénin. Par suite, la Société et toutes les Sociétés du G.A.O. identifiées ainsi qu'il précède et qui opèrent au Bénin, sont considérées comme formant un Groupe de T.V.A. dans ce même Etat. Le Groupe de T.V.A. constitue une entité unique pour les besoins de la liquidation de ladite taxe de même qu'à l'égard du droit à restitution visé à l'Article 16(2) qui précède et qu'à l'égard de l'ensemble des droits et obligations résultant de la Section 3 de la présente Annexe.

(2) Aux fins de l'ensemble des dispositions de la présente Section, les activités exercées par chacune des Sociétés du G.A.O. membre du Groupe de T.V.A. sont réputées exercées par la Société à partir de la date à laquelle la notification visée au paragraphe 1 ci-dessus du présent article, est faite et pour toute période subséquente durant laquelle la Taxe est exigible, plus particulièrement:

- (a) les livraisons de biens et les prestations de service rendues entre membres du Groupe de T.V.A. ne sont pas prises en compte ;
- (b) les livraisons de biens et les prestations de services rendues par ou à un membre du groupe sont considérées comme réalisées par ou au profit de la Société ;
- (c) tout paiement de T.V.A. par une société membre du groupe à ses fournisseurs (ou auto-liquidable pour leur compte) est réputé être effectué par la Société.

(3) Les déclarations obligatoires du groupe sont assumées par la Société et cette dernière bénéficie seule des restitutions de Taxe dans le cadre et sur la base des dispositions de la présente Section.

## SECTION 4 DROITS DE DOUANE

### *Article 18 Principes et Exonérations particulières*

(1) Le régime douanier de droit commun en vigueur au Bénin est applicable sous réserve des dispositions particulières qui suivent.

Pour les besoins du présent article, le terme **Droit de douane** vise tous droits de douane, droits d'accise ou droits indirects, tous droits frappant les importations ou exportations, ainsi que tous droits, impôts, taxes, charges ou prélèvements de nature similaire aux droits de douane ou accises ou droits indirects.

(2) De même, la référence à l'Etat du Bénin fait, en tout état de cause, référence à toute Autorité Administrative relevant de la République du Bénin en charge des droits de douane et assimilés visés dans le présent article.

(3) Les biens importés au Bénin aux fins d'être utilisés dans le cadre du réseau de Gazoduc sont exemptés de droits de douane à la condition :

- (a) qu'il s'agisse de biens destinés à constituer des installations industrielles, des équipements, des machines et des outillages, ou des matériaux nécessaires à la réalisation des Travaux de construction ou s'incorporant dans la construction du réseau de Gazoduc, et figurant sur la Liste des Biens Exonérés ;
- (b) que ces biens aient reçu l'attestation leur conférant ladite exemption conformément au Système de Certification.

(4) Lorsqu'un élément d'Actif Immobilisé importé initialement en franchise de droits (conformément au paragraphe 2 ci-avant) est ultérieurement utilisé au Bénin autrement que dans le cadre des Activités du G.A.O., l'exemption initialement accordée est rapportée, et la Société importatrice doit acquitter les droits qu'elle aurait dû supporter lors de l'introduction initiale du bien.

(5) Toute Société du G.A.O. sera tenue d'acquitter au Bénin les frais de dédouanement, les droits de timbre, ou toute autre rémunération de services liés à l'introduction sur le territoire d'élément d'Actif Immobilisé.

(6) Aucun droit de douane n'est perçu au Bénin sur l'importation ou l'exportation de Gaz Naturel.

## SECTION 5 AUTRES DISPOSITIONS DE NATURE FISCALE

### *Article 19 Impôts sur les bénéfices des Sociétés*

Seul l'Impôt sur les Bénéfices visé à la Section 2 ci-dessus est exigible de la Société ou de toute autre entité impliquée dans les Activités du G.A.O., à raison de leurs revenus, profits nets ou gains, ce qui exclut également l'exigibilité de tout autre impôt sur les sociétés, liquidé sur les mêmes éléments imposables. De même, l'Impôt sur les Bénéfices susvisé est exclusif de toute autre imposition sur les plus-values, ou sur les produits nets visés à l'Article 6(2) ci-dessus.

## **Article 20 Imposition des Rémunérations Salariales et charges sociales sur Salaires**

Toute société du G.A.O. employant des salariés au Bénin est soumise aux impôts et taxes en vigueur au Bénin exigibles à raison du versement des rémunérations concernées, de même qu'aux cotisations sociales et assurances (maladie ou chômage) béninoises obligatoires.

## **Article 21 Frais Administratifs pour Services Rendus**

Toute Société du GAO est tenue d'acquitter auprès des administrations publiques du Bénin concernées, les rémunérations pour services rendus exigibles selon la législation en vigueur. Toutefois, s'il peut être considéré que ces rémunérations présentent un caractère excessif compte tenu de la nature des services, prestations ou droits ainsi rémunérés, elles doivent alors être considérées comme des Impôts.

## **Article 22 Plus-values de cession des titres de la Société**

Aucune imposition ne saurait être exigible sur les plus-values de cession de titres de la Société réalisées dans le cadre de l'Article 6 du Contrat, ni sur le produit net d'une telle cession.

## **Article 23 Autres Impôts**

(1) La Société ou les Sociétés du G.A.O. ne peuvent être assujetties au Bénin à un impôt sur les Bénéfices, un impôt sur leurs Revenus ou sur leurs profits nets, de même qu'à la T.V.A. ou droits de douane et assimilés, si ce n'est dans le cadre des dispositions visées aux Sections 2, 3 et 4 de la présente Annexe.

(2) Toute Société du G.A.O. est personnellement responsable du paiement des impôts de droit commun exigibles au Bénin et qualifiés d'Impôts Mineurs. Toutefois, lorsque la somme des Impôts Mineurs acquittés par toutes les Sociétés du G.A.O. au profit de l'Etat du Bénin excède un montant de 50.000 dollars US au titre d'un Exercice Fiscal (ce montant étant révisé annuellement en fonction du taux d'inflation dont la définition est donnée ci-après), l'excédent ainsi constaté est réputé constituer une Créance sur le Bénin.

L'indexation précitée de la somme de 50.000 dollars US est déterminée selon la formule suivante :  $AA = (\$US 50.000 \times I_Y) : I_0$

où :

AA représente le montant indexé à l'issue de l'Exercice Fiscal concerné.

$I_0$  est égal à la moyenne de l'Indice d'Inflation de la période de douze (12) mois se terminant le 31 octobre de l'année calendaire précédant celle au cours de laquelle la Décision Finale d'Investissement a été prise.

$I_Y$  représente la moyenne des Indices d'Inflation de la période de douze (12) mois se terminant le 31 octobre de l'année calendaire précédant celle au titre de laquelle le calcul est effectué.

(3) Si la Société ou toute autre Société du GAO fait valoir qu'elle a acquitté au Bénin des Impôts ou taxes qualifiés de Mineurs, supérieurs au montant ajusté visé au paragraphe 2 précédent, la Société (et elle seule) doit faire connaître par écrit, à l'Administration Fiscale locale, le décompte des sommes en cause et son calcul de l'excédent concerné. L'Etat du Bénin est alors tenu de rembourser cet excédent dans les trente (30) jours qui suivent une telle notification, dans la devise (ou les devises) où ces impôts ou taxes ont été acquittés (et à hauteur de la quotité de l'excédent dont la restitution est de fait sollicitée) conformément au paragraphe 2 du présent article.

(4) Tout excédent ainsi constaté qui n'aurait pas été remboursé à la Société dans le délai susvisé, fait l'objet de la liquidation d'un intérêt de retard calculé au taux applicable décompté à partir de la date d'expiration du délai de remboursement susvisé jusqu'à la date de la restitution effective.

(5) Si l'Etat du Bénin ne satisfait pas à son obligation de restitution ainsi qu'il précède au titre d'un Exercice Fiscal donné, et que par ailleurs la Société a pour sa part, à cet égard, effectué toutes diligences raisonnables pour obtenir le remboursement en question, elle peut, en conséquence, faire valoir que les sommes en cause constituent désormais un crédit d'impôt pour le paiement de l'impôt sur les Bénéfices dont elle est à cet instant redevable et ce, en fonction de l'ensemble des dispositions de la présente Loi.

(6) Si la Société utilise cette faculté en application de l'Article 4(2) ci-avant, l'Etat du Bénin cesse d'être débiteur de la Société à hauteur du montant utilisé, à l'instant où le crédit d'impôt est utilisé pour solder la dette d'impôt sur les Bénéfices.

## **SECTION 6 SANCTIONS ET PENALITES (AUTRES QUE MAJORATIONS OU INTERETS DE RETARD)**

### ***Article 24 - Généralités***

L'Administration Fiscale du Bénin ne peut mettre à la charge de la Société que les seules pénalités qui suivent (sous réserve des intérêts de retard ou majorations évoqués dans les Sections et articles précédents).

### ***Article 25 – Majorations pour Déclaration Tardive ou Non Déclaration***

(1) L'Administration Fiscale du Bénin peut, en vertu de la présente Section, exiger de la Société, le paiement de Majorations Forfaitaires en cas de production tardive de Déclaration de Bénéfices Imposables ou en cas de non-déclaration.

(2) Ces Majorations Forfaitaires sont exigibles dans les conditions suivantes :

- (a) pénalité de 400 dollars US si la Déclaration de Bénéfices Imposables est souscrite spontanément dans le délai de trois mois suivant le délai normal de souscription ;
- (b) pénalité de 800 dollars US si la Déclaration susvisée est souscrite entre trois (3) et douze (12) mois après la Date Limite de Dépôt des Déclarations.

(3) Si la Société n'a déposé aucune déclaration à l'issue de la période de douze (12) mois sus-visée, l'Administration fiscale du Bénin a la faculté d'exiger le paiement d'une pénalité forfaitaire supplémentaire.

(4) La pénalité supplémentaire visée au paragraphe précédent est égale à 20 % du montant de l'Impôt finalement liquidé et exigible au titre de l'Exercice Fiscal concerné pour lequel la Société n'a pas respecté ses obligations déclaratives (et sous déduction des acomptes versés à cet égard dans le cadre de l'Article 11(2) susvisé, c'est-à-dire ceux versés au titre de l'Exercice Fiscal pour lequel la déclaration de bénéfices aurait dû être souscrite).

(5) La pénalité forfaitaire supplémentaire prévue au paragraphe 3) ci-avant est liquidée par référence à l'Avis d'Imposition émis par le Bénin conformément aux Article 9(16), Article 9(18) ou à l'Article 9(19) visés ci-dessus et sera révisée ou modifiée si le montant de cet Avis d'Imposition est lui-même rectifié dans le cadre des Article 9(18), Article 9(28) ou de l'Article 9(29) ou autrement.

#### **Article 26 – Déclarations erronées au titre de l'Impôt sur les Bénéfices**

(1) L'Administration Fiscale du Bénin a la faculté d'exiger des Pénalités de Mauvaise Foi (les **Pénalités de Mauvaise Foi**) lorsque la Société a sciemment et intentionnellement :

- (a) déposé une déclaration de résultats contenant des erreurs matérielles ou omissions importantes;
- (b) déposé des comptes sociaux qui comportent eux-mêmes des erreurs matérielles ou omissions importantes.

(2) Lorsque la Société découvre que des erreurs matérielles ou omissions ont, sciemment ou intentionnellement (avec une volonté de dissimulation), été commises dans les Déclarations de Résultat Fiscal ou les états financiers déposés auprès de l'Administration Fiscale du Bénin, cette dernière est en droit d'exiger, en application de l'Article 25(4) susvisé, le paiement d'une Pénalité de Mauvaise Foi, à moins que la Société ait spontanément rectifié sa situation dans un délai raisonnable.

(3) Si la Société découvre que des erreurs matérielles ou omissions (que ce soit intentionnel ou non, et qu'il existe ou non une volonté de dissimulation), ont été commises dans les Déclarations de Résultat Fiscal ou les états financiers déposés auprès de l'Administration Fiscale du Bénin et que cette dernière est alors dûment informée d'une telle erreur ou omission, avant même qu'elle ait procédé à la notification visée à l'Article 29(1) ci-dessous, les Pénalités de Mauvaise Foi susvisées ne peuvent être appliquées.

(4) De même, toute notification conforme à l'Article 29(1) ci-dessous, postérieure à l'information préalable de l'Administration Fiscale ainsi qu'il précède et concernant ces mêmes erreurs ou omissions est prohibée et doit être reconnue comme nulle.

(5) En tout état de cause, les Pénalités de Mauvaise Foi susvisées ne peuvent être liquidées sur une base supérieure à celle égale à la différence d'impôt sur les bénéfices entre celui dû sur la base finalement imposable (après prise en compte des erreurs ou omissions commises) et celui initialement déclaré à l'Etat du Bénin.

#### **Article 27 – Sanction du non-respect des obligations comptables**

(1) La Société est tenue de maintenir, de conserver et de produire à toute réquisition, tous documents comptables et pièces justificatives, propres à justifier les énonciations de ses Déclarations de Résultat Fiscales conformément à l'Article 9(14) ci-dessus.

(2) Si la Société ne respecte pas les obligations visées au paragraphe précédent, l'Administration Fiscale du Bénin est en droit de mettre à sa charge une pénalité forfaitaire qui ne peut cependant excéder 10.000 dollars US.

#### ***Article 28 – Défaut de Déclaration ou Déclaration Tardive de T.V.A***

(1) L'Administration Fiscale du Bénin est en droit d'exiger de la Société le paiement d'une pénalité forfaitaire en cas de déclaration tardive ou de non-déclaration de T.V.A. (les ***Pénalités Forfaitaires de T.V.A.***).

(2) Les Pénalités visées au paragraphe précédent sont les suivantes :

- (a) 250 dollars US si la déclaration de T.V.A. a été déposée dans les 30 jours qui suivent la date limite de dépôt prévue à l'Article 16(2) ci-dessus ;
- (b) 500 dollars US dans tous les autres cas.

#### ***Article 29 – Procédure d'exigibilité des Pénalités***

(1) Les Pénalités (Majorations Forfaitaires, Pénalités Forfaitaires supplémentaires et Pénalités de Mauvaise foi) visées à la présente Section 6, en matière d'Impôt sur les Bénéfices ne peuvent être mises à la charge de la Société qu'après avoir fait l'objet d'une notification écrite par l'Administration Fiscale dans un délai de six (6) mois à partir de la date limite de dépôt de la déclaration concernée.

(2) Les Pénalités forfaitaires de T.V.A. visées à la présente Section 6 ne peuvent être mises à la charge de la Société que si elles ont fait l'objet d'une notification écrite à ladite Société dans un délai de trois mois à partir de la date limite de dépôt de la déclaration de T.V.A. concernée visée à l'Article 16(2) ci-dessus.

(3) Les notifications visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus du présent article devront comporter la mention des Pénalités réclamées, leur modalité de calcul et leur montant, de même enfin que la date limite à laquelle, à défaut de recours contre leur exigibilité, elles doivent être acquittées (le délai en cause ne peut toutefois être inférieur à trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification par la Société).

### **SECTION 7 RECOURS**

#### ***Article 30 : Droit de recours et de réclamation devant la Commission de Révision Fiscale.***

##### Compétence de la Commission de Révision Fiscale

(1) L'examen de toute réclamation ou recours formé par une Personne Assujettie (ou un Assujetti) contre une décision, action ou absence d'action de l'Etat du Bénin (y compris l'Administration Fiscale de cet Etat, et toutes autres Autorités Administratives dudit Etat), de même que de l'Autorité du GAO, relève de la seule compétence en première instance, (c'est-à-dire sous réserve de la procédure d'appel prévue ci-après) de la Commission de Révision Fiscale, lorsque le litige concerne l'application du Régime Fiscal Harmonisé, objet de la présente loi. Cette compétence s'étend également à l'examen des litiges concernant l'application de la législation interne du Bénin de même qu'aux litiges concernant les dispositions spécifiques de la présente Section 7.

## Droit de recours et de réclamation et droit d'Appel

(2) Si une Société du GAO ou une autre personne assujettie s'estime lésée ou non satisfaite par une décision, une action ou l'absence d'action de l'Etat du Bénin (ce qui inclut l'Administration Fiscale et toutes Autorités Administratives du Bénin) ou de l'Autorité du GAO, concernant l'application des Lois Fiscales, cette société ou la personne a le droit de faire examiner le litige en première instance devant la Commission de Révision Fiscale, puis de faire appel de la décision de cette Commission devant le Tribunal du GAO conformément à la présente Section 7.

Le droit de recours et d'Appel de cette même Section 7 s'exerce en toutes matières couvertes par le Régime Fiscal Harmonisé de même qu'aux questions relatives à la législation en vigueur au Bénin.

(3) L'Etat du Bénin ou toute autre Autorité Administrative de cet Etat, qui s'estime lésé ou non satisfait par une décision rendue par la Commission de Révision Fiscale, peut faire appel de cette décision à la condition que le litige concerne l'application des dispositions de la Section 2 de la présente Annexe à l'exclusion toutefois de l'application des dispositions des Article 4(2), Article 13(2), Article 13(8), Article 14(1) ou Article 14(3) ci-dessus. Cet appel n'est cependant recevable que si tous les Etats signataires (ou leurs Autorités Administratives concernées) s'y joignent.

### Droit de recours en matière d'Impôt sur les Bénéfices

(4) Lorsqu'une Personne Assujettie entend contester :

- (a) l'Avis d'Imposition, l'Avis d'Imposition Complémentaire ou rectificatif, l'Avis de dégrèvement (qu'elle juge insuffisant) émis (ou réputé émis) par le Bénin,
- (b) l'absence de dégrèvement par le Bénin de l'Impôt sur les Bénéfices sollicité lors du dépôt (conformément à l'Article 9(18) ci-avant) d'une Déclaration rectificative,

elle doit introduire son recours auprès de la Commission de Révision Fiscale au moyen d'une réclamation écrite adressée à l'Autorité du GAO avec une copie à chaque Administration Fiscale des Etats signataires.

(5) Lorsqu'une personne assujettie entend contester :

- (a) l'exigibilité ou le paiement d'une retenue à la source opérée en contradiction avec les dispositions de l'Article 13(1) ou Article 13(2),
- (b) le fait que le Bénin n'applique pas, selon elle, correctement le traitement fiscal de cette retenue telle que prévue à l'Article 13(8) ci-dessus,

elle doit introduire son recours auprès de la Commission de Révision Fiscale au moyen d'une réclamation écrite adressée à l'Autorité du GAO avec copie à l'Administration Fiscale du Bénin.

(6) Pour être recevable, la notification de cette réclamation doit intervenir dans les délais suivants:

- (a) s'agissant du recours contre les Avis d'Imposition ou de dégrèvement visés au paragraphe 4(a) du présent article, au plus tard dans un délai de trente (30) jours à partir de la date de réception de l'Avis contesté ;
- (b) s'agissant du recours prévu dans la situation visée au paragraphe 4(b) du présent article, dans un délai de cent trente cinq (135) jours à partir du jour de la (ou les) Déclaration rectificative prévue à l'Article 9(28) ci-dessus ;
- (c) s'agissant du recours prévu au paragraphe 5 ci-dessus, au plus tard dans les trente (30) jours qui suivent la date d'exigibilité ou de prélèvement de la retenue, ou qui suivent la date à laquelle l'administration fiscale du Bénin refuse de traiter cette retenue en conformité avec les dispositions de Article 13(8).

#### Droit de recours en matière de TVA

- (7) Lorsqu'une personne assujettie entend contester :
  - (a) la quotité de la restitution de TVA qu'elle a obtenue au Bénin,
  - (b) le refus opposé par le Bénin à une demande de restitution (ce qui inclut dans les deux cas (a) et (b) ci-dessus les intérêts de retard y associés),
  - (c) l'obligation qui lui est faite d'acquitter la TVA auprès de l'Administration Fiscale béninoise ou de la supporter dans ce même Etat sur les factures qu'elle reçoit,
  - (d) le refus opposé par le Bénin de considérer la TVA non remboursée comme valant crédit d'impôt pour la liquidation de l'impôt sur les Bénéfices, elle doit introduire son recours auprès de la Commission de Révision Fiscale, au moyen d'une réclamation écrite adressée à l'Autorité du GAO avec copie à l'administration fiscale du Bénin et à toute autre Administration Fiscale des Etats signataires éventuellement concernés par le litige.
- (8) Pour être recevable, la notification de cette réclamation doit intervenir au plus tard dans les soixante (60) jours qui suivent la date à laquelle la personne assujettie a eu connaissance des faits générant le litige.

#### Droit de recours en matière de Droits de Douane

- (9) Si une personne assujettie entend contester le bien-fondé des droits de douane mis à sa charge par le Bénin, selon elle, en contradiction avec les dispositions de la Section 4 de la présente annexe, elle doit introduire son recours auprès de la Commission de Révision Fiscale par voie de réclamation écrite adressée à l'Autorité du GAO avec copie à l'Administration concernée au Bénin.
- (10) Cette réclamation doit être adressée dans un délai de soixante (60) jours à partir de la date à laquelle les faits donnant lieu à sa contestation ont été portés à sa connaissance.

#### Autres impôts et Taxes - Traitement discriminatoire ou Recours concernant l'application de la législation interne du Bénin

- (11) Si une Personne Assujettie estime :

- (a) qu'elle est soumise à tort par le Bénin à des Impôts ou Taxes de quelque nature, et ce, en contradiction avec les Lois Fiscales en vigueur,
- (b) que l'Etat du Bénin ou l'Autorité du GAO ne se conforme pas aux Lois Fiscales,
- (c) que l'Etat du Bénin ou l'Autorité du GAO n'applique pas correctement les dispositions du Régime Fiscal Harmonisé,

elle doit introduire son recours à cet égard auprès de la Commission de Révision Fiscale par voie de réclamation écrite adressée à l'Autorité du GAO, avec copie à toute Autorité Administrative de la République du Bénin concernée par le litige.

(12) Cette réclamation doit être adressée dans les quatre vingt- dix (90) jours qui suivent la date de paiement de l'Impôt contesté ou de la décision d'imposition qui fait grief.

#### Droit de recours en matière de Pénalités - Majorations et Intérêts

(13) Si une Personne Assujettie entend contester l'exigibilité au Bénin :

- (a) des sanctions mises à sa charge dans le cadre des dispositions de la Section 6 de la présente Annexe,
- (b) des intérêts de retard liquidés dans le cadre des dispositions de l'Article 12(2) ci-avant, ou
- (c) le refus qui lui est opposé au Bénin, de liquider des intérêts de retard en sa faveur conformément au même Article 12(2),

elle doit introduire son recours à cet égard auprès de la Commission de Révision Fiscale par voie de réclamation écrite adressée à l'Autorité du GAO avec copie à l'Administration Fiscale concernée.

(14) Cette réclamation doit être formulée et adressée dans les trente (30) jours qui suivent la date où l'Etat du Bénin a exigé le paiement de cette sanction, ou la date à partir de laquelle les Intérêts étaient exigibles et payables par ce même Etat.

#### ***Article 30 : Traitement du litige par la Commission de Révision Fiscale***

(1) La Commission de Révision Fiscale se prononce en son âme et conscience sur le montant approprié d'impôt dû ou à restituer, par ou au(x) demandeur(s).

(2) Sa décision a la nature d'une décision rendue par l'Administration Fiscale (ou le cas échéant par l'administration des douanes) du Bénin.

(3) Dès leur notification et sous réserve du droit d'appel prévu ci-après, les décisions de la Commission de Révision Fiscale ont l'autorité de la chose jugée et sont immédiatement exécutoires dans l'ordre judiciaire et fiscal en vigueur au Bénin, ainsi que de celui des Etats signataires qui se sont joints régulièrement à la procédure de recours initiée ou qui étaient concernés par cette dernière.

(4) Il en va de même à l'égard des autres Etats signataires (ou de leurs Administrations Fiscales concernées) dès lors qu'ils étaient partie à la cause ou y sont régulièrement intervenus.

### ***Article 31 : Droit d'Appel ou de recours auprès du Tribunal du GAO***

(1) Le Tribunal du GAO sera seul et exclusivement compétent pour recevoir et juger les appels et recours prévus dans la présente Section.

(2) Toute partie impliquée dans un litige dont la Commission de Révision Fiscale a été saisie, peut faire appel devant le Tribunal du GAO, de la décision rendue à cet égard par ladite Commission, mais seulement dans l'hypothèse où cette décision est fondée sur l'examen d'une question de droit et non de l'examen d'une question de pur fait.

(3) Le point de savoir si la décision relève de la solution d'une question de droit ou de fait est apprécié en première instance par la Commission de Révision Fiscale qui statue, en son âme et conscience au vu des arguments développés sur le litige par les parties.

(4) La décision prise par la Commission à ce titre est elle-même passible d'un recours devant le Tribunal du GAO formé par chacune des parties à la cause jugée par ladite commission.

(5) L'Etat du Bénin peut enfin saisir le Tribunal du GAO des litiges nés des dispositions de l'Article 4(2)(c) ci-dessus.

### ***Article 32 : Traitement des litiges et recours devant le Tribunal du GAO***

(1) Le Tribunal du GAO se prononce en son âme et conscience sur le montant approprié de l'Impôt dû par la personne assujettie, ou de l'impôt à lui restituer, en fonction des éléments de fait et des arguments qui lui sont soumis par les parties au litige.

(2) Le Tribunal se détermine objectivement et de manière équitable en prenant en compte les éléments de fait et de droit, ainsi que les accords contractuels, conventions ou arrangements de droit privé intervenus à cet égard (afin de lever toute ambiguïté, cette dernière disposition incluant le Contrat lui-même).

(3) Si le Tribunal est dans l'incapacité de parvenir à une décision unanime de ses membres, la décision est rendue à la majorité simple ; elle est alors opposable et lie l'ensemble des parties à la cause.

(4) Les décisions du Tribunal du GAO ont l'autorité de la chose jugée et sont exécutoires dans l'ordre judiciaire et fiscal en vigueur au Bénin (elles sont par suite définitivement opposables aux Administrations concernées de ce même Etat). Il en va de même à l'égard des Autres Etats signataires (ou de leurs Administrations concernées) dès lors qu'ils étaient partis à la cause ou s'y sont joints régulièrement.

### ***Article 33 : Procédures***

Les règles de procédure applicables devant la Commission de Révision Fiscale sont régies par les dispositions idoines contenues dans le Règlement de Procédure.

### *Article 34 : Dispositions Diverses*

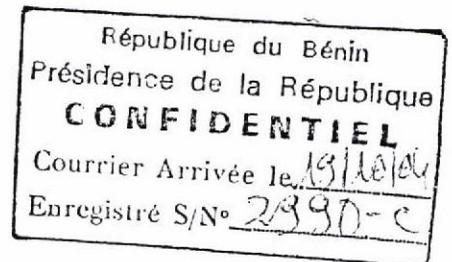
- (1) Lorsqu'une Personne Assujettie ne conteste qu'une fraction de l'impôt exigible elle est tenue d'acquitter le montant qui n'est pas en litige.
- (2) Ce dernier doit être pris en compte dans le cadre de l'application de la décision de la Commission de Révision Fiscale ou du Tribunal du GAO (selon le cas), pour déterminer le montant de l'Impôt finalement exigible, ainsi que les intérêts de retard à liquider à ce titre.
- (3) Aucune partie au litige n'est tenue de communiquer les documents établis par ses conseils juridiques (y compris ceux qui sont ses propres salariés) et contenant leurs avis, recommandations et appréciations sur le recours en appel.
- (4) Les parties ont en revanche la possibilité de ne fournir, selon leur propre appréciation, que la partie des documents qu'elles jugent utiles à leur cause, de même que la partie des avis de leurs conseils qu'elles estiment pouvoir être communiquée nonobstant le fait qu'ils contiennent des énonciations qu'elles ne sont pas tenues de communiquer ainsi qu'il précède.
- (5) Les parties à la procédure engagée devant la Commission de Révision Fiscale ou le Tribunal du GAO ont la faculté de conclure entre elles une transaction, en tout état de la cause, et suivant les modalités qu'elles pourront librement déterminer. Dans cette hypothèse l'instance est éteinte mais seulement à hauteur de la fraction du litige objet de la transaction si cette dernière ne porte pas sur l'ensemble du litige. Si tel est le cas, l'instance est entièrement éteinte et la Commission de Révision Fiscale ou, selon le cas, le Tribunal du GAO entièrement dessaisi.
- (6) Tout accord transactionnel n'aura d'effet qu'après avoir été établi par écrit et ratifié par les représentants dûment habilités de toutes les parties à la cause.
- (7) La Commission de Révision Fiscale et le Tribunal du GAO peuvent, dans le cadre du prononcé de leur décision, condamner une partie au paiement des dépens exposés par l'autre partie.
- (8) Ces juridictions peuvent également assortir leur décision d'une condamnation à payer des Intérêts sur le dégrèvement ou complément d'impôt, objet de ladite décision. La période sur laquelle ces Intérêts sont liquidés doit demeurer raisonnable par rapport aux éléments de la cause, et leur taux ne peut excéder le Taux Applicable.
- (9) Les dépens et intérêts précités ne sont pas imposables à l'Impôt sur les Bénéfices entre les mains de leur Bénéficiaire et ne constituent pas une Dépense Déductible à l'égard de ce même impôt pour celui qui les acquitte.



AVIS MOTIVE DE LA COUR SUPREME  
SUR LE PROJET DE LOI UNIFORME  
PORTANT REGIME JURIDIQUE ET  
FISCAL HARMONISE APPLICABLE AU  
PROJET DU GAZODUC DE L'AFRIQUE DE  
L'OUEST EN REPUBLIQUE DU BENIN

N° 018-C/PCS/DC/CAB/SP

**CONFIDENTIEL**



Par lettre n°229-C/PR/CAB/SP du 02 juillet 2004, enregistrée au secrétariat particulier du Président de la Cour Suprême, sous le n° 042-C du 05 juillet 2004, le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement a, conformément aux dispositions des articles 105 alinéa 2 et 132 de la Constitution du 11 décembre 1990, saisi ladite Cour aux fins d'un avis motivé sur le projet de loi ci-dessus cité.

L'examen dudit projet de loi uniforme accompagné d'un exposé de motifs appelle les observations ci-après :

### I – ANCRAGE CONSTITUTIONNEL

Il convient de faire remarquer au prime abord que le texte soumis à l'avis de la Cour est un projet de loi uniforme, c'est-à-dire une législation découlant d'un accord intergouvernemental entre quatre (4) Etats à savoir : le Bénin, le Ghana, le Nigeria et le Togo. Il vise à réaliser entre ces Etats et particulièrement entre le Togo et le Bénin, pays francophones et de tradition civiliste, une harmonisation du droit dans les domaines visés par le traité de Dakar du 31 janvier 2003 relatif au projet du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest.

Ensuite, il concerne précisément l'introduction dans l'ordre législatif du Bénin, du régime juridique et fiscal, harmonisé, applicable aux activités de construction, d'exploitation et de maintenance d'un gazoduc, en vue du transport de gaz naturel vers le Bénin, le Togo et le Ghana (cf. article 1<sup>er</sup> du projet de loi uniforme).

Le présent projet de loi paraît conforme à la Constitution du 11 décembre 1990. En effet :

1°- Ses dispositions concernant l'immatriculation locale des sociétés et les règles d'établissement de comptes sociaux relèvent des principes fondamentaux prévus à l'article 98 alinéa 2, 4<sup>e</sup> tiret de la Constitution à savoir :

"La loi détermine les principes fondamentaux :.....

- .....

- du régime de la propriété, des droits réels et des obligations civiles et commerciales....".

2°- Ses dispositions liées aux exigences et pratiques en matière de santé, de sécurité et de protection environnementale sont des règles prévues à l'article 98 alinéa 2, 10<sup>e</sup> tiret comme devant relever de la loi :

"La loi détermine les principes fondamentaux :

.....

- de la protection de l'environnement et de la conservation des ressources naturelles.....".

3°- En outre, les dispositions du texte relatives aux conditions des permis de transport de gaz, aux questions de transit, d'importation et d'exportation de ce produit sont aussi des matières devant être régies par la loi comme le souligne l'article 98 alinéa 2, 11<sup>e</sup> tiret :

" La loi détermine les principes fondamentaux :

-.....

- du régime des transports et des télécommunications ...".

4°- Par ailleurs, les dispositions relatives au régime fiscal spécial commun aux quatre Etats parties au traité appartiennent au domaine de la loi suivant l'article 98 alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>e</sup> tiret qui dispose : " sont du domaine de la loi les règles concernant :

-.....

- l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature...".

## II - OBSERVATIONS DE FORME

Elles sont soit de pure forme, soit d'ordre général et figurent sous différents articles du texte comprenant au total 63 articles répartis en 12 chapitres et une annexe contenant des disposition fiscales.

## CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1 er :

**Au lieu de :** "Art. 1",

**Ecrire :** "Article 1er".

En tenir compte dans tout le texte en écrivant en entier le mot "article".

### Article 2 :

*A la 2ème ligne :*

**Au lieu de :** "...activités exercées par la Société ...".

**Ecrire :** ".....activités exercées par la Société du GAO....." pour préciser la Société dont il s'agit.

### Article 3 :

**Au lieu de :** " les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux activités de distribution de gaz transporté par le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest ....., ainsi qu'à toute autre activité dont il a été convenu entre la Société et l'Autorité du GAO qu'elle devrait être exclue du champ d'application"

**Ecrire :** "les dispositions de la présente loi ne s'appliquent ni aux activités de distribution de gaz transporté par le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest ....., ni à toute autre activité exclue de commun accord de son champ d'application entre la Société et l'Autorité du GAO".

### Article 4 :

#### *. Actionnaires*

Mettre entre guillemets le nom des Sociétés nigérianes dénommées en anglais aux points (a), (b), (c) et (d). Ainsi par exemple

**Au lieu de :** « (a) l'Affilié de Chevron Nigeria Limited qui détient .... »

**Ecrire :** « (a) l'Affilié de "Chevron Nigeria Limited" qui détient .... ».

(d) *A la 2ème ligne :*

**Au lieu de :** "et, s'ils exercent leurs options d'achat d'actions de la Société : ...."

**Ecrire :** "et si elles exercent leurs options d'achat d'actions de la Société : ...".

En effet, il faut remplacer le pronom personnel "ils" par "elles", car les mots qu'il remplace sont la Société Béninoise de Gaz S.A. et la Société Togolaise de Gaz S.A.

Ensuite, le remplacement du point virgule par " : " après "...actions de la Société se justifie par les énumérations qui suivent aux points " (e) et (f).

*. Activités du GAO*

**Au lieu de :** « ( d ) des activités de distribution locales..... »

**Ecrire :** « ( i ) des activités de distributions locales... ».

**Au lieu de :** « ( e ) des activités dont la Société ..... »

**Ecrire :** « ( ii ) des activités dont la Société ... ».

*. Affiliée*

**Au lieu de :** « Affiliée, désigne à l'égard du personne ... »

**Ecrire :** « Affiliée, à l'égard d'une personne ... ».

La suppression du verbe "signifie " se justifie par le fait que l'article 4 dans lequel se trouve le mot "Affiliée" et qui est consacré aux définitions commence par "Aux termes de la présente loi, il convient d'entendre par : ...".

En tenir compte pour les autres définitions dans le reste du contenu de cet article.

*. Autorisations liées au Projet*

**Au lieu de :** « Autorisations liées au Projet signifie tous les droits, permis, licences, agréments, autorisations, exemptions et décisions issue d'une autorisation (y compris celles et ceux dont le délai est listé dans le Plan Autorisé de Développement du Gazoduc) nécessaires à une Société du GAO ou aux Entreprises du Projet soit : »

**Ecrire :** « Autorisations liées au Projet, tous les droits, permis, licences, agréments, autorisations, exemptions et décisions issus d'une autorisation (y compris ceux dont le détail est listé dans le Plan Autorisé de Développement du Gazoduc) nécessaire à une Société du GAO ou aux Entreprises du Projet : »

a. **Au lieu de :** "pour assurer la réussite ..."

**Ecrire :** "soit pour assurer ....".

b. **Au lieu de :** "pour respecter les engagements ..."

**Ecrire :** "soit pour respecter les engagements...".

c. **Au lieu de :** "pour l'exercice de tous droits..."

**Ecrire :** "ou encore pour l'exercice de tous droits...".

*. Autorités Administratives*

**Au lieu de :** " Autorités Administratives signifie chaque Etat signataire...ce qui inclut les administrations et services de l'Etat à l'échelon central, régional et local, ..."

**Ecrire** : "Autorités Administratives, chaque Etat signataire...ce qui inclut les administrations et services de l'Etat aux échelons central, régional et local,..."

A la 4<sup>ème</sup> ligne : mettre une virgule après " d'imposition " et après "cause".

**.Entreprises Contractantes en Relation avec le Projet**

**Au lieu de** : "Entreprises Contractantes en Relation avec le Projet (ou Entreprise du Projet) "

**Ecrire** : "Entreprises Contractantes en Relation avec le Projet (ou Entreprises du projet) "

**. Etude d'Impact Environnemental**

**Au lieu de** : "l'étude.....devant être conduite et préparée par la Société..."

**Ecrire** : "l'étude ....devantêtre préparée et conduite par la Société ....".

**. Gaz Naturel** : mettre le nom Fahrenheit entre guillemets.

**.Parties**

**Au lieu de** : « ... (et Partie désigne l'un d'entre eux) ; »

**Ecrire** : « .... (et Partie désigne chacun d'eux) ; ».

**. Réseau de Gazoduc**

A la 2<sup>ème</sup> ligne :

**Au lieu de** : « ...Alagbado près de Lagos, Nigeria... »

**Ecrire** : « ....Alagbado près de Lagos (Nigeria)... ».

A la 3<sup>ème</sup> ligne :

**Au lieu de** : "...la région de Tokaradi, Ghana...."

**Ecrire** : "...la région de Takoradi (Ghana)... "

A la 8<sup>ème</sup> ligne :

**Au lieu de** : "...et comprend toute extension ..."

**Ecrire** : "...et comprenant toute extension...".

**. Service (s) Technique (s)**

Aux points (b) et (c), supprimer l'article défini "le" devant Ministry of Energy et Ministry of Petroleum Resources et mettre ces dénominations anglaises entre guillemets.

**.Traité du GAO**

A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**A lieu de :** "...signé a Dakar...."

**Ecrire :** "...signé à Dakar..."

A la 2<sup>ème</sup> ligne, écrire le "e" du mot "Nigeria", sans accent aigu.

**. Tribunal du GAO**

A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de :** "...le tribunal de ce nom créé conformément a l'article VI.4(1)..."

**Ecrire :** "...le tribunal ainsi dénommé conformément à l'article VI.4(1)....".

**CHAPITRE II : DROIT DES SOCIETES**

**Au lieu de :** "Section I IMMATRICULATION LOCALE"

**Ecrire :** " Section I<sup>ère</sup> IMMATRICULATION LOCALE" . En tenir compte dans le reste du texte.

**Article 5 :**

(2) A la 3<sup>è</sup> ligne,

**Au lieu de :** « ...l'Art 120 de l'Acte Uniforme OHADA précité,... »

**Ecrire :** « ...l'article 120 de l'Acte Uniforme de I'OHADA précité,... ».

En tenir compte dans tout le texte.

**Article 6 :**

A la 1<sup>ère</sup> ligne,

Ecrire l'article "Du" avec un "d" minuscule devant le nom Bénin et en tenir compte dans tout le texte.

A la 4<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après "canalisations".

**Article 7 :**

A la 1<sup>ère</sup> ligne,

Mettre une virgule après le pronom relatif "qui".

**Article 8 :**

A la 1<sup>ère</sup> ligne,

Supprimer le point « (1) » car cet article ne comporte qu'un paragraphe unique.

A la 2<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après le mot "Bénin".

**Article 9 :**

Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de :** "... (avec le nombre de copie demandé par ledit registre) :"

**Ecrire :** "... (avec le nombre de copies exigé) :" car l'Acte Uniforme relatif au droit commercial général de l'OHADA exige quatre exemplaires de la demande d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier.

**Article 10 :**

(b) A la 2<sup>ème</sup> ligne,

Mettre la conjonction de coordination "et " après "certifiés".

**Article 11 :**

(1) **Au lieu de :** "Toutes dispositions légales ou réglementaires applicables aux sociétés béninoise... sur le capital des sociétés ne n'appliqueront pas à la propriété du capital..... "

**Ecrire :** "Toutes dispositions légales ou réglementaires applicables aux sociétés béninoises... sur le capital des sociétés, ne s'appliqueront pas à la propriété du capital...".

**NB :** Il est à remarquer qu'aux articles 11(1), 30 (9), 40(4) etc... il y a une utilisation du futur simple de l'indicatif pour les verbes. Il serait mieux d'utiliser le présent de l'indicatif pour se conformer à la pratique.

(2) A la 2<sup>ème</sup> ligne,

Enlever la virgule après « ...ne pourront pas... ».

A la 3<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après "Administrative".

A la 5<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après "Projet".

**Article 12 :**

(3) A la 3<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** "...la portion du Réseau de Gazoduc situé sur le territoire de la République du Bénin..."

**Ecrire :** "...la portion du Réseau de Gazoduc située sur le territoire de la République du Bénin...".

A la 5<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après le mot "Bénin".

**Article 16 in fine :**

. **Au lieu de :** "...ester en justice devant les tribunaux de la République du Bénin"

**Ecrire :** "...ester en justice devant les juridictions de la République du Bénin", car ce terme « juridictions » inclut les tribunaux et les cours.

**Article 17 :**

(1) - A la 1<sup>ère</sup> ligne,

Mettre une virgule après le verbe "exercer".

A la 2<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après "République du Bénin".

(2) Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de :** " ...pour lui permettre d'effectivement exercer les fonctions ..."

**Ecrire :** "...pour lui permettre d'exercer effectivement les fonctions...".

**Article 19 :**

(1) A la 3<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de ....** "Dès lors qu'elle sont prises..."

**Ecrire ...** "dès lors qu'elles sont prises.

**Article 20 :**

**Au lieu de :** "Le gouvernement prend les mesures nécessaires...ou qu'il considère nécessaire pour apporter ..."

**Ecrire :** "Le gouvernement prend les mesures nécessaires...ou qu'il considère nécessaires pour apporter ...".

**Article 23 :**

(1) Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de :** " ...Elle est formée par la Société et indique le nom de ses administrateurs et dirigeants et est accompagnée des pièces ..."

**Ecrire :** " ...Elle est formée par la Société et indique le nom de ses administrateurs et dirigeants ; elle est accompagnée des pièces ...".

(2) A la 2<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** "...prévue aux termes du Contrat"

**Ecrire :** "...prévue au Contrat".

**Article 24 :** Reformuler l'intitulé de cet article.

**Au lieu de :** "Délivrance du Permis de Transport sous conditions"

**Ecrire :** "Conditions de Délivrance du Permis de Transport".

**Article 28 :**(b) A la 1<sup>ère</sup> ligne,

Commencer ce sous-paragraphe par une lettre minuscule.

Mettre une virgule à la place de la conjonction de coordination "et" après le verbe "entretenir".

A la 2<sup>ème</sup> ligne,

Supprimer "et" après "exploiter". Ensuite, au lieu de : « généralement utiliser », écrire : « utiliser généralement ».

(c) Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes,**Au lieu de :** "...pour la construction, maintenance ou exploitation du Réseau de Gazoduc..."**Ecrire :** "...pour la construction, la maintenance ou l'exploitation du Réseau de Gazoduc..."(d) A la 3<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après "l'Emprise" et une seconde virgule après "supplémentaire".

(e) A la 2<sup>ème</sup> ligne,

Faire la même correction que celle ci-dessus.

(f) A la 1<sup>ère</sup> ligne,**Au lieu de :** " le droit d'utiliser, d'aménager et le cas échéant dévier les eaux souterraines ..."**Ecrire :** « le droit d'utiliser, d'aménager et le cas échéant de dévier les eaux souterraines ...".A la 2<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après "Emprise".

A la 3<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après "supplémentaire".

(g) A la 1<sup>ère</sup> ligne,**Au lieu de :** " le droit de franchir ou empiéter ..."**Ecrire :** " le droit de franchir ou d'empiéter ...".(h) **Au lieu de :** "le droit d'entreprendre tous les travaux de défrichement de corridor, nivellement ou terrassement,.... de forage dirigé, de tunnelage, l'édification de ponts temporaires, le creusement de tranchée et en général tous les travaux d'aménagement nécessaire à la construction, exploitation ou maintenance du Réseau de Gazoduc ;"**Ecrire :** "le droit d'entreprendre tous les travaux de défrichement de corridor, de nivellement ou de terrassement,.... de forage dirigé, de tunnelage, d'édification de ponts temporaires, de creusement de tranchée et en général tous

les travaux d'aménagement nécessaires à la construction, à l'exploitation ou à la maintenance du Réseau de Gazoduc ;".

(j) Aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes :

**Au lieu de :** "...sont nécessaires à la construction, réparation, maintenance ou remplacement de tout ou partie du Réseau de Gazoduc ;"

**Ecrire :** " ...sont nécessaires à la construction, à la réparation, à la maintenance ou au remplacement de tout ou partie du Réseau de Gazoduc ;

(k)

(i) **Au lieu de :** "accéder ou occuper la zone dans laquelle se déroule les Travaux de construction..."

**Ecrire :** "accéder ou occuper la zone dans laquelle se déroulent les travaux de construction..."

(ii) A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de :** "engager de travaux..."

**Ecrire :** " engager des travaux..."

A la 2<sup>ème</sup> ligne,

Mettre une virgule après "protection".

Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de :** "...nuire à la construction, aux essais, la mise en service, l'exploitation ou la maintenance du Réseau de Gazoduc. "

**Ecrire :** "... nuire à la construction, aux essais, à la mise en service, à l'exploitation ou à la maintenance du Réseau de Gazoduc ".

**Article 30 :**

(6) A la 4<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** « .....d'élément satisfaisant au soutien de sa contestation... »

**Ecrire :** « .....d'éléments satisfaisants au soutien de sa contestation... ».

(7) **Au lieu de :** « Si le Ministre Compétent décide d'ordonner, la suspension ou la révocation du Permis de Transport, le Ministre Compétent prend par voie d'arrêté et après avis conforme de l'Autorité du GAO, une décision motivée de suspension ou de révocation du Permis de Transport. L'arrêté de suspension ou de révocation du Permis de Transport est notifiée au titulaire du Permis de Transport.... »

**Ecrire :** "...Si le Ministre Compétent décide d'ordonner, la suspension ou la révocation du Permis de Transport, il prend par voie d'arrêté, et après avis conforme de l'Autorité du GAO, une décision motivée de suspension ou de

révocation du Permis de Transport. L'arrêté de suspension ou de révocation du Permis de Transport est notifié au titulaire du Permis de Transport.....".

(9) De la 2ème à la 3ème ligne :

**Au lieu de** : "...La décision rendue au terme de ladite Procédure de Règlement des Litiges s'imposera au Ministre Compétent"

**Ecrire** : "...La décision rendue au terme de ladite procédure s'imposera au Ministre Compétent".

**Article 33** :

(b) **Au lieu de** : "engager de travaux, de carottage ou d'excavations sur ou sous la zone de protection ou sur l'Emprise qui sont susceptibles de nuire à la construction, aux essais, la mise en service, l'exploitation ou la maintenance du Réseau de Gazoduc"

**Ecrire** : "engager des travaux de carottage ou d'excavations sur ou sous la zone de protection ou sur l'Emprise, qui sont susceptibles de nuire à la construction, aux essais, à la mise en service, à l'exploitation ou à la maintenance du Réseau de Gazoduc".

**Article 35** :

A la 4<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "Bénin".

**Article 36** :

Dans l'intitulé de cet article,

**Au lieu de** : "... : autre personnes"

**Ecrire** : "... : autres personnes".

A la 4ème ligne : mettre une virgule après "Bénin".

**Article 37** :

A la 2<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de** : "...conformément à l'Art. 101 de la Constitution"...

**Ecrire** : "conformément à l'article 101 de la Constitution du 11-décembre-1990"...

A la 3<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "levée".

## CHAPITRE V : LE REGLEMENT DU GAO

**Article 40** :

(3) A la 1ère ligne :

Supprimer les virgules après "comprendra" et "notamment".

## CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS EN MATIERE DOMANIALE ET IMMOBILIERE

### Section 1ère

Cette section qui est d'ailleurs unique a le même intitulé que son chapitre ; il convient de la supprimer.

#### Article 48 :

(2) A la 1<sup>ère</sup> ligne

**Au lieu de :** "L'Etat et les collectivités territoriales s'engagent à maintenir l'affectation de l'Emprise pendant toute la durée du Permis de Transport"

**Ecrire :** "L'Etat et les collectivités territoriales maintiennent l'affectation de l'Emprise pendant toute la durée du Permis de Transport".

Car l'Etat et les collectivités territoriales ne peuvent pas s'engager dans un texte de loi.

#### Article 49 :

(1) A la 4<sup>ème</sup> ligne, au lieu de "comme étant nécessaires à la pose, construction, exploitation et maintenance..."

**Ecrire :** "comme étant nécessaires à la pose, à la construction, à l'exploitation et à la maintenance..."

(2) A la 2<sup>ème</sup> ligne, au lieu de : "...l'ensemble des occupations, usages, destinations et affectations prévues..."

**Ecrire :** "...l'ensemble des occupations, des usages, des destinations et des affectations prévus..."

(3) Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes, au lieu de : "...en cas de suspension, révocation ou modification du Permis de Transport, et dans les conditions applicables à la suspension, révocation ou modification du Permis de Transport..."

**Ecrire :** "... en cas de suspension, de révocation ou de modification du Permis de Transport et dans les conditions applicables à la suspension, à la révocation ou à la modification du Permis de Transport .... "

#### Article 50 :

(3) A la 1<sup>ère</sup> ligne :

**Au lieu de :** "...les actions prévues au § 1 ci-dessus ..."

**Ecrire :** "...les actions prévues au paragraphe (1) ci-dessus..."

**Article 51 :**

(1) **Au lieu de :** "Les parcelles relevant du domaine privé de l'Etat du Bénin ou de ses collectivités locales identifiées...comme étant nécessaire à la pose, construction, exploitation et maintenance du Réseau de Gazoduc font l'objet..."

**Ecrire :** "Les parcelles relevant du domaine privé de l'Etat du Bénin ou de ses collectivités locales, identifiées...comme étant nécessaires à la pose, à la construction, à l'exploitation et à la maintenance du Réseau de Gazoduc, font l'objet..."

(2) **Au lieu de :** "Le Permis de Transport constitue, pour les parcelles concernées, servitude d'utilité publique. La servitude d'utilité publique reste en vigueur pour une durée égale à la durée du Permis de Transport. La servitude d'utilité publique ne comporte aucune charge ou condition incompatible avec le Contrat"

**Ecrire :** "Le Permis de Transport emporte, pour les parcelles concernées, servitude d'utilité publique. Celle-ci reste en vigueur pour une durée égale à la durée du Permis de Transport. La servitude d'utilité publique ne comporte aucune charge, ni condition incompatibles avec le Contrat".

La reformulation de l'article ci-dessus est suggérée pour plus de clarté.

**Article 52 :**

(3) (c) Aux 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de :** "...l'indemnité d'expropriation fixé par le juge judiciaire compétent..."

**Ecrire :** "...l'indemnité d'expropriation fixée par le juge judiciaire compétent..."

(4) A la 1<sup>ère</sup> ligne, **au lieu de :** "...ses ayants droits..."

**Ecrire :** "...ses ayants droit..."et en tenir compte dans tout le texte :

**CHAPITRE IX : STABILITE****Article 53 : *Stabilité du Régime Fiscal Harmonisé***

"Le Gouvernement est tenu de veiller au respect du Traité du GAO, de la présente loi et du Contrat par toutes les Autorités Administratives sous son contrôle pendant toute la durée du Contrat".

**N.B :** Le titre de cet article ne semble pas correspondre à son contenu. Il convient de veiller à harmoniser le titre de l'article avec son contenu.

## CHAPITRE X : ENVIRONNEMENT

### Article 54 :

(1) "La Société, ses Actionnaires, ses Affiliées, les Entreprises du Projet et les établissements de crédit ou institutions financières ayant participé au financement du Projet ne sont pas responsables des dommages causés à l'environnement qui ne sont pas directement la conséquence de l'exercice des Activités liées au Projet".

**N.B. :** Tel que libellé, cet article constitue une trop grande protection pour la Société au détriment de l'intérêt général des Etats. En supprimant l'adverbe "directement", on laisserait le soin aux parties de se défendre devant les tribunaux car il peut résulter des dommages indirects à l'environnement par l'exercice des Activités liées au Projet. Dans cette optique, reformuler le paragraphe (1) ci-dessus comme suit :

" La Société, ses Actionnaires, ses Affiliées, les Entreprises du Projet et les établissements de crédit ou institutions financières ayant participé au financement du Projet ne sont pas responsables des dommages causés à l'environnement qui ne sont pas la conséquence de l'exercice des Activités liées au Projet".

(2) **Au lieu de :** « Tout dommage à l'environnement ou toute autre situation de fait... sont réputés avoir existé avant le début des Activités liées au Projet et ne pas avoir été causé par elles. »

**Ecrire :** « Tout dommage à l'environnement ou toute autre situation de fait...sont réputés avoir existé avant le début des Activités liées au Projet et ne pas avoir été causés par elles ».

### Article 55 :

**Au lieu de :** "Les Acheteurs, Vendeurs ou Chargeurs ne pourront être tenus pour responsables des dommages à l'environnement que dans la mesure où ils résulteraient exclusivement de leurs propres activités"

**Ecrire :** "Les Acheteurs, Vendeurs ou Chargeurs ne pourront être tenus pour responsables des dommages à l'environnement que dans la mesure où ils résulteraient de leurs propres activités".

La suppression de l'adverbe "exclusivement" est proposée dans la reformulation ci-dessus de l'article 55 pour le même motif que celui évoqué à l'article 53 pour la suppression de l'adverbe "directement".

## CHAPITRE XI : DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 58 :

A la 1<sup>ère</sup> ligne : supprimer le numéro (1) au début de ce paragraphe, car cet article ne contient pas un paragraphe (2).

Commencer par une lettre minuscule le début des sous paragraphes (a) et (b).

(b) A la 2<sup>ème</sup> ligne, Au lieu de : "...afin de décider, imposer, exiger ou faire valoir..."

**Ecrire** : "...afin de décider, d'imposer, d'exiger ou de faire valoir..."

(b) (i x) A la 2<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de** : « ...au delà... »

**Ecrire** : « ...au-delà ...».

(b) (x ii) Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de** : "...si le Ministère de l'Energie estime..."

**Ecrire** : "...si le Ministère en charge de l'énergie estime..." et l'harmoniser dans tout le texte".

### Article 59 :

(1) Aux 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes :

**Au lieu de** : "Sous réserve du paragraphe 2 ci-après, aucune des circonstances suivantes ne sera de nature à constituer une infraction à l'Ordonnance n.20/PR/MFAEP du 5 juillet 1967 portant réglementation des prix et stocks en République du Bénin et de la loi n.90-005 ..."

**Ecrire** : Sous réserve "des dispositions du paragraphe 2 ci-après, aucune des circonstances suivantes ne sera de nature à constituer une infraction à l'Ordonnance n.20/PR/MFAEP du 5 juillet 1967 portant réglementation des prix et stocks en République du Bénin et de la loi n.90-005 ...".

A la 5<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de** : "...toute autre lois..."

**Ecrire** : "...toute autre loi...".

### Article 61 :

Aux 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de** : "...pourront souscrire, dans la République du Bénin..."

**Ecrire** : "...pourront souscrire, en République du Bénin...".

## CHAPITRE XII : DEROGATIONS, NON APPLICATION DE LOIS EXISTANTES ET DISPOSITIONS FINALES

### Article 62 :

(1) (a) A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de :** "... (Ordonnance n.73-33 du 13 avril 1973 et Ordonnance n. 73-34 du 13 avril 1973) ;"

**Ecrire :** "... (Ordonnance n°73-33 du 13 avril 1973 et Ordonnance n° 73-34 du 13 avril 1973) ;".

En tenir compte dans le reste du texte.

(c) **Au lieu de :** "l'Art. 26 du Code du Travail ; "

**Ecrire :** l'Article 26 du Code du Travail du 27 janvier 1998 ; "

(d) **Au lieu de :** "Décret portant modalité d'importation et de distribution des produits pétroliers et de leurs dérivés n 95-139 du 03 mai 1995" ;

**Ecrire :** "Décret n° 95-139 du 03 mai 1995 portant modalité d'importation et de distribution des produits pétroliers et de leurs dérivés".

(f) **Au lieu de :** "...exercice des activités du Commerce en République du Bénin"

**Ecrire :** "exercice des activités de Commerce en République du Bénin.

(2) A la 2<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** "...dès lors qu'elles sont irréconciliables avec lui ou la présente loi. "

**Ecrire :** "... dès lors qu'elles sont incompatibles avec ledit projet ou la présente loi. "

### Article 63 :

Dans l'intitulé de cet article,

**Au lieu de :** "Dispositions Finales"

**Ecrire :** "Disposition Finale", car il n'y a qu'une seule disposition finale.

## ANNEXE

REGIME FISCAL HARMONISE

**Section 1 :** mettre SECTION Première ou SECTION 1<sup>ère</sup>

**Article 1 :** Ecrire Article 1<sup>er</sup>

*. Administrations Fiscales (ou Administration Fiscale) :*

- (a) **Au lieu de** : "au Bénin, la Direction Générale des Impôts"  
**Ecrire** : "au Bénin, la Direction Générale des Impôts et des Domaines".
- (b) (ii) **Au lieu de** : "en matière de droits de douane et accises..."  
**Ecrire** : "en matière de droits de douane et d'accises..."
- (c) (i) **Au lieu de** : "en matière d'Impôt sur le Revenu (et/ou sur le Bénéfice)..."  
**Ecrire** : "en matière d'Impôt sur le Revenu (et/ou sur les Bénéfices)..."

Mettre entre guillemets la dénomination anglaise des Administrations Fiscales au point (b) (i), (ii) et (iii) et au point (c) (i) et (ii).

- (d) A la 2<sup>ème</sup> ligne, **Au lieu de** : "oules services administratifs..."  
**Ecrire** : "ou les services administratifs..."

#### . **Charge de Capacité**

A la 1<sup>ère</sup> ligne, supprimer « désigne » (*Veillez à la suppression des verbes conjugués dans la définition des termes comme cela a été déjà souligné dans la partie générale du projet de loi uniforme avant l'annexe.*)

- A la 3<sup>ème</sup> ligne, **Au lieu de** : « ...à disposition des utilisateurs... »  
**Ecrire** : « ...à la disposition des utilisateurs... ».

#### . **Décision Finale d'Investissement**

Mettre une virgule après « Décision Finale d'Investissement ».

#### . **Dépenses**

Supprimer le « a » de la définition de « Dépenses ».

#### . **Dépenses de Construction**

- (a) Mettre une virgule après "mer".
- (f) **Au lieu de** : "l'assurance et le contrôle qualité"  
**Ecrire** : "l'assurance et le contrôle de qualité".

#### . **Dépenses d'Acquisition d'Eléments d'Actif Immobilisé**

- Au lieu de** : "Dépenses d'Acquisition d'Eléments d'Actif Immobilisé..."  
**Ecrire** : "Dépenses d'Acquisition d'Eléments d'Actif Immobilisé..."

Mettre « l' » avant « article 7 (9) ».

#### . **Exercice fiscal**

Mettre une virgule après "fiscal".

### . Impôt ou Impôts.

A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après la parenthèse et avant le mot "retenues".

A la 3<sup>ème</sup> ligne, mettre un "s" à "payable".

A la 4<sup>ème</sup> ligne, mettre un "s" à "imposé".

### . Impôts Mineurs

A la 2<sup>ème</sup> ligne, **Au lieu de** : "impôt sur le Revenu.."

**Ecrire** : "impôt sur le revenu...".

### . Impôts sur les Bénéfices.

**Au lieu de** : "...les résultats nets de la Sociétés..."

**Ecrire** : "...les résultats nets de la Société....".

### . Lois fiscales.

A la 1<sup>ère</sup> ligne, enlever la virgule après "lois".

Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de** : ".... (y compris, dans la mesure où elle s'applique, la présente loi)"

**Ecrire** : "...(y compris dans la mesure où s'applique la présente loi)."

### . Notification

**Au lieu de** : « ...suivant le cas à Art 29 (1) ou Art 29 (2)... »

**Ecrire** : « .....suivant le cas à l'Article 29 (1) ou à l'article 29 (2)... ». En tenir compte dans le reste du texte.

### . Produit

**Au lieu de** : "...les produits d'exploitation et revenus de la Société..."

**Ecrire** : "...les produits d'exploitation et les revenus de la société..."

### . Régularisation

**Au lieu de** : "la régularisation des acomptes visés à l'Art 11 (4)..."

**Ecrire** : "la régularisation des acomptes visée à l'article 11 (4)..."

### . Services capitalisables

**Au lieu de** : "les prestations de services visés à l'Art 7 (11)..."

**Écrire** : "les prestations de services visées à l'article 7 (11)..."

### . Tarif

Mettre une virgule après « Tarif » et supprimer le verbe « désigne ».

• TVA

• Mettre un point final après « la présente Annexe » pour constater la fin l'article 1<sup>er</sup> et non un point virgule.

**Article 2 :**

(1) A la 1<sup>ère</sup> ligne, écrire : « Section » avec « s » et harmoniser au niveau de l'Annexe relative au Régime Fiscal Harmonisé.

A la 4<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "succursale de la Société".

(2) A la 1<sup>ère</sup> ligne, remplacer "et" par "ou", à cause du sens du reste du paragraphe.

. Aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de :** « ...cette dernière sera en conséquence imposé... »

**Ecrire :** "cette dernière sera en conséquence imposée..."

. A la 6<sup>ème</sup> ligne, mettre un trait d'union entre "celles ci" et entre "elle même".

(3) A la 3<sup>ème</sup> ligne, **Au lieu de :** «... en vigueur dans la République du Bénin... »

**Ecrire :** « ...en vigueur en République du Bénin... »

Mettre une virgule après « la République du Bénin ».

**Article 3 :**

(2) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "ci-dessus".

A la 3<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "la présente section".

(4) **Au lieu de :** "Si l'une quelconque des Sociétés du GAO participe à une action...dont il est établi que le principal objectif est d'obtenir une exonération..., ou lui permette d'échapper à cet impôt..., la quotité de l'exonération...dont la Société pourra effectivement bénéficier sera limitée à celui résultant de sa situation..."

**Ecrire :** "Si l'une quelconque des sociétés du GAO participe à une action...dont il est établi que le principal objectif est d'obtenir une exonération ..., ou de lui permettre d'échapper à cet impôt..., la quotité de l'exonération...dont la Société pourra effectivement bénéficier sera limitée à celle résultant de sa situation..."

**Article 4 :**

(1) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "l'obligation d'acquitter".

A la 8<sup>ème</sup> ligne, supprimer la particule "de" pour une meilleure compréhension de la phrase et mettre une virgule après « et ce ».

(2) (a) (ii) A la 7<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "Annexe".

(a) (v) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre un point virgule après "Annexe".

(b) Commencer ce sous-paragraphe par une lettre minuscule.

A la 7<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "cité".

A la 9<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "demande d'option".

(d) (i) Mettre une virgule après "ci-dessus".

(ii) A la 4<sup>ème</sup> ligne, enlever le point virgule après "le Tribunal" et mettre une virgule.

### **Article 5 :**

Mettre l'article en une seule phrase, il pourrait se présenter comme suit :

« Le Résultat Imposable de la Société au Bénin est égal à la différence entre les Produits Imposables du GAO et la somme :

a. ....

b. ....

c. ...., à raison de ..... considéré ».

### **Article 6 :**

(1) (a) au 5<sup>ème</sup> tiret, aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de :** "d'installations, de matériels, outillages, équipements ou fournitures"

**Ecrire :** "...d'installations, de matériels, d'outillages, d'équipements ou de fournitures".

(2) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "est constitué" et après "Exercice Fiscal".

(a),(b)et (c) : mettre un point-virgule après chaque paragraphe et « l' » au niveau de "état global" dans le paragraphe (d).

(3) . Commencer par une lettre minuscule les sous-paragraphe (a) et (b).

(d) A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de :** "toute créance acquise par la Société..., ou du par ces derniers..."

**Ecrire :** "toute créance acquise par la société..., ou due par ces derniers..." :

(4) A la 13<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "principes comptables".

. A la 14<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "apparentées".

(5)<sup>(a)</sup> (i) A la 3<sup>ème</sup> ligne, parenthèse ouverte après "70/30, " mais non fermée jusqu'à la fin du sous-paragraphe. La fermer après le mot « constatés » et mettre deux points.

(i) Au 1<sup>er</sup> tiret, à la 2<sup>ème</sup> ligne, au lieu de : "desIntérêts"

**Ecrire** : "des Intérêts". Autrement dit espacer l'article "des" et le mot "Intérêts".

Au 2<sup>ème</sup> tiret, à la 2<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de** : « .... le montant de la Intérêts.. »

**Ecrire** : « ...le montant des Intérêts.... ».

(ii) A la 10<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « qu'il précède ».

(iii) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre un point virgule après « de la Société ».

(e) **Au lieu de** : "toute Dépense déjà prises en compte..."

**Ecrire** : "toute Dépense déjà prise en compte".

(j) **Au lieu de** : "toute dépréciation ou amortissement d'élément d'actif immobilisé enregistrée sur le plan comptable"

**Ecrire** : "toute dépréciation ou tout amortissement d'élément d'actif immobilisé enregistré sur le plan comptable".

**NB** : Reprendre la numérotation des sous-titres en les faisant correspondre à un chiffre. Cela donnerait comme sous-titre :

- (1) Produits et Dépenses
- (2) Produits Imposables du GAO
- (3) Le terme "Produits Imposables du GAO" n'inclut pas :
- (4) Dépenses Déductibles
- (5) Dépenses Non Déductibles

**Article 7 :**

(2) A la 8<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "imputation".

(c) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "l'Art 6 (5) (k).

A la 4<sup>ème</sup> ligne, **Au lieu de** : « ...les Dépenses visées au (b) et (c)... ».

**Ecrire** : « ...les Dépenses visées aux (b) et (c)... ».

A la 5<sup>ème</sup> ligne, mettre un point final après (a).

(4) A la 2<sup>ème</sup> ligne :

- Mettre une virgule après "Obligations Fiscales de la Société".

- Après "sera ajusté", aller à la ligne en créant un sous paragraphe (i) commençant par « ...en y incorporant... ».

*A la 5<sup>ème</sup> ligne*, après "des Obligations Fiscales de la Société), aller à la ligne en créant un second sous paragraphe (ii) commençant par "en retranchant le montant...".

(5) *A la 6<sup>ème</sup> ligne*, mettre une virgule après « durant l'exercice) ».

(8) *A la 1<sup>ère</sup> ligne*,

**Au lieu de :** "...Element d'Actif Immobilisé" ...

**Ecrire :** « ...Elément d'Actif Immobilisé... ». En tenir compte dans le reste du texte.

(9) *A la 1<sup>ère</sup> ligne*, mettre deux points après "désigne".

(a) **Au lieu de :** "le coût d'acquisition, d'amélioration ou rénovation de toute immobilisation...".

**Ecrire :** "le coût d'acquisition, d'amélioration ou de rénovation de toute immobilisation...".

(b) *A la 1<sup>ère</sup> ligne*, mettre une virgule après « Services Capitalisables ».

(12) *A la 2<sup>ème</sup> ligne*, mettre un "s" au mot "Elément".

(13) *A la 4<sup>ème</sup> ligne*, aller à la ligne après « intervenu » et créer un point (14) commençant par « Le terme Montant des Produits de Cession... ».

#### **Article 8 :**

(3) *A la 2<sup>ème</sup> ligne*, **Au lieu de :** « ...c'est à dire... »

**Ecrire :** "...c'est-à-dire..." et mettre une virgule après « dudit exercice »

(4) *A la 1<sup>ère</sup> ligne*, mettre au pluriel le mot "Eléments".

#### **Article 9 :**

(3) *A la 3<sup>ème</sup> ligne*, mettre une virgule avant "son calcul".

(4) *A la 1<sup>ère</sup> ligne*, mettre une virgule après "la Société".

*A la 2<sup>ème</sup> ligne*, mettre une virgule après "suivant" et après "et ce".

(7) *A la 1<sup>ère</sup> ligne*, mettre une virgule après "procédure".

(9) *A la 5<sup>ème</sup> ligne*,

**Au lieu de :** "...sous réserve cependant que : "

**Ecrire :** "sous réserve que :".

**Ecrire** : "sous réserve que :".

(13) A la 1<sup>ère</sup> ligne, après "résultat fiscal", pour une meilleure lecture du texte, aller à la ligne en créant un sous-paragraphe (i) commençant par "retraceront les produits imposables...".

A la 3<sup>ème</sup> ligne, après "...concerné" aller à la ligne en créant un sous-paragraphe (ii) commençant par "établiront la répartition...".

A la 6<sup>ème</sup> ligne, après "ci-dessus", aller à la ligne en créant un sous-paragraphe (iii) commençant par "établiront le montant...".

(16) A la 2<sup>ème</sup> ligne, supprimer la virgule après "GAO" et la mettre après "établissent".

A la 3<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "Déclarations".

A la 4<sup>ème</sup> ligne, après "Ce document retrace," aller à la ligne en créant un sous-paragraphe (i) commençant par "la détermination du...".

A la 6<sup>ème</sup> ligne, après "fiscal", aller à la ligne en créant un autre sous-paragraphe commençant par "l'impôt sur les bénéfices...".

A la 8<sup>ème</sup> ligne, aller à la ligne après « Annexe » et écrire « d'ensemble » avec « E ».

(17) A la 3<sup>ème</sup> ligne, **Au lieu** "...quatre vingt dix..."

**Ecrire** "...quatre-vingt-dix...". Même remarque à la fin de la 10<sup>è</sup> ligne.

A la 10<sup>ème</sup> ligne, après "...dates suivantes...:" aller à la ligne en créant un sous-paragraphe (a) commençant par "soit à l'issue des quatre-vingt-dix jours...".

A la 11<sup>ème</sup> ligne, après "date limite de dépôt", aller à la ligne en créant un autre sous-paragraphe (b) commençant par "soit trente jours...".

(18) A la 2<sup>ème</sup> ligne, il est écrit : « ....dispositions des articles 52(5) 52(7) ci-dessus... ».

Il convient de vérifier ce renvoi, car dans le texte transmis et étudié, l'article 52 ne comporte que trois (3) points.

A la 6<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "hypothèse".

A la 13<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « lieu » et une autre après « examen » à la ligne suivante.

A la 15<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « correspondant ».

(23) A la 4<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "et ce".

(d) A la 2<sup>ème</sup> ligne, écrire après « tout prêt, » « toute créance ou tout compte ».

A la 3<sup>ème</sup> ligne, supprimer la virgule après « membres » et la placer après « entre eux ».

(g) A la 1<sup>ère</sup> ligne, supprimer la virgule après "fournis" dans le groupe de mots "fournis à un membre".

A la 3<sup>ème</sup> ligne, même remarque dans le groupe de mots "fournis à la Société".

(h) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après "consolidé".

A la 2<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** « ...toute opération, transaction ou omission...est réputé... »

**Ecrire :** « ...toute opération, transaction ou omission... est réputée... ».

(i) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après "consolidé".

A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "ci-dessus".

(26) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "par la suite" et supprimer la virgule après le mot "Bénin" dans la phrase "l'Administration Fiscale du Bénin ne peut procéder....".

(27). A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de :** « ...pour le compte de et en qualité d'agent... »

**Ecrire :** « ...pour le compte et en qualité d'agent.. ».

A la 5<sup>ème</sup> ligne, supprimer la virgule après la préposition "à" dans l'expression... est opposable à chacune....".

(28) A la 7<sup>ème</sup> ligne, dans "quatre-vingt dix, " mettre le second trait d'union après "vingt".

(29) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "Fiscales".

A la 3<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** « ..qu'elle qu'en soit la raison... »

**Ecrire :** « ...quelle qu'en soit la raison.... ».

A la 5<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "intervenu".

(3) A la 4<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de** « tout autre dépense exposée »

**Écrire** « toute autre dépense exposée » et mettre une virgule après « dépense exposée ... ».

(6) A la 2<sup>ème</sup> ligne : Ecrire le mot « société » avec un « S » majuscule.

(8) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « précédent ».

(a) A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de** « si le prestataire est un résident du Bénin... »

**Ecrire** : « si le prestataire est un résident au Bénin... ».

(b) A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de** : « si le prestataire n'est pas un résident du Bénin ... »

**Ecrire** : « si le prestataire est un non résident au Bénin ... ».

(9) A la 3<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de** : « résidente du Bénin

**Ecrire** : « ... résidente au Bénin ».

#### **Article 14 :**

(1) A la 4<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de** : « aux activités exercés au Bénin »

**Ecrire** : « aux activités exercées au Bénin ».

(3) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « le Bénin ».

(5) A la 2<sup>ème</sup> ligne, écrire « impôt » avec « I ».

(6) (a) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « entité qui » et à la 2<sup>ème</sup> ligne, écrire « impôt » avec « I ».

(c) A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de** : « lever tout ambiguïté »

**Ecrire** : « ...lever toute ambiguïté... ».

(8) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « établissement stable ».

#### **Article 15 :**

(1) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « la présente section ».

A la 2<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de** : «...les dispositions sont pleinement applicable... »

**Ecrire** : « ...les dispositions sont pleinement applicables.... ».

*A la 3<sup>ème</sup> ligne,*

**Au lieu de** «... tout référence à un Etat... »

**Ecrire** : « ...toute référence à un Etat... ».

(2) (a) *A la 1<sup>ère</sup> ligne,* pour éviter l'utilisation abusive du verbe « s'agir », écrire « que ce soit des biens destinés à constituer ... » en supprimant le « e muet » dans le mot « destinées ».

(4) *A la 3<sup>ème</sup> ligne,* mettre une virgule après « en vigueur ».

(5) *A la 2<sup>ème</sup> ligne,* mettre une virgule après « la Société du GAO ».

*A la 2<sup>ème</sup> ligne,* mettre une virgule après « la Société du GAO ».

*A la 3<sup>ème</sup> ligne,* mettre une virgule après « ci-après) ».

*A la 4<sup>ème</sup> ligne,* toujours,

**Au lieu de** : «... en assumant que ce dernier est tenu de la reverser à l'Etat du Bénin ».

**Ecrire** : « .... en s'assurant que ce dernier est tenu de la reverser à l'Etat du Bénin.... ».

(6) *A la 2<sup>ème</sup> ligne,*

**Au lieu de** : « ...auto liquide la TVA ... »

**Ecrire** : ... « ...liquide elle-même la TVA... ».

(7) *A la 2<sup>ème</sup> ligne,* mettre une virgule après Réseau de Gazoduc... ».

(9) **Au lieu de** : « La vente de Gaz Naturel au Bénin aux fins d'exportation au travers du Réseau de Gazoduc et toute prestation de service accessoire à l'opération de transport de ce gaz rendue au Bénin, sont assujettis dans cet Etat à la TVA au taux zéro »

**Ecrire** : « La vente de gaz naturel au Bénin, aux fins d'exportation au travers du Réseau de Gazoduc, et toute prestation de service accessoire à l'opération de transport de ce gaz rendue au Bénin, sont assujetties dans cet Etat à la TVA au taux zéro ».

(11) *A la 1<sup>ère</sup> ligne,* mettre une virgule après « la présente section ».

*Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes,* **au lieu de** ... « les livraisons de biens sont réputées intervenir à l'endroit où le transfert de propriété de ces biens intervient ».

**Ecrire** : ... « Les livraisons de biens sont réputées effectuées (ou intervenues) à l'endroit où le transfert de propriété de ces biens a lieu ».

**Article 16 :**(1) A la 4<sup>ème</sup> ligne,**Au lieu de :** « ...conformément aux deux Art 17 (1) et Art (17) 2 »**Ecrire :** « ... conformément à l'article 17(1) et à l'article 17 (2) ». En tenir compte dans le reste du texte.(2) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « TVA ».(3) A la 4<sup>ème</sup> ligne, au lieu de «... dans les 30 jours.... »**Ecrire :** ...dans les trente (30) jours... ». En tenir compte dans le reste du texte.(5) A la 5<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « et ce ».A la 3<sup>ème</sup> ligne,**Au lieu de :** « ....dans ce même Etat du Bénin »**Ecrire :** « ....dans ce même Etat ».**ARTICLE 17 :**(1) A la 6<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « Par suite ».A la 7<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « au Bénin ».(2) A la 4<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « présent article ».(b) **Au lieu de :** « la livraison de biens... »**Ecrire :** « les livraisons de biens... » en vue d'harmoniser le début de ce sous-paragraphe avec le précédent.**Article 18 :**(1) A la 2<sup>ème</sup> ligne, Aller à la ligne à partir de « Pour les besoins .... ».(2) (a) A la 1<sup>ère</sup> ligne,**Au lieu de** « ...biens destinées à ... »**Ecrire :** « ...biens destinés à ... ».A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre la particule « des » devant « équipements », « machines », « outillages » et « matériaux ».(5) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre l'article « les » devant « droits de timbre ».

**Article 19 :**

A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de :** « Seul l'Impôt sur les bénéfices ... n'est exigible de la Société ... »

**Ecrire :** « Seul l'impôt sur les bénéfices ... est exigible... de la société... ».

A la 4<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de** « ...l'Impôt sur les bénéfices susvisés est ... »

**Ecrire :** « ...l'Impôt sur les bénéfices susvisé est ... ».

**Article 22 :**

A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « l'article 6 du Contrat ».

**Article 23 :**

(3) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « qualifiés de Mineurs ».

A la 3<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « par écrit ».

A la 4<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « locale » et supprimer la virgule après « en cause ».

Aux 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de :** « ...rembourser cet excédent dans les 30 jours qui suivent ceux d'une telle notification ... »

**Ecrire :** « ...rembourser cet excédent dans les trente (30) jours qui suivent une telle notification... ».

(5) A la 5<sup>ème</sup> ligne, mettre un accent grave sur "a" (...à cet instant...) et une virgule après "et ce ".

(6) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « ci-avant ».

**Article 25 :**

Dans l'intitulé de cet article, mettre un accent aigu sur le "e" de « Non Dclaration ».

(1) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « peut ».

A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « Société ».

(3) **A u lieu de** : « période de 12 mois .... »

**Ecrire :** « période de douze (12) mois... ».

**N.B. :** En tenir compte dans le reste du texte, en écrivant les nombres en lettres avant de les mettre en chiffres, entre parenthèses.

(4) **Au lieu de :** « La pénalité supplémentaire visée au paragraphe précédent est égale à 20 % du montant de l'Impôt finalement liquidé et exigible au titre de l'Exercice Fiscal concerné au titre duquel la Société n'a pas respecté ses obligations déclaratives (et sous déduction des acomptes versés à cet égard dans le cadre de l'Art. 11(2) susvisé, c'est-à-dire ceux versés au titre de l'Exercice Fiscal au titre duquel la déclaration de bénéfices aurait dû être souscrite) ».

Pour faciliter la compréhension, reformuler comme suit :

**Ecrire :** « La pénalité supplémentaire visée au paragraphe précédent est égale à 20 % du montant de l'Impôt finalement liquidé et exigible au titre de l'Exercice Fiscal concerné pour lequel la Société n'a pas respecté ses obligations déclaratives (et sous déduction des acomptes versés à cet égard dans le cadre de l'Article 11(2) susvisé, c'est-à-dire ceux versés au titre de l'Exercice Fiscal pour lequel la déclaration de bénéfices aurait dû être souscrite) ».

(5) Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes,

**Au lieu de :** « ...conformément aux Art. 9 (16), Art. 9 (18) ou Art. 9 (19) ...»

**Ecrire :** « ...conformément aux Article 9 (16), Article 9(18) ou à l'Article 9 (19) ...».

A la 4<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** «.... dans le cadre des Art. 9(18), Art. 9 (28) ou Art. 9 (29)... »

**Ecrire :** «.... dans le cadre des Article 9(18), Article 9 (28) ou de l'Article 9 (29)... ».

**N.B. :** En tenir compte dans le reste du texte.

## **Article 26 :**

(1) A la 1<sup>ère</sup> ligne : dans l'expression « pénalités de Mauvaise foi », écrire les mots « pénalités » et « foi » avec des initiales majuscules pour les harmoniser avec le reste du texte.

(3) A la 4<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** « l'Article 25 (4) sus-visé ... »

**Ecrire :** « l'Article 25 (4) susvisé... ».

En tenir compte dans le reste du texte.

A la 5<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « mauvaise foi ... ».

(3) A la 5<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « omission... ».

(4) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « ci-dessous ».

A la 3<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** «...ces mêmes erreurs ou omission... »

**Ecrire :** « ces mêmes erreurs ou omissions... ».

(5) Aux 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de :** « ... la différence d'impôt sur les bénéfiques entre celui dû sur la base finalement imposable ... et celle initialement déclarée à l'Etat du Bénin »

**Ecrire :** « ... la différence d'Impôt sur les Bénéfiques entre celui dû sur la base finalement imposable ... et celui initialement déclaré à l'Etat du Bénin ».

### Article 27 :

(1) A la 2<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** « propres à justifier des énonciations de ses Déclarations ...

**Ecrire :** « propres à justifier les énonciations de ses déclarations... ».

### Article 28 :

(1) A la 2<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** « ...en cas de déclaration tardive or de non- déclaration de T.V.A..... »

**Ecrire :** « ...en cas de déclaration tardive ou de non- déclaration de T.V.A..... ».

### Article 29 :

(1) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre un « s » à la fin du qualificatif » « Supplémentaire ».

Aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de :** « ... une notification écrite par l'Administration Fiscale (la Notification) dans un délai de six ans à partir de la date limite de dépôt de la déclaration concernée »

**Ecrire** « ... une notification écrite par l'administration fiscale, dans un délai de six (6) mois à partir de la date limite du dépôt de la déclaration concernée ».

**NB :** Proposons le délai de six (6) mois pour les pénalités forfaitaires comme pour les pénalités de TVA, car le délai de six ans contenu dans ce paragraphe semble une erreur.

## SECTION 7 RECOURS

Supprimer, sous cette section 7, l'intitulé : « Droit de Recours devant la Commission de Révision Fiscale. » qui est de trop dans la mesure où l'article 30 qui suit le reprend.

### Article 30 :

**NB** : Dans l'intitulé de cet article, il y a deux fois le qualificatif « Fiscale ». En supprimer un.

- (1) A la 6<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « régime fiscal harmonisé ».  
De la 7<sup>ème</sup> à la dixième ligne,

**Il est écrit** : « Cette compétence s'étend également à l'examen des litiges concernant l'application de la législation interne du Bénin qui se trouve modifiée par l'entrée en vigueur du Régime Fiscal Harmonisé, de même qu'aux litiges concernant les dispositions spécifiques de la présente Section 7 ».

Mais il y a lieu de relever que la législation du Bénin n'a pas été modifiée en la matière. Il s'agit simplement d'un régime juridique et fiscal harmonisé entre les Etats signataires pour permettre l'exécution du Projet de Gazoduc. Aussi convient-il de reprendre la phrase comme ci-dessous proposée :

« Cette compétence s'étend également à l'examen des litiges concernant l'application de la législation interne du Bénin de même qu'aux litiges concernant les dispositions spécifiques de la présente Section 7 ».

- (2) A la 1<sup>ère</sup> ligne  
**Au lieu de** « Si une Société du GAO ou autre Personne Assujettie »  
**Ecrire** « Si une société du GAO ou une autre personne assujettie ».

A la 2<sup>ème</sup> ligne,  
**Au lieu de** : «... par une décision, action ou absence d'action... »  
**Ecrire** «... par une décision, une action ou l'absence d'action... ».

A la 4<sup>ème</sup> ligne,  
**Au lieu de** : « ...cette Société ou personne a le droit... »  
**Ecrire** : «... cette société ou la personne a le droit... ».

Dans le second paragraphe du point (2)

**Au lieu de** : « Le droit de recours et d'appel de cette même section 7 s'exerce en toutes matières couvertes par le Régime Fiscal Harmonisé de même

qu'aux questions relatives à la législation en vigueur au Bénin qui se trouve modifiée par les dispositions de ce même Régime Fiscal Harmonisé »

**Ecrire** : « Le droit de recours et d'appel de cette même section 7 s'exerce en toutes matières couvertes par le Régime Fiscal Harmonisé de même qu'aux questions relatives à la législation en vigueur au Bénin ».

**NB** : la suppression de la proposition relative « ... qui se trouve modifiée par les dispositions de ce même Régime Fiscal Harmonisé » se justifie par le même motif que celui évoqué au point (1) précédent, à savoir la législation du Bénin n'a pas été modifiée.

(5) (b) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « n'applique pas » et après « elle ».

(6) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « recevable ».  
Mettre un point-virgule à la fin des sous-paragraphes (a) et (b).

(b) A la 2<sup>ème</sup> ligne

Mettre une virgule après « article ».

Le délai de cent trente cinq (135) jours pour la notification de la réclamation ici paraît long et injustifié. Proposons soit trente (30) jours pour rester en harmonie avec les autres délais prévus par le même article, soit soixante (60) jours pour rester à mi-chemin des cent trente cinq (135) jours.

(c) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après ci-dessus ».

A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « retenue ».

A la 4<sup>ème</sup> ligne, au lieu de : «... les dispositions de Art. 13(8) »

**Ecrire** : «... les dispositions de l'Article 13(8) ».

En tenir compte dans le reste du texte.

(7)(c) **A u lieu de** : « auprès de d'Administration Fiscale »

**Ecrire** : « auprès de l'administration fiscale ».

(c) A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de** : « le refus qui est opposé au Bénin... »

**Ecrire** : « le refus opposé par le Bénin... ».

Aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de** : «... elle doit introduire son recours auprès de la Commission de Révision Fiscale visée par la réclamation écrite adressée à l'Autorité du GAO avec copie à ... »

**Ecrire :** « ...elle doit introduire son recours auprès de la Commission de Révision Fiscale, au moyen d'une réclamation écrite adressée à l'Autorité du GAO, avec copie à ... ».

(8) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « Pour être recevable ».

(9) Aux 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de :** « Si une Personne Assujettie entend contester le bien fondé des Droits de Douane mis à sa charge par le Bénin selon elle en contradiction avec les dispositions ... »

**Ecrire :** « Si une personne assujettie entend contester le bien-fondé des droits de douane mis à sa charge par le Bénin, selon elle, en contradiction avec les dispositions... ».

A la 3<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "présente annexe".

Aux 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de :** « ...réclamation écrite adressée à l'Autorité du GAO avec copie à l'Administration du Bénin concernée »

**Ecrire :** « ...réclamation écrite adressée à l'autorité du GAO avec copie à l'Administration concernée au Bénin ».

(11) (a) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « et ce ».

(c) Aux 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de :** « que l'Etat du Bénin ou l'autorité du GAO n'applique pas correctement la Législation Fiscale du Bénin en vigueur telle que modifiée par les dispositions du Régime Fiscal Harmonisé »

**Ecrire :** « que l'Etat du Bénin ou l'autorité du GAO n'applique pas correctement les dispositions du Régime Fiscal Harmonisé, ».

La suppression de « la Législation Fiscale du Bénin en vigueur telle que modifiée par » s'explique par le même motif que celui évoqué précédemment aux paragraphes (1) et (2) ci-dessus.

Aux 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de :** «.... avec copie à toute Autorité Administrative relevant de la République du Bénin concernée par le litige »

**Ecrire :** « .....avec copie à toute autorité administrative de la République du Bénin concernée par le litige ».

(12) A la 1<sup>ère</sup> ligne, **au lieu de :** « quatre vingt dix jours (90) qui... »

**Ecrire :** « ...quatre vingt-dix (90) jours qui ... ».

(13) (c) A la 2<sup>ème</sup> ligne : mettre une virgule après « au même Article 12 (2) ».

(14) A la 2<sup>ème</sup> ligne : supprimer le point virgule après « cette sanction » et mettre plutôt une virgule.

### Article 31 :

- (1) A la 2<sup>ème</sup> ligne, supprimer la virgule après « restituer ».

(2) Aux 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de :** « ...une décision rendue par l'Administration Fiscale (ou le cas échéant de l'administration des douanes) du Bénin »

**Ecrire :** « ...une décision rendue par l'Administration Fiscale (ou le cas échéant par l'administration des douanes) du Bénin ».

(4) A la 2<sup>ème</sup> ligne,

Mettre un « s » à « partie » (car il s'agit d'Etats qui étaient parties à la cause).

### Article 32 :

(3) A la 3<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** « ...dans l'hypothèse ou ... »

**Ecrire :** « ...dans l'hypothèse où... ».

(3) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « qui statue ».

A la 3<sup>ème</sup> ligne,

**Au lieu de :** «... en vu des arguments ... »

**Ecrire :** «... au vu des arguments... ».

### Article 33 :

(1) **Au lieu de :** « Le Tribunal du GAO se prononce en son âme et conscience sur le montant approprié de l'impôt dû par ou à restituer à la Personne Assujettie en fonction des éléments de fait et les arguments qui lui sont soumis ... »

**Ecrire :** « Le tribunal du GAO se prononce, en son âme et conscience, sur le montant approprié de l'impôt dû par la personne assujettie, ou de l'impôt à lui restituer, en fonction des éléments de fait et des arguments qui lui sont soumis... ».

(2) Aux 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes :

**Au lieu de :** « ... les accords contractuels, conventions ou arrangements de droit privé intervenus à cet égard (afin de lever toute ambiguïté cette dernière disposition inclut le Contrat lui-même) »

**Ecrire** : « ...les conventions ou les arrangements de droit privé intervenus à cet égard (afin de lever toute ambiguïté, cette dernière disposition incluant le Contrat lui-même) ».

La reformulation ci-dessus se justifie par le fait que l'expression « accord contractuel » équivaut à « contrat » synonyme de « convention ».

Toujours à la 3<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « ambiguïté ».

(4) Aux 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de** : « ...des Autres Etats signataires (ou de leurs Administrations concernées) dès lors qu'ils étaient partie à la cause ... »

**Ecrire** : « ... des autres Etats signataires (ou de leurs administrations concernées), dès lors qu'ils étaient parties à la cause... ».

**Article 34** :

A la 2<sup>ème</sup> ligne : supprimer la fermeture de la parenthèse après Règlement de Procédure, car aucune parenthèse n'était ouverte.

**Article 35** :

(1) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « l'impôt exigible ».

(2) A la 1<sup>ère</sup> ligne,

**Au lieu de** : «... Ce dernier doit bien entendu être pris en compte... »

**Ecrire** : « Ce dernier doit être pris en compte... », car « bien entendu » convient plutôt à l'expression orale.

A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « (selon le cas) ».

A la 3<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « finalement exigible ».

(3) Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de** : « leur avis, recommandations et appréciations »

**Ecrire** : « leurs avis, recommandations et appréciations ».

(4) Aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes

**Au lieu de** : « ...la partie des documents qu'elles jugent utile à leur cause, de même que la partie des avis de leurs conseils qu'ils estiment pouvoir être communiquée nonobstant le fait ... »

**Ecrire** : « ... la partie des documents qu'elles jugent utiles à leur cause, de même que la partie des avis de leurs conseils qu'elles estiment pouvoir être communiquée, nonobstant le fait ... ».

(4) A la 2<sup>ème</sup> ligne :

**Au lieu de** : « ...Tribunal de GAO.. »

**Ecrire** : « ...Tribunal du GAO.

A la 3<sup>ème</sup> ligne, mettre un « s » à "elle" et une virgule après "hypothèse".

A la 4<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après "éteinte" et après "la transaction".

A la 6<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « ou » et après « selon le cas ».

(7) A la 1<sup>ère</sup> ligne, mettre une virgule après « peuvent ».

(8) A la 2<sup>ème</sup> ligne, mettre une virgule après « complément d'impôt ».

### **CONCLUSION**

Sous réserve des observations ci-dessus, le présent projet de loi peut être soumis par le gouvernement à l'appréciation de l'Assemblée Nationale.

Cotonou, le 19 OCT. 2004

Pour l'Assemblée Plénière  
Le Président de la Chambre  
Administrative Chargé de l'Intérim



**Présid Grégoire ALAYE**